

Projet de Fin d'Etudes

**L'agriculture urbaine :
un levier pour la mise en œuvre de la
multifonctionnalité des espaces
dans les documents de
planification ?**



2017-2018

Directeur de recherche
Serrano José

Biais Charlotte
Souchon Coline

L'agriculture urbaine : un levier pour la mise en œuvre de la multifonctionnalité des espaces dans les documents de planification ?

Directeur de recherche : Serrano José

2017/2018

Biais Charlotte
Souchon Coline

AVERTISSEMENT

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

L'auteur (les auteurs) de cette recherche a (ont) signé une attestation sur l'honneur de non plagiat.

Formation par la recherche, Projet de Fin d'Etudes en génie de l'aménagement et de l'environnement

La formation au génie de l'aménagement et de l'environnement, assurée par le département aménagement et environnement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme, de l'aménagement des espaces fortement à faiblement anthropisés, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir-faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et de techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement et de l'environnement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants-chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer toute ou partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

Afin de valoriser ce travail de recherche nous avons décidé de mettre en ligne sur la base du Système Universitaire de Documentation (SUDOC), les mémoires à partir de la mention bien.

REMERCIEMENTS

En préambule de ce projet de fin d'étude nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont aidés au bon déroulement de nos travaux de recherches.

Premièrement, nous souhaitons remercier notre tuteur José Serrano, pour sa disponibilité et ses conseils concernant l'orientation de notre sujet mais aussi ses différentes références qui nous ont permis de comprendre les différents enjeux du projet.

Ensuite nous souhaitons remercier l'ensemble des acteurs du PAT pour leur disponibilité, leurs réponses à nos questions et leurs aides pour notre étude :

- Jacques Le Tarnec
- Laurent Blanchet
- Jérôme Maltete
- Céline Tanguay
- Emmanuelle Renaud
- Laura Angers
- Sylvain le Thio
- Nicolas Sterlin
- Sarah Da Petitot

Un remerciement tout particulier à Céline Tanguay qui nous a permis d'assister à la réunion avec les maraîchers. C'est à ce moment que notre travail a réellement pu avancer.

SOMMAIRE

Table des matières

PARTIE I : État de l'art	12
1) L'agriculture urbaine : une représentation de la multifonctionnalité des espaces urbains	12
1.1) L'agriculture d'hier et d'aujourd'hui	12
1.2) « Il n'existe pas une, mais des agricultures urbaines » (Duchemin 2013)	14
1.2.1) La localisation	15
1.2.2) Les fonctionnalités réciproques	16
1.2.3) Les dynamiques locales et agricoles	16
1.2.4) Les activités	16
1.3) L'agriculture urbaine au service de la ville et la multifonctionnalité	18
2) La multifonctionnalité: une nouvelle approche pour aménager les villes?	20
2.1) Une combinaison de fonctions pour un urbanisme durable	20
2.2) Faire émerger la multifonctionnalité	22
2.3) La nature comme levier d'action?	23
3) Les politiques de planification permettent-elles aujourd'hui l'émergence d'un modèle de ville durable?	24
3.1) Une évolution des outils de planification en faveur du développement durable...	24
3.2) ... qui donne naissance à des modèles urbains durables	26
3.3) Mais des conflits d'usages limitent toujours cette évolution	27
4) Quels sont les obstacles et les leviers d'action de l'intégration de l'AU à la planification urbaine?	29
4.1) Les obstacles	29
4.1.1) Le foncier, un facteur limitant	29
4.1.2) Les blocages politiques et législatifs	30
4.1.3) Les risques de pollution	31
4.2) Les leviers d'action	32
4.2.1) Le rôle des collectivités	32
4.2.2) L'amélioration de la qualité des relations entre acteurs	34
4.3) Poursuite de l'étude : élaboration d'un protocole de recherche	36
Conclusion	38
PARTIE II : Étude de cas	41
1) Protocole de recherche	43
2) Projet Alimentaire Territorial de Tours Métropole Mission Val de Loire	44
2.1) La naissance du projet	45

2.2) Le dispositif	46
2.3) Le diagnostic territorial	48
3) Les entretiens	52
3.1) Les résumés des entretiens	52
3.1.1) Entretien avec le service Développement Économique de la Métropole (Annexe 6)	52
3.1.2) Entretien avec la Chambre d'Agriculture 37 (Annexe 7)	53
3.1.3) Entretien avec un maraîcher bio (Annexe 8)	54
3.1.4) Entretien avec InPACT 37 (Annexe 9)	55
3.1.5) Entretien avec l'Agence d'Urbanisme (Annexe 10)	56
3.1.6) Entretien avec le président du PAT (Annexe 11)	57
3.1.7) Entretien avec un maraîcher conventionnel (Annexe 12)	58
3.2) Vue d'ensemble des entretiens	60
3.2.1) Un projet pluri-acteurs (pilier social)	60
3.2.2) Un projet en faveur de l'économie locale (pilier économique)	63
3.2.3) Une réalité plus nuancée face aux valeurs environnementales valorisées par le projet	64
CONCLUSION	65
Bibliographie	67
Table des sigles et abréviations	71
Table des illustrations	71
Annexe 1 : Rennes, Ville Archipel (IHEDATE s. d.)	72
Annexe 2 : CODE RURAL _ Article L 125-1	73
Annexe 3 : Un PAT à l'échelle métropolitaine ?	74
Annexe 4 : Acteurs du PAT de Tours	75
Annexe 5 : Lettre de mission «agriculture métropolitaine» de M.Briand à M.Le Tarnec	77
Annexe 6 : Entretien intégral de Laurent Blanchet et Jérôme Maltete - Tours Métropole	78
Annexe 7 : Entretien intégral Laura Angers et Emmanuelle Renaud - Chambre d'Agriculture	85
Annexe 8 : Entretien intégral Sylvain le Thio - Bio de l'Isles	93
Annexe 9 : Entretien intégral de Sarah Da Petitot - InPACT 37	97
Annexe 10 : Entretien intégral de Céline Tanguay - ATU	100
Annexe 11 : Entretien intégral Jacques Le Tarnec - Maire de Berthenay	104
Annexe 12 : Entretien intégral des Jardins de Meslay – Nicolas Sterlin	110

INTRODUCTION

L'humanité doit faire face à un défi démographique sans précédent : d'ici 2050, nous serons 9.1 milliards sur Terre et on estime que 70-80% de cette population vivra dans les centres urbains (UN-Habitat, 2008). Comment assurer la sécurité alimentaire de cette nouvelle population urbaine ? De quelle manière l'agriculture peut-elle répondre à un tel enjeu ? Sachant que le nombre de terres agricoles ne cesse de diminuer, tout comme les ressources naturelles. Il est nécessaire de réfléchir à une évolution des modes de production et de pratiques agricoles. Aujourd'hui, la question alimentaire couplée à la question du changement climatique est une réelle problématique pouvant donner un sens au projet collectif agricole partagé par l'ensemble de la population.

En France, depuis les années 70, le phénomène d'étalement urbain n'a cessé de consommer des terres agricoles et de fragmenter l'espace. Les politiques de planification urbaine ont toujours été en faveur d'un aménagement monofonctionnel des espaces, au moins jusqu'à maintenant. Cette gouvernance a entraîné de nombreux conflits d'usages entre les acteurs agissant sur le territoire. La monofonctionnalité agit sur la qualité des relations entre les acteurs et donc sur l'espace en question. L'échec de ce type de planification laisse place aujourd'hui à la volonté de réfléchir à une planification multifonctionnelle des espaces et des villes. Plusieurs études ont déjà été réalisées concernant le rôle multifonctionnel des espaces périurbains et de l'agriculture périurbaine.

Depuis un certain nombre d'années, on note une demande citoyenne croissante de nature en ville, ainsi qu'une qualité et sécurité alimentaire supérieure. L'agriculture urbaine (AU), qui permet une alimentation de proximité, aide à répondre aux enjeux du développement durable en recréant des liens de confiance avec les consommateurs qui veulent consommer de la qualité au niveau alimentaire, écologique et social. De plus, l'AU renforce la multifonctionnalité des territoires à travers ses propres qualités multifonctionnelles. Ainsi, elle renforce et valorise les relations entre les acteurs, permet le décroisement des activités et la fusion des fonctions dans un seul et même espace. Tous ces éléments semblent faire de l'agriculture urbaine une des solutions pour répondre aux enjeux de la ville durable !

Mais l'intégration de l'AU au développement de la ville n'est pas si simple. Les deux notions d'agriculture et de ville sont remises en question, ce qui implique, non seulement un changement culturel des sociétés mais aussi une réformation du cadre juridique qui ne se trouve alors plus adapté à ses nouvelles notions. Il en est de même pour la multifonctionnalité, il est nécessaire de s'atteler à trouver des leviers d'actions permettant une pérennisation de la place de la multifonctionnalité dans la planification urbaine. Ces problématiques nous amènent à nous questionner sur la manière d'aménager le territoire en prenant en compte les enjeux sociétaux précédemment cités. Ainsi, il s'agit de comprendre la notion d'aménagement de l'espace à travers l'agriculture urbaine et la multifonctionnalité.

L'agriculture urbaine : un levier pour la mise en œuvre de la multifonctionnalité des espaces dans les documents de planification ?

Notre sujet permet donc d'analyser le croisement entre la multifonctionnalité et l'évolution des politiques de planification urbaine afin de favoriser le développement de villes durables. La multifonctionnalité a déjà fait l'objet de plusieurs études. Nous pouvons citer Serrano, Van der Valk ou encore Fleury qui ont réalisé diverses études concernant la multifonctionnalité des espaces, notamment au travers des espaces agricoles périurbains. Notre volonté est de s'interroger sur le rôle précis de l'agriculture urbaine, puisque c'est un sujet qui n'a pas fait l'objet de nombreuses études concernant son intégration dans la planification urbaine française.

Notre réponse à cette problématique se déroulera en plusieurs parties qui donneront naissance à une hypothèse. Premièrement, nous reviendrons sur le concept d'agriculture urbaine, en croisant différentes définitions nous tenterons de comprendre son intégration au territoire. Ensuite la seconde partie portera sur une composante essentielle de l'agriculture urbaine : la multifonctionnalité, de quelle manière elle se manifeste sur les territoires. Puis, nous étudierons l'influence de la planification urbaine sur les morphologies urbaines actuelles et les impacts en termes de conflits d'usages qui en découlent. Enfin, nous traiterons les relations entre l'agriculture urbaine et la planification urbaine, des obstacles rencontrés aux pistes possibles pour son intégration dans les politiques urbaines. Nous conclurons cette étude en donnant un aperçu, très succinct, du protocole de recherche que nous utiliserons pour la suite de notre étude.

1) L'agriculture urbaine : une représentation de la multifonctionnalité des espaces urbains

1.1) L'agriculture d'hier et d'aujourd'hui

L'agriculture urbaine est aujourd'hui devenue un phénomène mondial, pratiquée par 800 millions de personnes, dont 200 millions qui en font de la production marchande et environ 150 millions qui seraient des employés à plein temps (Smith et Bryant 1975). Alors que dans les pays du Nord, on note un intérêt croissant pour le développement de l'agriculture urbaine, dans les pays du Sud cela fait 40 ans que celle-ci y est étudiée et développée (A.-C. Daniel 2013). Dans le Sud, on accorde à l'agriculture urbaine une fonction alimentaire très importante et quasi indispensable pour les villes. Dans les pays du Nord, c'est moins la sécurité alimentaire qui est recherchée mais plutôt l'accès à une alimentation de qualité, locale et offrant des espaces récréatifs tout en respectant l'environnement. Cette volonté est apparue il y a une vingtaine d'années en Amérique du Nord et il y a une dizaine d'années en Europe (A.-C. Daniel 2013).

On note une différence de perception de l'AU entre l'Amérique du Nord et l'Europe. En Amérique, le terme « *agriculture urbaine* » est couramment utilisé par les chercheurs, les élus et les habitants. Par exemple, les montréalais ont lancé une initiative citoyenne (29 000 signatures) pour que la mairie organise une consultation publique sur l'AU en 2012 (A.-C. Daniel 2013). En Europe, on ne considère pas encore l'AU de la même manière. Le public a tendance à assimiler l'AU à l'agriculture high-tech intra-urbaine sur les bâtis (alors que c'est la forme la moins développée actuellement) (A.-C. Daniel 2013). Cependant, les initiatives citoyennes sont nombreuses en Europe (Incroyables Comestibles, Green Guerilla, ou encore Ville en Transition) et sont en pleine expansion. En ce qui concerne les aménageurs et les collectivités, ils commencent doucement à prendre en compte les enjeux de l'intégration de l'agriculture urbaine dans la planification urbaine (Lagneau, Barra, et Lecuir 2015).

Alors que pendant de nombreuses années, les projets d'AU n'étaient portés que par des associations et des actions citoyennes, on note aujourd'hui l'augmentation de projets en faveur du développement de l'AU émanant des collectivités. Comme par exemple l'agglomération de Rennes à travers son « Plan Local de l'Agriculture », Nantes avec la création d'un collectif « Nantes Ville Comestible », ou encore Bordeaux et sa plateforme « RES'AU ». Cette plateforme permet « d'informer sur l'actualité de l'agriculture urbaine présente sur le territoire mais aussi d'identifier, au travers de différents outils, les besoins en infrastructures alimentaires et leur cohérence territoriale afin de déterminer l'élaboration et la faisabilité d'un système alimentaire de proximité adapté à la métropole bordelaise » (Poulon 2017).

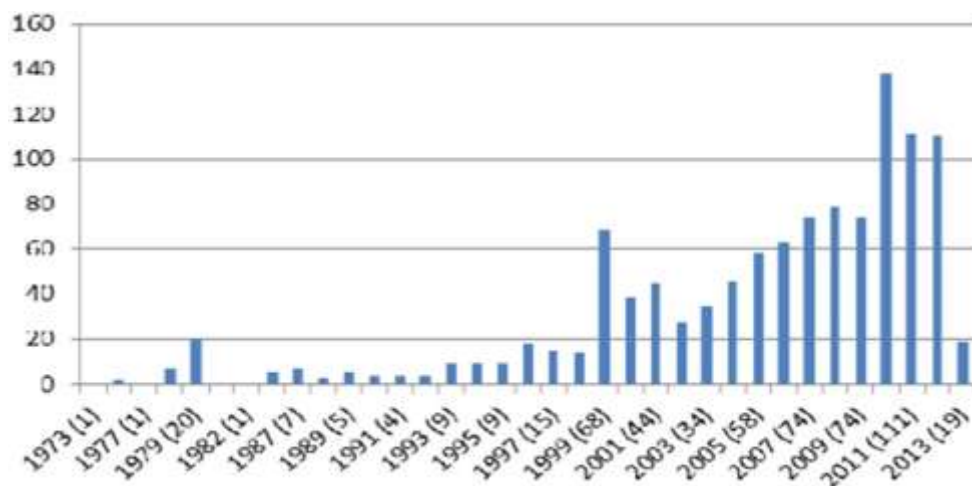


Figure 1: Contribution des différentes années de publication au total des publications sur « urban agriculture » (Daniel 2013)

Grâce aux recherches bibliométriques d'Anne-Cécile Daniel, on observe sur le diagramme ci-dessus que le nombre de publications sur l'agriculture urbaine a fortement augmenté depuis les années 1990. Cette agriculture urbaine est-elle un simple mode éphémère ou ses pratiques sont-elles durables ? Pour répondre aux questionnements concernant la durabilité de l'agriculture urbaine, il semble important de revenir à sa naissance.

La production agricole au sein et autour des villes est un phénomène aussi vieux que les villes elles-mêmes. Historiquement, les premières villes se sont développées à proximité des fleuves non pas pour des raisons de transport et pour l'approvisionnement en eau mais également pour la présence de terres fertiles capables de nourrir la ville (Duchemin, Wegmuller, et Legault 2010). Au Moyen-Âge, l'agriculture urbaine était bien développée au sein et autour des villes. Au XII^{ème} siècle, la majorité des activités agricoles se réalisaient à l'extérieur de la ville or la nature en ville réapparaît au XVIII^{ème} siècle à travers le mouvement hygiéniste qui valorise l'ouverture des espaces et la présence d'espaces verts en ville (Duchemin 2013). C'est au siècle suivant qu'une véritable fracture entre la nature et la ville a été observée à travers le changement du système de production alimentaire (Nahmias et Le Caro 2012). En effet, depuis la fin de la seconde guerre mondiale « la ville est devenue un organisme s'appuyant sur le monde rural pour son alimentation et sur ses alentours pour assimiler ses déchets » (Duchemin 2010). Au XX^{ème}, cette rupture entre la nature et la ville s'est aggravée suite à deux changements majeurs dans notre société : la révolution « verte » (1960-1990), qui était une politique de transformation de l'agriculture fondée sur une agriculture principalement intensive, et la mondialisation qui a créé des inégalités « entre les mégapoles qui s'enrichissent et les campagnes qui se désertifient et s'appauvrissent » (Bourguignon et Bourguignon 2017).

Historiquement, on s'aperçoit que la nature et l'agriculture ont toujours eu leur place dans la réflexion des urbanistes : « Le Plan d'urbanisme de Barcelone, établi par Ildefonso Cerda en 1859, qui porte sur la nature et l'agriculture en ville, la cité-jardin proposée par Ebenezer Howard en 1902, les préconisations de Le Corbusier sur les espaces verts ainsi que le traitement de la nature chez Gaston Bardet, sont quelques exemples de la place de la nature et de l'agriculture dans la pensée des fondateurs de l'urbanisme » (Nahmias et Le Caro 2012). L'agriculture urbaine ne peut donc pas être considérée seulement comme une tendance actuelle. C'est bien l'intensification de la production agricole, la mondialisation et le phénomène d'urbanisation dense qui ont freiné son développement dans les pays du Nord. Cependant, dans les pays du Sud, où il existe une très forte insécurité alimentaire, l'agriculture urbaine y est une nécessité et est donc largement représentée. A notre époque de grands enjeux contemporains tels que le déclin de la biodiversité, le changement climatique et la finitude des énergies fossiles ; le développement de la résilience urbaine grâce à l'agriculture

urbaine semble essentiel. C'est pourquoi elle réapparaît aujourd'hui dans les pays du Nord pour ces fonctions sociales, environnementales et paysagères (A.-C. Daniel 2013).

En France, la notion d'AU reste encore floue pour de nombreux acteurs (que ce soit les élus ou encore les citoyens). Cette pratique regroupe une importante diversité de formes et d'objectifs. Comment pouvons-nous alors définir cette agriculture urbaine?

1.2) « Il n'existe pas une, mais des agricultures urbaines » (Duchemin 2013)

Afin de définir la notion d'agriculture urbaine, il est intéressant de porter une première réflexion sur l'étymologie et le sens des mots qui la composent. Il semble que « agriculture » et « urbain » soient deux termes à priori dichotomiques. En effet, l'agriculture réfère aujourd'hui à une production alimentaire à grande échelle, c'est une activité industrielle homogénéisée. L'urbain, quant à lui, correspond au développement des villes, il est responsable de la séparation entre production alimentaire et habitat humain. Comment définir ce concept qui semble à priori irréaliste ? De nombreuses définitions de l'agriculture urbaine tentent d'expliquer les liens entre la ville et l'agriculture. D'après Christine Aubry « l'agriculture urbaine possède presque autant de définition que de personnes qui la pratiquent, ou l'étudient » (Ba et Aubry 2011).

Au travers nos lectures, certaines définitions reviennent couramment. Premièrement, celle de la FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations) propose de différencier l'agriculture urbaine de l'agriculture péri-urbaine : « L'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) se réfère aux pratiques agricoles dans les villes et autour des villes qui utilisent des ressources – terre, eau, énergie, main-d'œuvre – pouvant également servir à d'autres usages pour satisfaire les besoins de la population urbaine. L'agriculture urbaine (AU) se réfère à des petites surfaces (terrains vagues, jardins, vergers, balcons, récipients divers) utilisées en ville pour cultiver quelques plantes et élever de petits animaux et des vaches laitières en vue de la consommation du ménage ou des ventes de proximité » (FAO 1999).

Mais ces définitions ne sont pas complètes car elles prennent en compte seulement la localisation pour les différencier. La définition de Moustier et Mbaye est, quant à elle, plus complète : « L'agriculture périurbaine – correspondant à l'agriculture urbaine selon la terminologie anglo-saxonne – est considérée comme l'agriculture localisée dans la ville et à sa périphérie, dont les produits sont destinés à la ville et pour laquelle il existe une alternative entre usage agricole et urbain non agricole des ressources; l'alternative ouvre sur des concurrences, mais également sur des complémentarités entre ces usages : foncier bâti et foncier agricole ; eau destinée aux besoins des villes et eau d'irrigation; travail non agricole et travail agricole ; déchets ménagers et industriels et intrants agricoles ; coexistence en ville d'une multiplicité de savoir-faire due à des migrations, cohabitations d'activités agricoles et urbaines génératrices d'externalités négatives (vols, nuisances) et positives (espaces verts) » (Moustier et Mbaye 1999, p26).

La définition de Fleury et Donadieu va encore plus loin, elle met en valeur les rapports fonctionnels réciproques entre ville et agriculture et mentionne l'intégration physique de l'agriculture à la forme urbaine : « L'agriculture périurbaine, au strict sens étymologique, est celle qui se trouve à la périphérie de la ville, quelle que soit la nature de ses systèmes de production. Avec la ville, cette agriculture peut soit n'avoir que des rapports de mitoyenneté, soit entretenir des rapports fonctionnels réciproques. Dans ce dernier cas, elle devient urbaine et c'est ensemble qu'espaces cultivés et espaces bâtis participent au processus d'urbanisation et forment le territoire de la ville » (Donadieu et Fleury 1997, p45).

D'après Duchemin, le type de gouvernance de projet et ses objectifs est un élément fondamental de l'agriculture urbaine, mais reste souvent absent des définitions (Duchemin 2013). Nous avons également noté un critère absent dans la majorité des définitions : le fait que l'agriculture urbaine soit un mouvement social urbain qui permet l'appropriation de l'espace urbain. L'AU n'est pas seulement une activité de production, bien que ce soit le centre du projet, mais c'est aussi une activité avec une dimension sociale importante.

De par la problématisation de notre sujet et l'orientation de notre hypothèse de travail nous pouvons proposer une définition de l'agriculture urbaine : L'agriculture urbaine est une activité, au sein des villes ou en périphérie, qui assure diverses fonctions essentielles à l'autonomie des villes (production, circuits courts...) et au bien-être des citoyens (qualité des milieux de vie, environnement...). L'agriculture en elle-même assure principalement une production marchande, elle est qualifiée d' « urbaine » seulement si sa production est aussi non marchande, cette production dépend de la qualité des relations entre les acteurs concernés et de son intégration à la morphologie urbaine.

Nous avons identifié quatre caractéristiques majeures mentionnées dans la majorité des définitions proposées : la localisation (noyaux urbains, les quartiers périphériques, la frange urbaine et l'espace périurbain), les fonctionnalités réciproques (alimentation, paysage, récréation, écologie entre autre), les dynamiques locales et agricoles et les activités à travers la diversité des formes agri-urbaines.

1.2.1) La localisation

Comment définir une agriculture comme urbaine au vu de sa position géographique ? Une agriculture péri-urbaine tournée vers les marchés nationaux et internationaux est-elle considérée comme urbaine ? Pour Nahmias et Le Caro, cette agriculture de circuits longs permet une structuration du paysage péri-urbain et peut être valorisée par une fréquentation des citoyens dans un but récréatif (ventes à la ferme, ferme pédagogique etc.) (Nahmias et Le Caro 2012). Mais si l'on retient ce lien non alimentaire, jusqu'à quelle distance de la ville une agriculture est considérée comme urbaine ? Fixer un périmètre d'influence en kilomètre ne semble pas pertinent au vu de la différence de tailles des agglomérations françaises. De ce fait le rayon de l'agriculture urbaine peut être limité aux agricultures « qui peuvent potentiellement être pratiquées par les citoyens dans l'espace environnant l'agglomération, que cette pratique soit productive, récréative ou de toute autre nature » (Nahmias et Le Caro 2012).

L'intérieur des villes accueille aussi des formes d'agriculture. Depuis l'origine des villes, comme dit précédemment, le milieu urbain contient des potagers. Ces potagers urbains, qui ont bien évolué dans le temps, représentent « une agriculture interstitielle qui structure le tissu urbain et donne naissance à de nouvelles formes urbaines » (Nahmias et Le Caro 2012). Il s'agit par exemple de jardins partagés qui permettent de réintroduire une nature productive dans la ville et modifie véritablement « l'habiter citoyen » (Nahmias et Le Caro 2012).

L'étude de l'agriculture urbaine comprend donc les lieux de nature productive autour et dans la ville. Vient alors l'idée de continuum vert du centre jusqu'à la périphérie de la ville qui prend en compte les agricultures au domicile et interstitielles, de la frange urbaine et les agricultures péri-urbaines. Cependant la localisation ne suffit pas à définir l'agriculture urbaine, elle se définit également grâce à sa proximité fonctionnelle avec la ville.

1.2.2) Les fonctionnalités réciproques

L'agriculture qui se trouve à proximité de la ville peut devenir urbaine si elle entretient des rapports fonctionnels réciproques avec celle-ci. A ce moment-là, les espaces cultivés et les espaces bâtis participent ensemble au processus d'urbanisation et forment le territoire de la ville (Donadieu et Fleury 1997). Mais l'agriculture peut entrer en concurrence avec la ville pour des ressources comme : le foncier bâti et le foncier agricole, l'eau, les déchets etc.

Nombreux sont les agriculteurs qui refusent de devenir « les jardiniers de la ville » même si, certains d'entre eux se rendent accessibles aux attentes des urbains (Donadieu 1998) et commencent à intégrer les fonctionnalités de la grande ville dans leur vie personnelle (Nahmias et Le Caro 2012). Inversement, les « urbains », même s'ils ne cultivent pas, vivent les fonctionnalités rurales en allant se promener « à la campagne » ou lorsqu'ils vont chercher leurs paniers de légumes chez une AMAP (Nahmias, La Caro, 2012).

Ces fonctionnalités réciproques sont nécessairement intégrées par les différents acteurs pour qu'il y est du sens au territoire durable. Il est donc important de porter une réflexion sur les dynamiques locales et agricoles.

1.2.3) Les dynamiques locales et agricoles

Pour un bon développement de l'agriculture urbaine, il est indispensable de créer un dialogue entre la profession agricole, les collectivités et les habitants. Aujourd'hui, les expériences positives de développement de l'agriculture urbaine sont celles qui ont su créer un dialogue participatif entre les différents acteurs pour que les fonctionnalités soient complémentaires (A.-C. Daniel 2013).

Les dynamiques locales sont un des éléments fondateurs de l'agriculture urbaine, car elles se basent sur des flux de ressources et de produits entre l'agriculture et la ville, ces flux créant des concurrences et des complémentarités entre usages agricoles et non agricoles (Moustier et Mbaye 1999). De plus, ces flux dépendent directement de l'histoire de la ville, de sa culture, sa géographie, et sa politique. De nombreux acteurs et espaces sont concernés par l'agriculture urbaine car il existe un grand nombre de types d'agricultures urbaines.

1.2.4) Les activités

Dans ce rapport nous considérons l'ensemble des projets d'agriculture urbaine, qu'ils soient professionnel ou amateur : « Il n'existe pas une agriculture urbaine mais des agricultures urbaines » (Duchemin 2013). L'AU possède diverses formes : au champ, dans les interstices urbains et sur le bâti, elle peut être marchande (circuits courts) ou non marchande (jardins associatifs urbains), high tech (agriculture verticale) ou low tech (jardins partagés), elle permet la création de lien social et la réinsertion dans l'emploi mais aussi l'éducation à l'agriculture et à l'alimentation (jardin pédagogique, AMAP, ...) (Duchemin 2013).

Une des manières de distinguer les différentes formes d'agricultures urbaines est de considérer leurs formes marchandes ou non-marchandes :

- Agricultures orientées vers les circuits longs : Ces agricultures correspondent majoritairement aux agricultures péri-urbaines. Ces agricultures ne prennent pas en compte la demande urbaine locale, elles sont tournées vers les marchés généraux. Bien que ces espaces ne servent pas à nourrir la ville, ils offrent un paysage, peuvent être ouverts aux citoyens pour les loisirs, la promenade... Ainsi l'agriculture urbaine n'est pas exclusivement liée à l'approvisionnement alimentaire des villes (Nahmias et Le Caro 2012).

- Développement urbain des circuits courts : On note un intérêt croissant des élus, des agriculteurs et des habitants pour les circuits courts. Par exemple, la vente directe à la ferme donne un rôle spécifique aux agriculteurs péri-urbains : « permettant aux consommateurs de se réapproprier l'acte intime et symbolique du manger en reconstruisant le sens qu'ils peuvent donner aux paysages agraires qui entourent et ponctuent le tissu urbain » (Nahmias et Le Caro 2012). La vente directe est un moyen de rapprocher l'agriculture à la ville. Parfois, la vente directe concerne des exploitations éloignées. Ainsi c'est un lien alimentaire avec les consommateurs qui peuvent faire de ces exploitations des exploitations « urbaines » (Mundler et Rouchier 2016). Les circuits courts permettent, dans certains cas, une diminution des émissions de gaz à effet de serres, de dynamiser la production et consommation des produits du territoire, et favorise les systèmes agraires respectueux de l'environnement et du paysage (Mundler et Rouchier 2016). En France, depuis quelques années on note une augmentation des politiques visant l'approvisionnement des restaurants collectifs en produits locaux et soutien aux AMAP. Les circuits courts représentent le pivot de l'agriculture urbaine. En effet, ils constituent une économie agricole locale en interaction avec les produits issus des circuits longs et ceux issus du jardinage (Mundler et Rouchier 2016).
- Agriculture comme expérience des habitants : En 1998, 1 français sur 3 cultivait son potager (Donadieu 1998), on sait aussi que 70% des français ont accès à un jardin (potager ou non). Comme $\frac{2}{3}$ des français sont citadins, on peut supposer que beaucoup de jardins se situent dans l'espace urbain. L'ensemble des parcelles cultivées forment un « *archipel vert* » non-négligeable dans le tissu urbain. Les motivations des habitants sont multiples : produire une nourriture saine, revendre pour compléter son revenu, créer des espaces de sociabilité en ville, obtenir le meilleur de la campagne aux abords de la ville et même dans la ville. « Toutes ces initiatives plus ou moins innovantes d'appropriation de l'espace par des citadins montrent l'éventail des expériences sensibles de l'habitant » (Hoyaux 2003). Ces initiatives remettent en question les politiques d'aménagement des villes concernant les espaces verts et oblige les associations à innover dans l'accompagnement de projet de ce type.

Le schéma ci-dessous permet de représenter spatialement l'influence des agricultures urbaines :

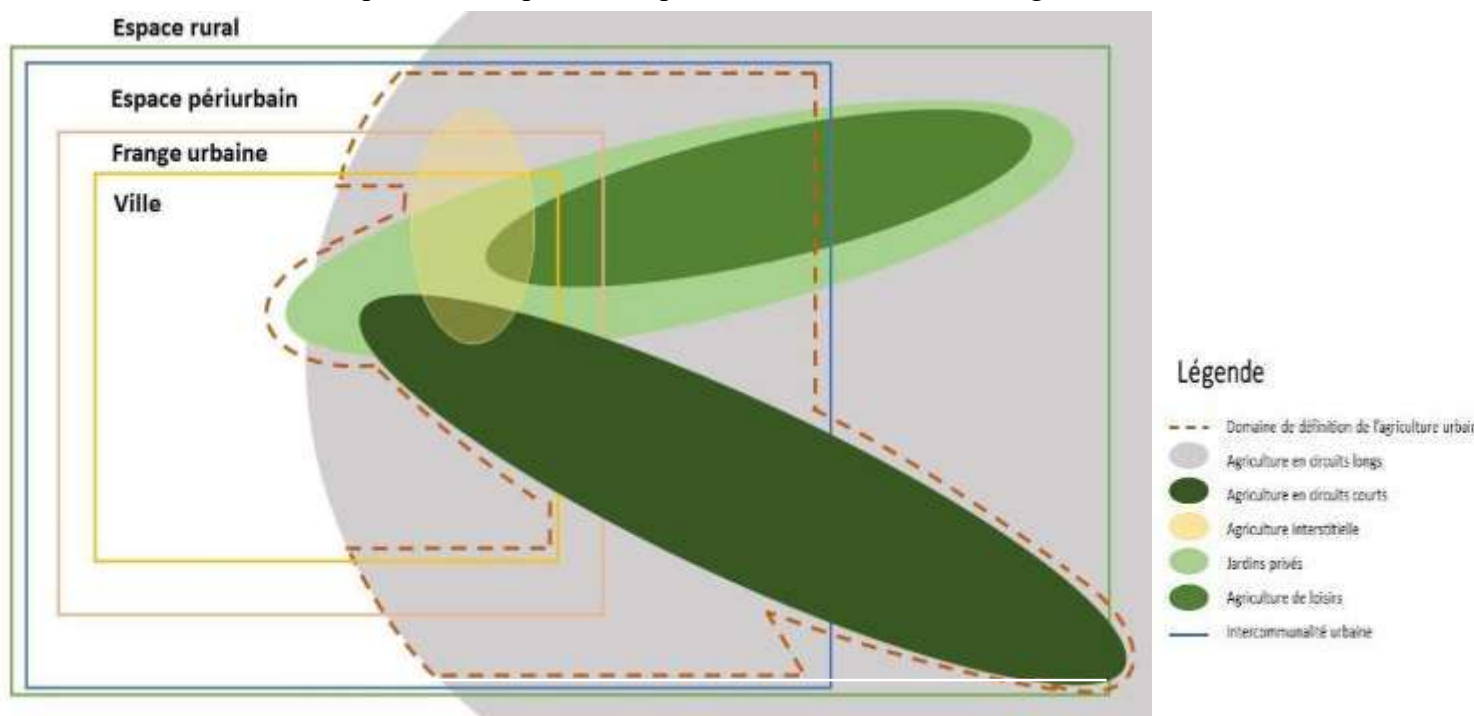


Figure 2: Domaine de définition de l'agriculture urbaine (Nahmias et Caron 2012)

Ce schéma représente le domaine de définition de l'AU, il illustre les recoupements entre la typologie des espaces concernés et celle des agricultures identifiées. Apparaissent ainsi, trois éléments de différenciation de l'agriculture urbaine :

- le croisement entre types d'espaces et d'agricultures donne naissance à une large gamme de formes agro-urbaines ;
- les recoupements entre les différents types d'agriculture produisent de nombreuses d'hybridations « qui multiplient le potentiel créatif des parties-prenantes et permettent à la ville de voir évoluer les fonctionnalités de ses agricultures » (Nahmias et Le Caro 2012);
- le gradient du centre urbain à la périphérie établit une hiérarchisation dans le degré d'urbanité des espaces agricoles étudiés. Il permet de porter une attention particulière à la frange urbaine et à la limite du territoire de l'intercommunalité urbaine qui représentent des frontières morphologiques et institutionnelles.

Au vu de la définition que l'on donne à l'agriculture urbaine, la multifonctionnalité semble être une de ses caractéristiques essentielles. De quelle manière cette multifonctionnalité se manifeste-t-elle ? Il est question de comprendre quelles sont les particularités de chaque fonction et comment, ensemble, elles créent un système circulaire, dans lequel elles donnent et reçoivent pour créer une véritable complémentarité

1.3) L'agriculture urbaine au service de la ville et la multifonctionnalité

En premier lieu, l'AU est souvent considérée pour sa contribution au système alimentaire urbain. Mais il est inexacte de concevoir l'AU uniquement comme une composante de ce système. Le caractère multifonctionnel de cette agriculture ressort dans l'ensemble des travaux d'urbanistes et de géographes pour qui l'AU peut participer à rendre la ville plus viable et plus durable.

La multifonctionnalité est un atout de l'agriculture urbaine (Ba et Aubry 2011). En effet, elle peut influencer les collectivités locales sur la préservation et la croissance des espaces agricoles en ville. L'agriculture urbaine s'inscrit également dans des politiques de développement durable auxquelles de plus en plus de villes adhèrent, compte tenu des problématiques environnementales actuelles. D'après Sandrine Glatron géographe et chercheuse au CNRS : « Si les collectivités publiques, dont les surfaces d'agriculture urbaine dépendent essentiellement, s'y intéressent de plus en plus, c'est pour tous ces services [...] qu'elle peut remplir au cœur de la ville, de sociabilité, de solidarité, de lien au vivant, de lutte contre l'obésité, d'éducation environnementale, de sauvegarde de la biodiversité, ou encore de gestion des déchets » (Sobocinski 2013). On retrouve en effet, dans les différentes fonctions de l'agriculture urbaine les composantes du développement durable (sociale, économique, environnementale), fonctions qui vont donc bien au-delà de la seule production alimentaire. Au vue des différents types d'agricultures urbaines existantes, on dénombre de nombreuses fonctions à ces agricultures : aménagement urbain par l'appropriation citoyenne des espaces vacants ; protection de l'environnement ; l'éducation (sensibilisation, autonomisation personnelle et politique, formation citoyenne) ; développement économique et la lutte contre la pauvreté ; la sécurité alimentaire abordant l'autosuffisance alimentaire ; les loisirs (espaces de détente) ; interactions sociales ; la santé, grâce aux activités physiques de plein air et aux aliments de qualité; etc. (Duchemin, Wegmuller, et Legault 2010).

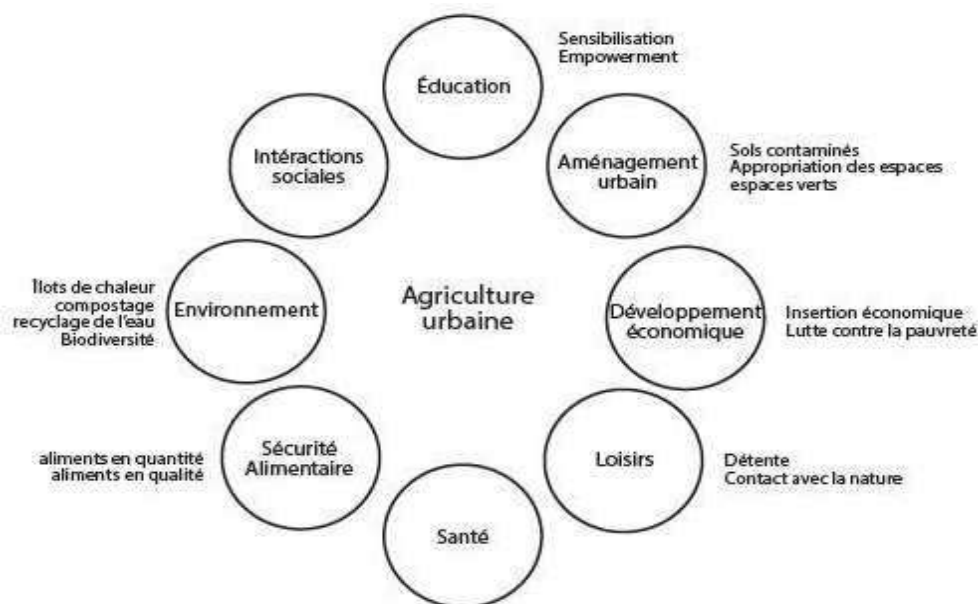


Figure 3: Multifonctionnalité de l'agriculture urbaine (Duchemin, Wegmuller, et Legault 2010)

Dans cette partie nous tentons de développer succinctement les différentes fonctions que peut remplir l'agriculture urbaine :



Figure 4: Gradient de production en fonction de différentes formes de production (Daniel, 2013)

- **Fonction alimentaire** : D'un point de vue qualitatif, l'agriculture urbaine offre aux urbains des produits cueillis à maturité, peu transportés et, le plus souvent, cultivés selon des pratiques respectueuses de l'environnement et de la santé du consommateur. De plus, le fait de jardiner-cuisiner-consommer permet de changer de mauvaises habitudes alimentaires et interrogent les habitants sur leur manière de vivre avec la ville. En ce qui concerne le niveau quantitatif, le taux de production peut être très variable au vu du type d'agriculture urbaine. Il existe différentes grandes catégories à savoir : les jardins associatifs, le maraîchage périurbain et les fermes commerciales sous serre en intra et péri urbain (A.-C. Daniel 2013).
- **Fonction économique et sociale** : L'économie locale peut être affectée par l'agriculture urbaine. Cette dernière, offre une certaine sécurité face aux prix internationaux fluctuants des produits alimentaires et crée également des emplois. Pour les plus démunis, cette agriculture permet de faire des économies non négligeables et, dans certains cas, permet une autoproduction alimentaire. L'agriculture urbaine « permet de redévelopper l'économie locale et de valoriser les produits locaux produits par des agriculteurs urbains pour qui les services offerts par la ville (école, commerces, loisirs...) procurent un certain confort » (A.-C. Daniel 2013). Le fait de cultiver en ville est un moyen de lutter contre l'isolement social et permet le développement social d'un quartier.

On crée un espace éducatif où le capital de connaissances théoriques et pragmatiques est partagé par l'échange des connaissances et de conseils sur la pratique du jardinage, un sentiment d'appartenance né ainsi qu'un sentiment de propriété collective qui facilitent les échanges au sein d'un groupe. On note également, que de nombreuses expériences en agriculture urbaine se sont créées avec une volonté de participer à un effort collectif de réinsertion et donc d'employer des personnes en difficulté ou des personnes en réinsertion sociale (A.-C. Daniel 2013).

- *Fonctions environnementales* : L'agriculture offre également des services pour la nature et la biodiversité urbaine. La majorité de ses pratiques culturelles sont respectueuses de l'environnement (pas de pesticides, ni d'OGM, ni d'engrais de synthèse) et les débats qui ressortent de ces pratiques permettent une éducation et une sensibilisation à l'environnement (A.-C. Daniel 2013).

L'AU contribue également au recyclage des déchets urbains, notamment organiques créant ainsi une nouvelle gestion des déchets. L'AU est aussi réputée pour participer à la lutte contre les gaz à effet de serre, et surtout contre le changement climatique. Elle permet de diminuer les îlots de chaleur (végétalisation des bâtiments), d'absorber certains polluants, de développer la biodiversité locale urbaine, de diminuer les dépenses énergétiques (en comparaison avec l'industrie agro-alimentaire), de limiter l'imperméabilisation des sols etc. (A.-C. Daniel 2013)

- *Fonctions paysagères* : L'AU offre des solutions concrètes et applicables aux problèmes du contexte urbain actuel (dans le cadre de l'aménagement urbain durable et viable en créant une résilience urbaine). Elle permet de répondre à la demande croissante des urbains de nature en ville. Grâce à des projets tels que les « Incroyables Comestibles » ou de jardins partagés qui permettent d'impliquer les usagers, de créer des espaces esthétiques et renforcer le contact homme-nature (A.-C. Daniel 2013).
- *Fonctions pédagogique et récréative* : L'agriculture urbaine permet la mise en place de nombreuses animations autour de différents thèmes tels que l'agriculture, le jardinage, l'environnement, la cuisine, l'élevage etc. C'est un outil pédagogique très intéressant qui permet de sensibiliser à l'environnement et de renforcer les relations sociales, c'est pourquoi de nombreuses écoles mettent en place des jardins pédagogiques dans l'enceinte des écoles (A.-C. Daniel 2013).

Ainsi, l'agriculture urbaine est une discipline multifonctionnelle qui permet de répondre aux enjeux de la ville de demain en offrant une diversité d'usages, directs et indirects. Elle offre à la ville la possibilité de devenir résiliente face aux crises climatiques, économiques ou sociales de notre siècle. Quelle est la place de la multifonctionnalité des espaces dans l'aménagement du territoire? Comment pérenniser son intégration?

2) La multifonctionnalité: une nouvelle approche pour aménager les villes?

2.1) Une combinaison de fonctions pour un urbanisme durable

Les pressions sur le sol sont de plus en plus nombreuses, en effet chaque parcelle est associée à une fonction particulière (agricole, foncier, commerciale etc.) qui lui est propre, mais la croissance démographique actuelle ne permet plus cette monofonctionnalité à cause du manque de surface disponible. C'est à ce sujet que la déléguée interministérielle du Développement durable s'est exprimée en 2010 : En France, la Stratégie nationale de développement durable pour 2010-2013 a inscrit parmi ses objectifs de « veiller à freiner le rythme d'artificialisation du territoire, qui est actuellement plus rapide que la dynamique démographique, notamment en localisant les

infrastructures sur les espaces déjà artificialisés » (Keller et al. 2012). C'est pourquoi, la multifonctionnalité est conseillée en termes d'aménagement de l'espace afin de réduire les conflits pour le sol. « L'affectation des sols doit être pensée à long terme afin de limiter leur dégradation et permettre l'exploitation durable de cette ressource. Pour cela plusieurs fonctions devraient se chevaucher sur une même parcelle et ainsi utiliser le sol pour bâtir et pour nourrir, pour s'alimenter et se déplacer » (ADEME 2011).

Dans le contexte actuel, le rapport au sol est donc particulier et freine le développement de la multifonctionnalité. En effet, « l'approche multifonctionnelle se propose d'œuvrer à développer les synergies pour bénéficier des opportunités qu'elles génèrent tout en atténuant les rivalités d'usages » (Guellier et al. 2016). La multifonctionnalité est considérée aujourd'hui comme une approche d'analyse de planification et de gestion du territoire du fait de son impact positif dans l'organisation des espaces. Elle met en évidence, quand elle est appliquée, la diversité des territoires et soulève les différentes caractéristiques émergentes du lieu en question comme sa production, sa population, et la biodiversité présente. Des acteurs multiples aux intérêts variés sont impliqués dans cette diversité de fonctions, de ce fait, leur participation nécessite d'être équilibrée. Ainsi, la multifonctionnalité permettrait « une combinaison optimale des fonctions marchandes et non marchandes du territoire » et favoriserait aussi la cohabitation des usagers (Dupriez 2012).

Il y a donc une grande diversité d'acteurs, de fonctions et de territoires autour de la multifonctionnalité d'où la difficulté de trouver une définition commune à ce concept.

Des chercheurs et doctorants ont développé, dans un article sur l'adaptation de la multifonctionnalité à la forme urbaine, la signification du terme *multifonctionnel* de manière approfondie. Il s'agit d'obtenir une combinaison d'au moins trois utilisations différentes dans une période spécifique et serait liée au concept de « multi usage qui signifie différents usages de l'espace à des moments différents » (Ghafouri et al. 2010). Il ya donc une véritable relation entre l'espace, le temps et les fonctions, qui dans un milieu urbain se caractérise par les relations entre la forme et la morphologie urbaine de l'espace en question, ses fonctions caractéristiques et les usages présents. De manière plus générale, la multifonctionnalité se définit comme la combinaison de différentes fonctions socio-économiques sur un même espace. Cette disposition permettrait « d'économiser de l'espace en intensifiant son fonctionnement, et ceci tout en conservant un haut niveau de qualité spatiale » (Ghafouri et al. 2010).

On retrouve les questions autour des fonctions du territoire dans la majorité des définitions de la multifonctionnalité. Holmes suit aussi une réflexion axée sur les fonctions. Il met en évidence l'existence de plusieurs formes de multifonctionnalité. Des fonctions peuvent être dominantes mais peuvent être aussi combinées à d'autres fonctions. Il ne s'agit pas, pour lui, d'un équilibre parfait entre chacune des fonctions concernées. Il raisonne en considérant « d'une part la fragmentation de l'espace et d'autre part la simultanéité des usages ainsi un médiateur est nécessaire pour rassembler les usages » (Serrano 2015).

Cette « fragmentation de l'espace » est aussi traitée par Van der Valk qui la considère comme « une opportunité de l'aménagement et une base pour la multifonctionnalité » (Van der Valk 2002). Il précise que « l'utilisation plus efficace des sols ne veut pas dire une intensification d'un usage[...] il s'agit plutôt d'utiliser d'autres caractéristiques de l'espace pour développer des activités complémentaires » (Van der Valk 2002). Ainsi, sa vision permet de renverser la perception de la réalité : il faut utiliser les fragmentations de l'espace comme un enrichissement, notamment pour la biodiversité. Il illustre sa réflexion à travers l'exemple d'Amsterdam qui, grâce à sa grande diversité de milieux (canaux, routes, parcs, maisons etc), développe une importante biodiversité. Suite à cette réflexion, il propose quatre dimensions au fondement de la multifonctionnalité:

- une utilisation plus efficace du sol ;

- un mélange des fonctions dans un même lieu ;
- une combinaison verticale des différents usages ;
- une utilisation diversifiée de l'espace libéré par les constructions en hauteur (Van der Valk 2002).

La multifonctionnalité est au cœur des discussions actuelles, trouver une définition universelle semble être complexe puisqu'elle est propre à chaque territoire. Cependant, il est important de noter qu'il existe des principes fondamentaux liés à la multifonctionnalité comme : sa place dans le temps et l'espace et sa capacité à combiner la majorité des fonctions du territoire. Les avantages de la multifonctionnalité sont davantage mis en valeur en termes d'aménagement de l'espace aujourd'hui. En effet, elle pourrait réduire l'étalement urbain, augmenter la densité, promouvoir la qualité environnementale et spatiale, économiser de l'espace en intensifiant son utilisation, en améliorant la performance économique et créant des zones attractives et vivantes : une combinaison de points positifs pour un urbanisme durable.

2.2) Faire émerger la multifonctionnalité

La multifonctionnalité est un outil capable de s'adapter à différents territoires mais il existe des conditions à son intégration. En effet, il est important que « les différentes activités de l'espace en question soient rassemblées par un principe unifiant » (Serrano 2015) afin de créer une cohérence sur le territoire. Il y a donc un réel lien entre les fonctions de l'espace et la morphologie urbaine accueillant les activités concernées.

Les acteurs ont un rôle fondamental dans la mise en place de la multifonctionnalité. Ils sont véritablement intégrés au territoire, puisqu'« ils n'agissent pas sur l'espace mais avec l'espace » (Serrano 2015). Un espace multifonctionnel est rendu possible seulement si les relations entre les acteurs sont équilibrées. La vision d'un sol multifonctionnel est plutôt absente aujourd'hui, « le grand public reste peu informé sur les sols, leurs fonctions et les services qu'ils rendent » ainsi il serait intéressant organiser des discussions collectives pour les considérer autrement (Guellier et al. 2016).

Afin de promouvoir une mixité fonctionnelle certains principes devraient être respectés :

- Les différentes fonctions urbaines doivent cohabiter selon de nouveaux critères de compatibilité ;
- Chercher des usages compatibles, adaptés aux besoins actuels et utiles au fonctionnement du quartier (activités de proximité) ;
- Les politiques urbaines liées à l'affectation du sol (attribution des zones à certaines fonctions) et à l'environnement doivent corriger les contraintes et les pollutions que la diversité fonctionnelle et l'évolution des quartiers ont apportées au fil du temps (Goblet 2005).

Cependant pour qu'une mixité fonctionnelle soit efficace et durable, il semble important de diminuer voir éliminer les fondements actuels liés à la monofonctionnalité :

- Prendre en compte la menace du logement provoquée par le secteur tertiaire (bureau, tourisme, commerces...) ;
- Limiter l'offre d'espaces aux fonctions autres que le logement, en réalisant des plans d'affectation du sol ;
- Éviter la monofonctionnalité de certains quartiers même si la fonction en question est très rentable (Goblet 2005).

En effet, même si sur un temps restreint, la monofonctionnalité peut être plus rentable, elle finira par « étouffer les autres fonctions et ralentir le développement de la ville », il ne s'agit donc pas d'un outil durable (Goblet 2005). La multifonctionnalité peut être utilisée dans l'élaboration de projets d'aménagements mais son application nécessite de respecter certaines conditions afin d'avoir une réelle coordination des fonctions impliquées et une véritable intégration au territoire en question.

Unifier les fonctions est donc nécessaire pour mettre en place la multifonctionnalité sur le territoire. Dans le contexte actuel de changement climatique, le développement durable est au cœur des débats, ainsi, trouver un unificateur cohérent avec ces enjeux environnementaux pourrait être à l'origine de la création de villes durables.

2.3) La nature comme levier d'action?

Comme il a été mentionné précédemment, trouver un principe unificateur à tous les usages pourrait être une des solutions à la mise en œuvre de la multifonctionnalité et donc au décloisonnement des activités. En effet, dans la notion de multifonctionnalité « ce n'est pas la juxtaposition des différentes fonctions qui est importante mais les relations entre elles. Les conceptualiser comme une catégorie spatiale spécifique permet de se focaliser sur les relations en tant que telles » (Serrano 2015). La nature a été, dans de nombreuses recherches, considérée comme un véritable liant entre les activités et les espaces. Considérer la nature autrement que dans sa simple intégration ornementale au projet d'aménagement pourrait permettre de changer l'espace dans ses fonctions et sa morphologie (Serrano 2015).

Cette nouvelle considération peut être observée dans la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue. « La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural. » (Élus du Comité Syndical, 2012).

La notion de «continuité» écologique est bien en adéquation avec «le principe unificateur» mentionné précédemment.

Les TVB sont considérées comme de véritables outils d'aménagement, une des principales raisons de l'élaboration de trames vertes urbaines est la fragmentation de l'habitat. Avec l'étalement urbain, les habitats des espèces animales et végétales sont de plus en plus fragmentés. C'est une cause majeure de perte de biodiversité. En effet, les espèces sont restreintes dans des espaces insuffisants et sans corridors écologiques, leurs déplacements sont impossibles. C'est pourquoi les trames vertes doivent impérativement favoriser la création de corridors écologiques. L'agriculture urbaine pourrait être intégrée à cet outil et ainsi devenir un liant entre les fonctions, les espaces, et les acteurs. La TVB est surtout reconnue pour ses qualités environnementales et son impact positif sur la biodiversité, la coupler avec l'agriculture urbaine permettrait de valoriser d'autres fonctions. L'agriculture biologique pourrait avoir un réel impact positif sur la création de Trame Verte et Bleue (Fédération nationale de l'Agriculture Biologique, 2014) Et ce, pour différentes raisons : suppression des produits phytosanitaires de synthèse, utilisation de cultures associées, simplification du travail du sol, maintien d'arbres sur les parcelles... Inversement la TVB peut être un levier à la création de projets d'agriculture biologique durables notamment sur la qualité de l'eau, le développement des circuits courts, et la création de paysages culturels (Fédération nationale de l'Agriculture Biologique, 2014).

Se préoccuper de nature en ville ne revient pas uniquement à s'intéresser à la biodiversité, c'est aussi et surtout s'intéresser au bien-être des citoyens. Il convient ainsi d'appréhender la TVB en milieu urbain comme une véritable opportunité pour construire un projet de territoire, sobre et durable, valorisant son potentiel économique, ses acteurs et ses ressources locales et solidaire dans ses liens urbain-rural (Fédération nationale de l'Agriculture Biologique, 2014). Comment développer et pérenniser la multifonctionnalité des espaces ? Intégrer la nature à la ville via les trames vertes permettrait une réflexion globale qui ne ferait pas de la nature qu'un simple apport de « vert » en ville mais comme véritable liant entre les espaces et les activités qui s'y développent. L'agriculture urbaine pourrait être un outil représentatif de la nature et de la biodiversité pour renforcer le lien entre activités et espaces, et répondre aux attentes des citoyens.

Suite aux parties précédentes définissant la multifonctionnalité des espaces et l'agriculture urbaine, on remarque que la multifonctionnalité des espaces est nécessaire pour créer des villes dites durables. Cependant, la multifonctionnalité n'est pas le simple résultat d'une juxtaposition de plusieurs fonctions mais d'une réelle coordination entre chacune d'entre elles. Nous avons vu que la nature pourrait être ce liant, mais le concept de nature en ville pose encore des problèmes de coordination entre les acteurs. Cette coordination est possible si un lien est créé, un lien physique mais qui, de par ses propres caractéristiques multifonctionnelles, donnerait du sens à la combinaison de toutes ces fonctions. Ce lien pourrait être représenté à travers l'agriculture urbaine qui offre plus de services à l'ensemble des acteurs que la nature seule. L'enjeu est de comprendre comment l'AU pourrait être considérée comme un liant aux différentes fonctions. Les politiques de planification, la morphologie urbaine et la qualité des relations entre les acteurs jouent un rôle essentiel dans l'intégration de l'AU aux territoires. Comment ces politiques ont-elles évolué dans le temps ? Quelles sont les conséquences de ces politiques d'aménagement ? Aujourd'hui, quelle morphologie urbaine semble être la plus adaptée à la ville durable ? Quelle est la place de l'agriculture et de la multifonctionnalité dans ces nouvelles formes urbaines ?

3) Les politiques de planification permettent-elles aujourd'hui l'émergence d'un modèle de ville durable?

Dans cette partie, nous tentons de comprendre l'évolution des formes urbaines et des politiques de planification. Il est question de saisir les liens existants entre morphologie urbaine, fonctions des espaces et relations entre les acteurs du territoire. A l'heure actuelle, peu d'études sur l'intégration de l'agriculture urbaine dans la planification ont vu le jour. Nous utilisons donc majoritairement les données concernant l'agriculture périurbaine (qui fait partie intégrante de l'agriculture urbaine) et qui peuvent s'élargir à l'étude de l'agriculture en ville.

3.1) Une évolution des outils de planification en faveur du développement durable...

La planification urbaine regroupe l'ensemble des documents de planification qui organisent les territoires. Ces documents sont issus des études, des procédures juridiques et financières, des textes législatifs et réglementaires mis en œuvre par les services de l'État et les collectivités territoriales. Ils permettent de contrôler l'évolution des territoires et de maîtriser leur développement. L'objectif principal de ces documents est de déterminer des règles touchant à l'affectation et à l'occupation des sols (gestion de l'habitat et de l'urbanisation, réalisation d'infrastructures, offre de services...) (Cerema 2017).

Les objectifs de ces documents ont progressivement évolué avec le temps. Au cours du XXe siècle, les villes ont commencé à s'étaler suite au développement du marché automobile. Rapidement, la majorité des habitants possédaient une voiture et une maison individuelle. De plus, les politiques de planification privilégiaient la monofonctionnalité des espaces notamment en séparant les espaces à travers des zonages pour que les industries ne polluent pas les habitations. Ainsi, les différentes fonctions de la ville (commerces, maisons et industries etc.) se sont retrouvées loin les unes des autres et la voiture est devenue indispensable. Ce phénomène a entraîné une importante consommation des espaces, notamment des espaces périurbains (Saga Cité 2014).

En 1967, la loi d'Orientation Foncière (LOF) représente le principal coup d'arrêt à la consommation aveugle des espaces agricoles suite à la croissance urbaine. Elle met en place le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) et le plan d'occupation des sols (POS) qui obligent les décideurs à réfléchir à l'organisation de l'espace agricole périurbain. Cette nouvelle orientation urbaine va « accélérer les affectations urbaines et stopper des consommations immobilières » (Donadieu 1998). Malgré cette nouvelle réglementation, le problème de la consommation d'espace ne sera pas résolu. En 2000, les outils de la loi LOF sont transformés par la

loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) qui introduit le concept de durabilité au sein des politiques urbaines. Elle se rapproche du modèle de ville compacte en incitant le renouvellement urbain et la fin du gaspillage foncier (Marty 2016).

La loi SRU possède trois principes fondamentaux :

- l'équilibre entre aménagement et protection de l'environnement ;
- la mixité sociale et urbaine ;
- la lutte contre l'étalement urbain (CNLE 2008).

Le SDAU devient le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) et le POS est remplacé par le PLU (Plan Local d'Urbanisme). Par cette modification leur régime juridique a profondément changé.

Le PLU est un document qui répond à un objectif de développement durable et équilibré du territoire. Il définit le projet de territoire au travers d'un règlement qui réunit un grand nombre d'acteurs (chambre d'agriculture, association environnementales, associations de commerçant, élus etc.) (Martin, Bertrand, et Rousier 2006). Le SCoT, quant à lui, met en place l'armature urbaine, il porte sur les polarités du territoire, les clés de répartition de l'espace et la hiérarchie urbaine. Il a pour but de mettre en cohérence les politiques menées par les différentes communes de son périmètre (urbanisme, habitat, transport, développement économique, protection et valorisation de l'environnement) (Martin, Bertrand, et Rousier 2006). Il définit les grands objectifs qui permettent de garantir un équilibre de développement des territoires. Le SCoT est censé fixer les orientations générales de l'organisation de l'espace et définir des objectifs d'aménagement à une échelle supra-communale. Il ne possède pas de caractère réglementaire, il ne peut pas non plus s'opposer aux autorisations d'occupation du sol mais il doit être compatible avec les PLU et les opérations d'aménagement. Le PLU, quant à lui, fixe non seulement les orientations générales d'aménagement mais également la destination du sol et les règles d'usage à une échelle communale. Ainsi, il a une valeur réglementaire et il est opposable aux propriétaires fonciers à la différence du SCoT (Samuel Martin et al, 2006).

En 2003, la loi Urbanisme et Habitat, puis la loi Grenelle 2 en 2010 ont porté des modifications sur les dispositions relatives aux documents d'urbanisme. La loi Grenelle 2 a accentué la lutte contre l'étalement urbain et élargi les objectifs (assurer un équilibre de la répartition territoriale des commerces et services, contribuer à l'adaptation au changement climatique et à l'efficacité énergétique, réduire les déplacements, préserver la biodiversité...) (Martin, Bertrand, et Rousier 2006). En 2014, la loi ALUR (Accès au Logement et Urbanisme Rénové) a renforcé l'objectif de densification urbaine et de PLU intercommunal (Martin, Bertrand, et Rousier 2006). De plus, cette loi prend en compte la qualité paysagère en ville. Ainsi, on note depuis quelques années, une évolution des lois concernant la planification urbaine en faveur de la densification urbaine, de l'intégration de la nature en ville et de développement durable.

La planification actuelle fixe les grands principes d'organisation spatiale des activités mais ne traite pas leur impact environnemental. Les documents d'urbanisme ne sont pas le reflet de l'intérêt général mais davantage celui de négociations. Il s'agit en réalité d'une instrumentalisation des outils mis à disposition à travers une articulation entre jeu d'acteurs, structures foncières et réglementation et non le fruit d'une véritable interaction entre les acteurs (Serrano 2015). De plus, on note un important décalage entre les actions prescrites et les réelles dynamiques locales.

L'évolution des politiques de planification depuis plusieurs décennies s'oriente de plus en plus vers des enjeux du développement durable, changement qui modifie la morphologie urbaine. Quelles sont donc ces formes urbaines qui se veulent plus durables et respectueuses de l'environnement ? Et comment les rapports entre urbain et agriculture s'organisent-ils dans ces villes ?

3.2) ... qui donne naissance à des modèles urbains durables

La morphologie de la ville a considérablement changé au cours du XIX^{ème} siècle. Il y a toujours eu un lien étroit entre la ville et l'agriculture, entre lieu de production et lieu de consommation mais « ce lien a considérablement évolué au cours des deux derniers siècles: par la révolution des transports et l'agrandissement des villes, la proximité entre ces deux espaces a évolué, tout comme le rôle qu'ils jouent maintenant l'un envers l'autre » (Cubizolles et Fontanaud 2017). En Europe, la principale forme urbaine pour les grandes villes est celle de la ville compacte. Paris et Londres en sont de bons exemples : ce sont des villes médiévales qui se sont développées et densifiées avec le temps.

La typologie urbaine compacte semble être la plus adéquate pour répondre aux enjeux de la ville durable (notion introduite aux conférences de Rio en 1992 et d'Aalborg en 1994). Ce concept, considéré comme un nouveau courant urbanistique, ne propose pas de modèle formel de ville à développer et à appliquer (Cubizolles et Fontanaud 2017). En effet, chaque ville doit trouver les solutions durables à ses besoins pour cela les mesures suivantes peuvent être mises en place :

- réduire les rejets et la consommation énergétique des villes ;
- lutter contre l'étalement urbain et ses conséquences (mixité fonctionnelle) ;
- traiter et recycler les déchets ;
- favoriser les modes de transports doux.

Ainsi, le modèle urbain compact créant des villes « de fortes densités et une urbanisation continue » suit les objectifs fixés par les documents de planification français (loi SRU, loi ALUR etc.) (Pouyanne 2004). Cependant, le modèle compact montre ses limites. On observe une dichotomie importante entre les espaces bâtis très denses et la désertification des espaces agricoles phénomène qui entraîne une augmentation du prix du foncier (Serrano 2012). Ainsi, la multifonctionnalité se développe seulement dans des espaces aux bordures de la ville. On note une urbanisation autour des axes de communication qui cloisonne l'espace et laisse place à des îlots non-urbanisés.

Le modèle de ville compacte présente de nombreux avantages notamment en termes de mobilité et de consommation d'espace mais peut-il permettre à la nature et à la biodiversité de s'installer efficacement et durablement en ville ?

A cette question, la réponse semble être plutôt négative, cette morphologie de la ville ne semble pas pouvoir accueillir la nature autrement qu'à travers sa fonction ornementale. C'est à ce sujet que la ville de Rennes a prouvé le contraire en proposant une autre forme urbaine qui permettrait d'intégrer la durabilité sous toutes ses formes : consommation d'espace, nature en ville, déplacement etc.

Ce modèle urbain qui vise à intégrer la durabilité dans le développement de la ville fait référence au concept de la ville archipel. Cette idée s'oppose complètement à celle de la ville compacte. La ville archipel a la volonté de supprimer la dichotomie entre urbain et rural citée précédemment (Chapuis et Viard 2013). Ce modèle a été mis en place par la métropole rennaise. Il place l'agriculture au cœur de la ville et invite « à mieux traiter les impacts de la concurrence spatiale liée au développement urbain pour éviter le déclin de l'activité agricole » (Chapuis et Viard 2013). Un des fondateurs de ce modèle, Jean-Yves Chapuis, donne comme définition au concept de ville archipel une «ville qui est au-delà de la ville dense, qui s'ouvre à des communes, à l'origine rurales, devenues des noyaux sur lesquels nous avons construit notre développement urbain. [...] Cette forme urbaine est traversée de morceaux de campagne, de nature et de champs urbains. Ce paysage nouveau crée un territoire singulier où la différence ville/campagne n'a plus lieu d'être et donne une vision apaisée et douce de la ville devenue métropole. Il n'y a plus des « vides » et des « pleins » mais tout est « plein », car tout est essentiel à ce nouveau paysage urbain. Tout cela forge une ville souple où chacun peut vivre séparé mais pas isolé » (Chapuis et Viard 2013).

Le pays de Rennes regroupe des communes de tailles différentes reliées entre elles par une trame verte : s'alternent ainsi espaces naturels, espaces cultivés et espaces urbanisés. Pour la mise en place de ce concept de ville archipel, l'agglomération a créé une nouvelle catégorie de zonage : les « *champs urbains* ». Ce sont « des espaces agricoles qui se situent à l'interface de plusieurs communes proches (Tandille et Poirier 2010). Les « *champs urbains* » sont généralement soumis à de fortes pressions foncières et présentent un intérêt paysager. Des compromis sont nécessaires pour concilier besoins d'urbanisation et préservation des espaces naturels. Les champs urbains assurent une diversité de fonctions qui doivent être compatibles : paysage et usage de loisir, agriculture (agriculture périurbaine, de proximité et circuits courts), corridors en milieu urbanisé. Ils ne font pas l'objet d'un zonage spécifique dans les PLU ; en revanche, ils se doivent de mentionner que la préservation de ces « *champs urbains* » est essentielle dans les projets d'aménagement en définissant une limite claire à l'urbanisation par exemple (Tandille et Poirier 2010).

La ville archipel représente donc une nouvelle morphologie urbaine durable qui permettrait de créer une véritable symbiose entre nature et urbain. Cependant, la ville archipel reste une exception, souvent nature et urbain ne sont pas encore considérés comme un seul et même espace, de par leurs fonctions différentes, les acteurs concernés, les usagers etc. De ce fait des conflits d'usages peuvent émerger et impacter sur le développement et la qualité de l'espace en question.

3.3) Mais des conflits d'usages limitent toujours cette évolution

Comme expliqué précédemment, la planification monofonctionnelle des espaces a entraîné de nombreux conflits d'usages (Guellier et al. 2016).

Depuis un certain nombre d'années, les élus issus de la profession agricole ne sont plus autant représentés dans les conseils municipaux qu'auparavant. En 1983, environ 45% des mairies étaient des agriculteurs, alors qu'en 2008 on en compte seulement 25% (Koebel 2012). C'est pourquoi il existe un fossé entre la volonté des décideurs et ceux de la profession agricole qui se ressent dans les orientations des planifications urbaines. Ce fossé entraîne des conflits d'usages qui se manifestent de manières différentes à l'échelle locale et nationale. En France, la compétition entre les différents usages des sols se traduit par des changements d'affectation qui s'opèrent aux dépens de terres agricoles et des surfaces dites « sans usage fonctionnel » que sont les zones boisées hors forêts, friches, landes, maquis etc. En revanche, à l'échelle locale les conflits d'usages se manifestent dans les zones urbaines et périurbaines et s'expriment au travers de grands aménagement (barrages, Grand Paris, Notre Dame des Landes...) (Guellier et al. 2016).

Ce sont notamment les espaces périurbains qui souffrent de ces conflits d'usages puisqu'ils ont des fonctions multiples : économique, résidentielle, écologique et culturelle. Ces multifonctions entraînent des modalités d'usages concurrentes et donc des conflits d'usage (Caron et Torre 2006). Il existe trois grandes catégories de conflits d'usage périurbain :

- liés aux externalités de l'agriculture (négatives suite aux nuisances sonores ou olfactives de l'agriculture ou positive grâce à la création de paysage et d'identité)
- liés aux concurrences entre des usages incompatibles (aménagement d'une ligne à grande vitesse contre le maintien d'une agriculture périurbaine);
- liés à l'arrivée de nouveaux habitants qui remettent en cause les usages traditionnels des espaces périurbains (Caron et Torre 2006).

Ces conflits d'usage sont majoritairement traités par le biais des droits de propriété ou de l'économie de l'environnement, mais Caron et Torre se posent la question de savoir s'il ne serait pas plus judicieux de répondre à ces problèmes via une démarche d'analyse spatiale. L'idée que

l'agriculture peut être utilisée comme un instrument pour gérer l'espace s'impose doucement mais sûrement dans l'esprit des élus urbains (Serrano 2012).

Elle peut s'inclure dans le développement urbain à deux titres : celui de la gestion de l'espace et celui de l'affirmation d'une identité locale (Serrano 2012). Ainsi, d'après Vianey, aujourd'hui l'agriculture doit être compatible avec les projets urbains et non l'inverse. Cependant, aujourd'hui pour les élus la fonction principale de l'agriculture concerne l'entretien de l'espace en question (Vianey, Bacconnier, et Duvernoy 2006). Cette vision crée des tensions lors de l'aménagement de parcs urbains (Serrano 2012). Les divergences d'opinions à propos de l'utilisation des sols sont au cœur du problème. En effet, les agriculteurs connaissent la localisation des sols en fonctions de leurs potentiels grâce à leurs pratiques et leurs savoirs sur le potentiel agronomique des sols. Il s'agit d'une information manquante pour les élus, pour qui, le sol est avant tout un support physique pour les activités. Les élus reconnaissent que l'agriculture peut être multifonctionnelle : production alimentaire, gestion du paysage, production de richesse etc. En revanche, ils ne reconnaissent pas aux agriculteurs la capacité à assurer l'ensemble de ces fonction en même temps : d'où leur vision monofonctionnelle de l'agriculture (Serrano 2015).

Ces problèmes de conflits d'usage peuvent directement impacter et orienter les politiques d'aménagement de l'espace. « Étudier les conflits d'usage permet de comprendre la diversité d'activités et d'acteurs influant sur l'espace étudié ainsi que la relation de cet espace avec d'autres types d'espace ». (Serrano 2012). La mise en place de cette multifonctionnalité est difficile car, comme expliqué précédemment, la cohabitation des quatre fonctions des espaces périurbains (agricole, résidentielle, économique et écologique) est majoritairement perçue comme un problème (Serrano 2012).

Dans le contexte actuel d'aménagement qui privilégie le développement durable, la place de la nature dans les projets d'aménagement devient de plus en plus importante. Cependant l'idée d'utiliser la nature et les enjeux environnementaux pour réhabiliter la multifonctionnalité des espaces n'est pas si évidente. En effet, la fonction de « *nature* » des espaces s'oppose aux activités humaines. Bien souvent, la fonction naturelle des espaces est vue comme une contrainte par les décideurs qui souhaitent développer l'urbanisation de leur commune. De plus, la considération de cette fonction a entraîné une « transformation structurelle des espaces et des activités » (Devere et al. 2002 ; Serrano 2012) qui oblige à considérer une interdépendance des activités et donc à les décroiser. Contrairement, à la fonction économique qui entraîne majoritairement le cloisonnement des activités et des espaces. Ainsi, l'approche environnementale impose une réelle coordination entre les différents acteurs du territoire. Cette coordination nécessite que les acteurs partagent une réelle vision convergente des enjeux, pour cela il faudrait, « qu'en plus de considérer leur enjeux, ils considèrent également les enjeux des autres acteurs » (Serrano 2012).

Ainsi, la vision très simpliste et monofonctionnelle disant que la nature en campagne est à vocation nourricière alors que la nature en ville n'a que des valeurs esthétiques ne tient plus puisque cette vision ne prend pas en compte la nature sauvage, les risques naturels et le capital biologique. Cette dichotomie faite entre ville et campagne ne permet pas de répondre aux enjeux d'aménagement actuels. Il est nécessaire de considérer une continuité entre ville et campagne dans laquelle la nature productive, esthétique et naturaliste crée le continuum entre ces espaces jugés si différents (Serrano 2012). Ainsi « faire des espaces périurbains les espaces de la multifonctionnalité, c'est considérer que ces espaces sont marqués plus par les relations que par les activités elles-mêmes. Les conceptualiser comme une catégorie spatiale spécifique permet de se focaliser sur les relations en tant que telles » (Serrano 2012, p48). Cette conceptualisation réalisée pour les espaces périurbains peut être utilisée pour réfléchir et expliquer l'intégration de l'agriculture intra-urbaine.

Ces conflits d'usages découlent des politiques de planification qui elles-mêmes impactent les morphologies urbaines. En effet, les outils de planification sont encore trop tournés vers la

monofonctionnalité et isolent les activités les unes des autres d'un point de vue social et matériel d'où leur impact sur la forme urbaine. Il est donc important de porter une réflexion sur les relations entre les différents acteurs d'un territoire pour imaginer pouvoir y développer des activités multifonctionnelles, comme l'agriculture urbaine. Le succès d'un espace multifonctionnel ne dépend pas seulement du zonage réglementaire mais aussi de la bonne qualité des relations entre les acteurs.

4) Quels sont les obstacles et les leviers d'action de l'intégration de l'AU à la planification urbaine?

Dans cette dernière partie il est question d'utiliser les différents concepts définis précédemment afin de dresser des pistes de réponse à notre hypothèse. Ainsi, il s'agit de comprendre comment la multifonctionnalité des territoires peut être valorisée à travers l'intégration de l'agriculture urbaine sur l'espace en question ?

Cependant son intégration se confronte à de nombreuses difficultés car, multifonctionnelle, elle intervient dans de nombreux domaines et espaces, majoritairement monofonctionnels aujourd'hui, ce qui multiplie les obstacles à son intégration. Ainsi l'enjeu principal de l'intégration de l'AU serait de renforcer la multifonctionnalité. Différents moyens peuvent y contribuer et notamment le rôle des collectivités et la qualité des relations entre les acteurs, entre autres.

4.1) Les obstacles

Aujourd'hui, en France, peu de projets d'aménagement du territoire urbain incluent l'agriculture urbaine (Duchemin 2010). Cependant, on note une évolution du nombre de projets citoyens, avec une portée économique de plus en plus importante, dans les aires urbaines. Cette apparition de projets économiques entraîne de nouveaux enjeux pour l'aménagement du territoire :

- « solidarité avec l'agriculture périurbaine,
 - insertion de l'AU dans la gouvernance alimentaire locale et nationale,
 - divergence de vision sur le rôle de l'AU entre les acteurs du mouvement,
 - création d'un système alimentaire alternatif,
 - insertion des projets (qui sont de plus grande ampleur) dans les plans d'urbanisme »
- (Duchemin 2010).

A tous les niveaux, l'agriculture urbaine implique une diversité d'échelles (un site, un quartier, une ville, une aire urbaine), d'acteurs (habitants, élus, techniciens, agriculteurs) et de politiques (agricole, environnementale, santé, alimentaire et d'aménagement du territoire). Au vu de ces dynamiques croisées, la prise de décision politique pour un développement de l'agriculture urbaine est très compliquée et prend un certain temps. Comme expliqué précédemment, actuellement les espaces multifonctionnels (tels que les espaces agricoles périurbains) entraînent des conflits d'usage. Mais ces conflits ne sont pas les seuls obstacles à l'implantation de l'agriculture urbaine dans les villes actuelles. Nous avons pu identifier trois autres obstacles majeurs :

- le foncier ;
- les blocages politiques et législatifs ;
- et la pollution.

4.1.1) *Le foncier, un facteur limitant*

Le foncier représente le principal frein au développement de l'agriculture urbaine. Suite à la densification des villes, à la limitation de l'étalement urbain, au besoin croissant de logements en ville, à la spéculation foncière, l'accès au foncier devient très compliqué et est fortement limité.

Dans un espace périurbain, l'accès au foncier est difficile et provoque une compétition entre les différents acteurs économiques concernés. Le sol est en fait perçu comme un bien économique, il est considéré comme un bien échangeable sur le marché qui crée des conflits d'usage concernant le foncier. Notamment entre le marché agricole et urbain, deux marchés sur lesquels l'agriculture urbaine pourrait être impliquée. Cette approche utilitariste qui prône une vision monofonctionnelle du sol est orientée principalement sur la production marchande. Le sol est vu comme une réserve foncière souvent utilisée à des fins personnelles au détriment d'autres fonctions: productives, récréatives, relationnelles et environnementales. Cette approche rend les sols vulnérables et ne valorise absolument pas les diverses fonctions qu'ils offrent à travers leurs caractéristiques pédologiques (Guellier et al. 2016).

4.1.2) Les blocages politiques et législatifs

Peu importe l'échelle considérée, internationale, nationale ou communale, le problème majeur est le manque de concertation entre les différents acteurs concernés. Au niveau international, c'est la FAO et l'ONU Habitat qui traitent les questions d'agriculture urbaine. La FAO s'intéresse aux questions agricoles et de production alimentaire, alors que l'ONU Habitat s'intéresse au développement des villes et des lieux où les produits sont consommés. Au niveau national, la question de l'agriculture urbaine concerne : le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Environnement, le ministère de la Santé etc. Autant d'instances qui ne se coordonnent pas assez. Même chose pour le niveau communal, « les différents services qui sont concernés par l'AU ne se retrouvent presque jamais autour d'un même table » (Daniel 2013).

L'agriculture urbaine n'est pas définie par le droit, « c'est un élément factuel qui s'est développé entre les interstices », ce qui peut freiner son développement (Desrousseaux et Stahl 2014).

Premièrement, la difficulté porte sur l'intégration de l'agriculture urbaine à la définition l'activité agricole. Le Code Rural précise que « sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle, ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation » [Annexe 2]. Mais la jurisprudence ajoute un autre critère à la définition de l'activité agricole : celui du profit. L'activité agricole s'exerce dans le but de faire profit au même titre que n'importe quelle activité professionnelle. Ainsi, en l'absence de ce critère l'activité ne sera pas considérée « comme une activité agricole aux yeux du droit français » (Desrousseaux et Stahl 2014). Mais comme vu précédemment, certaines formes d'agricultures urbaines sont à but non lucratif, il n'existe donc pas de profit dans ces structures. Est-ce pour cette raison qu'elles ne doivent pas être considérées comme agricoles ?

Un autre frein à leur développement vient du zonage réglementaire du PLU. Ce document permet de délimiter « les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger » pour réguler l'implantation de construction. Le zonage agricole correspond au secteur « à protéger en raison de leur potentiel agronomique, biologique ou économique » (Desrousseaux et Stahl 2014). Cette catégorie aura du mal à concerner des terrains qui sont situés en milieu urbain dense. Ainsi pour que le droit de l'urbanisme aide au développement de l'agriculture urbaine, faudrait-il dissocier la zone agricole de son environnement qui pourrait ne plus être exclusivement rurale afin de créer des zones « *agri urbaines* » ? « C'est à dire des îlots non construits comportant une activité agricole » (Desrousseaux et Stahl 2014). Autre problème rencontré : le PLU n'est pas adapté à la construction sur les toits. D'un point de vue juridique il est difficile de qualifier la construction d'une serre sur les toits. En effet, devrait-elle être considérée comme un nouvel étage ou comme une toiture végétalisée ? Ce sont ces manques de précision dans les documents d'urbanisme qui limitent le bon développement des AU.

La multifonctionnalité « ne fait l'objet d'aucune référence ni dans le code de l'environnement ni dans le code de l'urbanisme ni dans le code rural (sauf dans le projet de directive sols) » (ADEME 2011). Certes, la DREAL a mis en place des actions pour reconsidérer le sol dans l'aménagement urbain, notamment en élaborant « une coordination entre les activités de planification et une gestion sectorielle des différents aspects de l'utilisations des sols » (ADEME 2011). L'enjeu se situe dans les choix d'urbanisme du maire qui va choisir une ou plusieurs fonctions au développement de sa commune, aucune décision nationale ne permet de mettre en place la notion de multifonctionnalité sur l'ensemble des territoires (ADEME 2011). La mise en place des enjeux dépend principalement d'une volonté politique de la part du gouvernement et des collectivités.

Il existe un autre outil d'urbanisme concernant l'agriculture : le droit de préemption de la SAFER. Ce droit permet de s'imposer comme acheteur si un propriétaire met en vente ses cultures (Desrousseaux et Stahl 2014). En milieu dense urbain, les droits de préemption de la SAFER se voient limités, ils permettent globalement le maintien des exploitations agricoles existantes ou passées mais ne peut en assurer le développement (Desrousseaux et Stahl 2014). Cet outil reste peu utilisable dans le domaine de l'agriculture urbaine puisqu'il prend en compte seulement les surfaces non bâties à vocation agricole (Desrousseaux et Stahl 2014). Enfin les certifications et labellisations du « droit commun agricole » comme le bio prennent en compte surtout la manière de cultiver le sol ce qui n'est pas compatible avec du hors-sol. La création d'un nouveau label qui prendrait en compte d'autres critères comme la participation citoyenne, la qualité des produits, la durabilité des cultures pour s'avérer plus que bénéfique pour le développement de l'agriculture urbaine (Daniel 2013).

Pour finir, il est nécessaire de sensibiliser les différents maîtres d'œuvre (urbaniste, aménageur, architecte, paysagiste etc.) à l'incorporation de l'AU dans leurs projets. Mais ce dernier point est problématique puisqu'il nécessite que ces acteurs possèdent des connaissances techniques et agricoles sur le sujet.

4.1.3) Les risques de pollution

La possibilité d'une contamination des produits issus de l'agriculture urbaine n'a pas encore fait l'objet de nombreuses analyses et études, bien que ce soit un sujet qui suscite des questions de la part de l'ensemble des acteurs concernés. La plus importante crainte concerne la qualité alimentaire des produits. Il existe différents risques de pollution :

- issus du sol : suite à l'utilisation intensive d'intrants par les jardiniers, ou alors car les sols sont contaminés par des métaux lourds et/ou des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (Pourias 2013) ;
- pollution atmosphérique : à proximité des routes, certaines études montrent qu'une contamination est possible
- contamination de l'eau issue de la récupération des eaux de pluie.

Ina SAUMEL (biologiste à la Technische Universität de Berlin) est spécialisée dans l'impact de la pollution sur les produits de l'AU. Selon elle, il existe des méthodes permettant de réduire considérablement cette pollution. Elle explique que les métaux lourds ne sont presque plus présents à partir du premier étage des bâtiments, il faut donc privilégier les cultures en hauteur, sur les toits notamment. Elle explique également la nécessité de purifier les eaux de pluies récupérées grâce à des plantes aquatiques (Berrou 2013).

Cette problématique est très importante pour le développement de l'agriculture urbaine. Il est essentiel d'approfondir les études et les analyses concernant la pollution possible des produits issus de l'agriculture urbaine, et ainsi de connaître les impacts sur la santé humaine.

Ainsi un certain nombre d'obstacles se heurtent au développement de l'agriculture urbaine et donc de la multifonctionnalité. Cependant, nous avons réussi à identifier des pistes d'actions qui permettraient d'impulser une dynamique en faveur de l'intégration de l'agriculture urbaine dans les politiques urbaines. Les collectivités pourraient avoir un rôle important à jouer dans l'intégration de l'AU aux politiques urbaines. Une autre piste que nous avons pu soulever concerne l'amélioration de la qualité des relations entre les acteurs, qui aujourd'hui représente un frein important. De quelle manière les collectivités peuvent-elles impulser le développement de l'AU ? Comment la communication entre acteurs peuvent-elles s'améliorer afin de diminuer les conflits d'usage ?

4.2) Les leviers d'action

4.2.1) Le rôle des collectivités

Comme il a été mentionné précédemment, l'agriculture est multifonctionnelle (économique, sociale, foncière, environnementale), ainsi elle se trouve à la croisée de différentes politiques et laisse la possibilité aux collectivités d'agir sur son devenir via au moins 4 critères :

- par leur vision globale sur le territoire (traduit par des dispositifs orientés qui intègrent plus ou moins l'agriculture) ;
- par les réglementations (zonage, norme, autorisation etc.) ;
- par leur financement ;
- par les processus de concertation qui peuvent associer les habitants et les différents acteurs publics au stage d'élaboration.

Le géographe Xavier Guiomar a identifié cinq leviers pour que les politiques locales influent le devenir de l'agriculture :

- *politiques foncières et d'accès à la terre ;*

Comme nous l'avons vu, le foncier peut être un obstacle au développement de l'agriculture urbaine. Mais il existe différentes manières pour les collectivités d'influencer le foncier :

- par les orientations et l'application des documents d'urbanisme :

Les politiques ont une responsabilité majeure en ce qui concerne l'étalement urbain et l'économie de ressource foncière. Entre 2006 et 2009, 86 000 ha de terres agricoles ont disparues en France en toute légalité par rapport aux documents d'urbanisme (AgrestePrimeur 2014). Comme vu précédemment, depuis quelques années les documents d'urbanisme évoluent suite aux préoccupations climatiques et à la protection de l'environnement, ainsi qu'à la demande sociale de nature et de qualité alimentaire. Les SCoT sont de bons outils pour les EPCI pour préserver leur agriculture. Pour cela, il faut que l'agriculture soit sérieusement prise en compte dans toutes les étapes de l'élaboration du SCoT (diagnostic général, PADD, DOG). Mais également dans toutes ses dimensions, comme on sait maintenant que l'agriculture peut être qualifiée de multifonctionnelle de par sa diversité d'acteurs (profession agricole, consommateurs, association, partenaires économique, collectivités locales et Etat) entre autre. Grâce à ces documents, les zones agricoles pourront faire l'objet d'une protection renforcée comme notamment les Zones Agricoles Protégées (ZAP).

- par l'aménagement des zones agricoles et leur contrôle :

Des collectivités peuvent investir dans différents types d'infrastructures dans les Zones d'activités agricoles (circulation, point d'eau, sécurisation des récoltes...). Pour répondre au code rural (L 125.1 CR) [Annexe], de nombreuses collectivités ont réalisé un important travail de recherche de propriétaires pour les friches. « D'une manière générale, tout investissement de la collectivité dans l'espace agricole est un signal de pérennisation » (Guiomar 2011).

- par des coopérations avec les Safer :

Lorsque qu'il y a un manque d'agriculture vivrière, les communes peuvent décider de s'emparer de la question foncière. Pour ce faire, elles peuvent mobiliser les SAFER et les propriétaires pour dégager du foncier. Ainsi certaines installations, comme le maraîchage par exemple, peuvent être facilitées (Guiomar 2011).

- par valorisation de leurs propres propriétés foncières :

Les communes peuvent également décider d'intervenir directement sur l'accès au foncier en mettant leurs propriétés au service d'un projet agricole local (Guiomar 2011). En Île- de-France, 50% des terres utilisées pour les jardins d'insertion sont gratuitement mises à disposition par les communes (Guiomar 2011).

- par des acquisitions foncières :

Certaines communes peuvent décider d'acheter des terres agricoles puis de lancer des appels à projets. Les projets pourront alors rendre des services à la commune : accueil pédagogique, vente direct, vulgarisation scientifiques etc.

Ces politiques foncières montrent l'importance de la notion de partage entre collectivité, profession agricole et associations engagées, qui est déterminante comme condition à l'acquisition publique. De plus, certaines opérations foncières publiques qui ont pour objectif de pérenniser une surface agricole peuvent avoir une grande importance politique. Elles permettent de « crédibiliser la planification et les orientations s'opposant au mitage des espaces agricoles » (Guiomar 2011).

- *politiques de soutien aux structures d'exploitation ;*

Les collectivités peuvent apporter leur soutien :

- aux filières agricoles peu ou pas aidées par la Politique Agricole Commune PAC (horticulture, maraîchage, arboriculture...) ;
- aux diversifications des exploitations pour développer les liens économiques et sociaux sur le territoire (aménagement pour le vente directe, création d'un nouvel atelier de production/transformation...) ;
- à la transformation locale des produits.

Les Parcs Naturels Régionaux, Conseils Régionaux et Conseils Généraux sont souvent en première ligne pour soutenir la production (Guiomar 2011). Ces aides sont plus attentives que la PAC aux critères environnementaux et périurbains. Guiomar prend pour exemple l'aide Prevoir en Île-de-France (soutien aux efforts de labellisation) qui offre une majoration pour les projets qui favorisent le lien entre la ville et l'agriculture en périurbain (Guiomar 2011).

- *politiques de qualité des produits et des milieux agricoles ;*

Il semble pertinent d'étudier de pair les politiques agri-environnementales et les politiques de labellisation. Ici encore se sont les Parcs Naturels Régionaux, Conseils Régionaux et Conseils Généraux qui jouent le rôle principal. Associer la valorisation de l'environnement et le développement local font parti de leurs priorités. L'exemple emblématique de ce levier est l'agriculture biologique qui crée un lien entre qualité du produit et protection du milieu. Il existe des aides, venant notamment des Conseils Régionaux, pour le développement de l'agriculture biologique.

- *politiques de commercialisation* ;

Les collectivités locales peuvent intervenir dans les rapports entre producteurs et consommateurs en aidant à la mise en place de circuits-courts par exemple. Elles peuvent également soutenir le développement des systèmes de ventes de panier en mettant à disposition un local, grâce à l'aide à l'emploi etc. Il faut aussi prendre en compte la restauration collective qui est un enjeu important (Guiomar 2011).

- *politiques d'intégration de l'agriculture dans le patrimoine, le territoire et la gouvernance* :

L'agriculture est souvent utilisée par les collectivités pour renforcer son identité (Guiomar, 2011). Mais les agriculteurs ne participent que rarement à l'intégration patrimoniale de leurs terres. En Île-de-France, quelques territoires agri-urbains ont pris la forme d'association regroupant : élus, agriculteurs, monde associatif et parfois monde économique. Ces territoires ont décidé de défendre « la banalisation du paysage, du cadre et du mode de vie ». (Guiomar, 2011) Mais ces exemples sont encore trop jeunes pour pouvoir dégager une expérience reproductible d'implication pérenne du monde agricole dans la gouvernance locale.

Les collectivités locales possèdent un pouvoir important sur le développement de l'agriculture urbaine et périurbaine. Beaucoup d'éléments actuels poussent les collectivités à la réappropriation locale des enjeux agricoles, on peut en citer quelques-uns :

- le désengagement de l'État dans l'aménagement du territoire ;
- les orientations actuelles de la PAC (peu de soutien aux agricultures de proximité) ;
- l'émancipation des collectivités locales ;
- les préoccupations environnementales et alimentaires actuelles ;

De plus, ces éléments impliquent une diversité de politiques et de niveaux de soutien qui change de la confrontation de la profession agricole avec l'État et l'Union Européenne (Guiomar 2011). La multitude de politiques issues de la répartition des compétences entre les différentes collectivités locales n'aide pas l'agriculture à se développer clairement. Il est nécessaire de réfléchir à des « lieux de concertation réguliers nécessaires pour édifier entre elle une gouvernance agricole de proximité cohérente et globale en phase avec les attentes sociales et en dialogue avec la profession » (Guiomar 2011).

Mais les collectivités ne peuvent pas œuvrer seules pour l'intégration de l'agriculture urbaine et de la multifonctionnalité dans la planification urbaine. Le jeu d'acteurs impliqué dans ces thématiques est bien plus dense : collectivités locales, acteurs de la profession agricole, citoyens et monde associatif. Ce jeu d'acteurs n'est possible que si les relations entre eux sont de qualité. Ces relations pourraient permettre une véritable complémentarité entre chaque fonctions à travers un échange de biens matériels et immatériels, une considération des autres acteurs, et 'un partage de l'espace.

4.2.2) L'amélioration de la qualité des relations entre acteurs

Depuis la reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture et sa re-territorialisation, de nombreux acteurs sont parties prenantes de sa gouvernance : les acteurs de la profession agricole, des acteurs institutionnels, et de plus en plus d'organisations issues de la société civile (notamment pour ce qui concerne l'agriculture urbaine). Ainsi, la question agricole fait bouger les types de gouvernance. Comme expliqué précédemment, utiliser la nature comme principe organisateur de la ville est adéquat à une réflexion sur la multifonctionnalité de l'espace. En effet, elle oblige à se

décentrer pour s'interroger sur les liens avec les autres activités, mais aussi à prendre en compte des valeurs différentes. La nature pourrait être mobilisée comme principe organisateur de la ville et l'agriculture pourrait jouer le rôle de médiateur avec la nature.

Mais comme nous l'avons vu précédemment, les espaces multifonctionnels comme les espaces agricoles périurbains, et également les zones d'agriculture intra-urbaine, sont marqués par des conflits d'usages. Ces conflits peuvent freiner ou limiter le développement des activités sur ces espaces. Mais nous ne pensons pas que la solution soit la disparition de ces conflits. Nous les considérons non pas comme un dysfonctionnement de l'utilisation de l'espace par plusieurs groupes d'humains mais plutôt comme un moment d'ajustement (Serrano 2015). Les conflits d'usages mettent en relation différents usagers de l'espace qui ouvrent alors un espace de dialogue. Cet espace est conflictuel mais c'est tout de même un espace de dialogue dans lequel des arguments, des visions vont être échangés.

Mais il ne suffit pas d'un dialogue pour tout régler. Loudiyi a montré qu'actuellement dans les processus de gestion des conflits : « la recherche d'un consensus primait sur la co-construction d'une vision renouvelée du territoire » à l'échelle de la région urbaine (Loudiyi, Maury, et Lardon 2011). En faisant l'analyse de l'élaboration du SCoT de Clermont-Ferrand, elle a étudié les processus de concertation des acteurs du territoire. Tout au long du processus, les questions difficiles sont systématiquement écartées en faveur d'une vision consensuelle des enjeux du territoire. L'animateur de la concertation n'a pas essayé de « faire émerger une vision du territoire propre au collectif mais de faire partager unanimement un projet de territoire » (Loudiyi, Maury, et Lardon 2011). Dans le cas de ce SCoT, la priorité était d'atteindre un consensus quitte à oublier les réflexions ou débats sur des questions plus originales et qui nécessiteraient une réflexion approfondie.

L'objectif d'atteindre un consensus ne permet pas un développement durable des territoires. Serrano utilise l'exemple de l'agglomération rennaise (déjà cité précédemment) pour illustrer un processus de légitimation d'élaboration de règles pour un aménagement collectif des ressources du territoire. « À l'échelle de la région urbaine, les élus s'approprient le concept spatial de la ville-archipel qui mixe les usages et utilise les espaces agricoles et naturels pour organiser à l'échelle de la région urbaine la répartition spatiale des activités » (Serrano 2015). Ainsi, les hiérarchies entre les acteurs sont modifiées : le concept de la ville archipel donne une identité commune à tous les élus de l'agglomération en diminuant la distance en espaces ruraux et espaces urbains.

Mais qu'en est-il des relations au niveau local ? Quels sont les différents moyens de coopération entre les acteurs ?

« En l'absence d'une autorité supérieure capable de porter le principe commun servant à définir la structure organisatrice, la capacité de coopération des acteurs est la seule garante de l'émergence de la multifonctionnalité comme qualité de l'espace » (Serrano 2015).

Nous partons du postulat décrit par Serrano : « la coopération entre les acteurs peut ne pas être qu'une simple coordination » (Serrano 2015). Beaucoup d'analyses ont démontré l'intérêt de l'usage des représentations spatiales comme objets médiateurs et comme support des interactions entre acteurs, réunis pour élaborer un projet de territoire (Loudiyi, Maury, et Lardon 2011). Ainsi, nous considérons que la prise en compte de représentations spatiales multifonctionnelles, tels que l'agriculture urbaine, permet une ouverture d'esprit et une meilleure compréhension de la part des différents acteurs. La coopération pousse les différents acteurs à prendre en compte, voire même à intégrer, d'autres préoccupations que les leurs. Ainsi, si chaque acteur fait ce travail, il en découlera une compréhension commune de l'usage de l'espace qui pourra alors être considéré comme multifonctionnel. La nature, et de la même manière l'agriculture, sont des médiateurs de la gouvernance urbaine (Serrano 2015).

Il existe différents modes de régulation de conflits ou d'amélioration de la coopération : favoriser l'arbitrage de l'État, la transparence et la diffusion de l'information, la médiation par un tiers, solliciter la participation de la population, encourager le dialogue entre l'ensemble des acteurs, etc.

L'amélioration de la qualité des relations entre acteurs pourrait bien être un des leviers à l'ancrage de l'agriculture urbaine, et donc de la multifonctionnalité, dans la planification urbaine. Comme nous l'avons déjà largement expliqué : la réussite de l'intégration de la multifonctionnalité dépend de la relation entre les différentes fonctions de l'espace et de la relation entre les acteurs concernés. C'est donc un système circulaire où toutes les variables sont interconnectées. Il ne suffit pas d'améliorer l'une ou l'autre, mais de travailler sur l'intégralité des facteurs. Suite à notre étude, nous postulons que l'amélioration de la qualité relationnelle entre acteurs pourrait être un premier levier à la création de zonage spécifique, de politique de planification et ainsi à une intégration pérenne de la multifonctionnalité via des projets d'agriculture urbaine.

4.3) Poursuite de l'étude : élaboration d'un protocole de recherche

La première étape de cette étude consistait à réaliser un état de l'art afin de définir et comprendre le sujet pour formuler ensuite une problématique et une hypothèse. La seconde partie de ce projet portera sur la réponse donnée à cette hypothèse à travers l'étude d'un exemple concret. Pour ce faire, une méthode de collecte et d'analyse de données seront mis en place.

Notre hypothèse s'interroge sur le rôle de la qualité des relations entre les acteurs pour une intégration de la multifonctionnalité via l'agriculture urbaine. Comme l'explique Serrano « l'espace est à la fois caractérisé par une matérialité et par un discours. Nous n'avons pas défini l'espace multifonctionnel par ces éléments concrets ou par sa matérialité. Notre point de départ, et d'arrivée, est les relations entre les acteurs. Nous utilisons la matérialité dans un second temps pour tester les discours des acteurs. [...] L'espace multifonctionnel n'existe que par le type de relations et de distance entre les acteurs ». Nous allons baser notre protocole sur ce constat.

Notre protocole consisterait à définir une aire d'étude (probablement à proximité de Tours), à créer un questionnaire à destination des acteurs de ce territoire, et à comparer les résultats obtenus pour les différents acteurs en fonction des constats faits sur différents terrains d'étude. L'objectif de ces entretiens est de déterminer le rôle, les attentes et la vision de la multifonctionnalité et l'AU par les différents acteurs. Ainsi, nous pourrions comprendre la qualité des relations entre eux et s'il existe une corrélation entre la qualité de ces relations et la mise en place d'une politique de planification multifonctionnelle. Nous souhaiterions rencontrer des acteurs très diversifiés tels que : des élus, des ingénieurs, des urbanistes, des agriculteurs, des associations de jardinage, des citoyens etc.

Notre protocole suivra différentes étapes suivantes :

1. Choix des zones d'étude

Objectif : Choisir des espaces avec des particularités, caractéristiques et fonctions différentes afin de les comparer. Pour ce faire on pourrait par exemple choisir :

- Un espace monofonctionnel
- Un espace multifonctionnel (avec et sans AU, voir les autres moyens de créer de la multifonctionnalité et les comparer avec l'AU)

1. Diagnostic des zones d'étude

Objectif : Comprendre l'espace choisi dans sa globalité (acteurs, fonctions, surface, usagers etc.)

1. Méthodologie de collecte de données

Objectif : Mettre en place une méthodologie de collecte de données afin de récolter toutes les informations nécessaires pour faire une analyse. Pour ce faire, on pourrait mettre en place différents moyens de collecte comme:

- Questionnaire adressé aux acteurs
- Analyse quantitative des échanges entre chaque activités/fonctions présentes

4) Analyse de données

Objectif : Prendre en compte l'ensemble des données récoltées afin de faire une analyse qualitative et quantitative des résultats :

- corrélation acteurs / multifonctionnalité
- corrélation acteurs / monofonctionnalité
- comparaison monofonctionnalité / multifonctionnalité
- comparaison multifonctionnalité/ multifonctionnalité AU

5) Réponse à l'hypothèse

Objectif : Utiliser l'analyse de données pour répondre à l'hypothèse formulée.

Il s'agit encore d'une simple ligne conductrice du travail à effectuer par la suite. Le protocole sera bien évidemment modifiable et adaptable selon les espaces qui ont été choisis.

A la suite de cette étude, nous avons pu analyser les relations entre les politiques de planification urbaine et l'intégration de la multifonctionnalité à travers l'agriculture urbaine, dans le développement des villes d'aujourd'hui et de demain. En effet, le concept de multifonctionnalité des espaces s'impose depuis quelques années comme une nécessité pour répondre aux enjeux de la ville durable. L'agriculture urbaine connaît également un regain d'intérêt de la part de divers acteurs dans les pays du Nord. Son caractère multifonctionnel, plus riche que celui de l'agriculture en général, lui confère une certaine légitimité dans sa participation aux objectifs de la ville durable. Mais l'intégration de la multifonctionnalité à la planification pose un certain nombre de problèmes. En effet, la multifonctionnalité n'est pas seulement une mise en relation des fonctions mais également une coopération et une coordination des différents acteurs du territoire. Ainsi, les acteurs rencontrent des problèmes quand il s'agit de s'accorder sur la gestion des espaces. Depuis longtemps, ils ont été habitués à une monofonctionnalité des espaces, c'est pourquoi, aujourd'hui, la multifonctionnalité crée des conflits d'usages entre les acteurs.

Cette gestion majoritairement monofonctionnelle des territoires a été à l'origine des limites de notre projet. En effet, aujourd'hui peu d'études portent sur la question de la multifonctionnalité dans son ensemble et encore moins sur la place de l'agriculture urbaine pour favoriser ce nouveau concept de développement urbain. L'étude des concepts de multifonctionnalité en général dans les villes, d'agriculture urbaine, et de coordination des acteurs ont été généralement réalisés de manière individuelle, une mise en commun des informations a ensuite été faite afin de faire une analyse cohérente.

L'agriculture urbaine : un levier pour la mise en œuvre de la multifonctionnalité des espaces dans les documents de planification ?

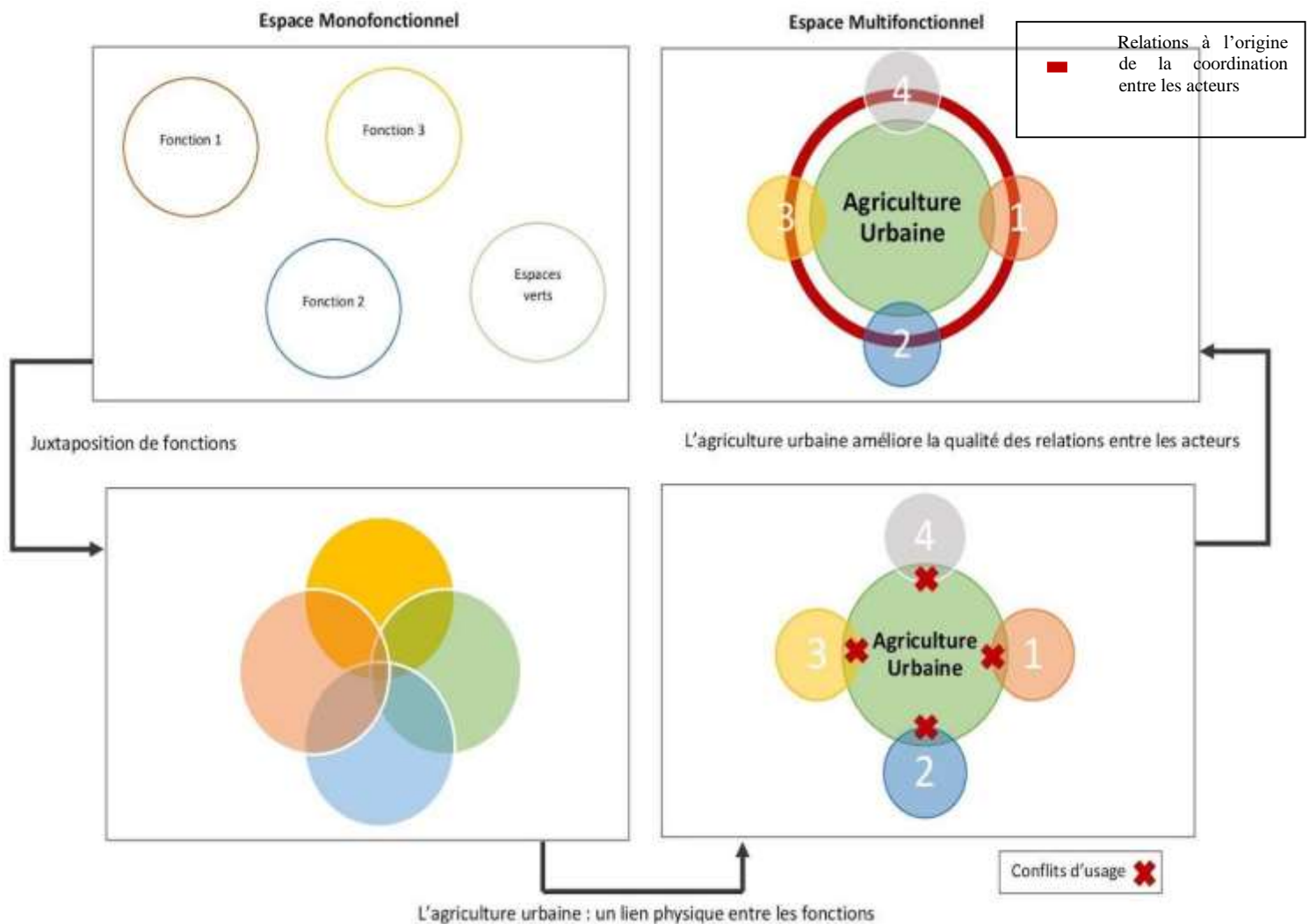


Figure 5: L'Agriculture urbaine, un levier pour intégrer la multifonctionnalité sur le territoire ?
(Réalisation personnelle)

Quels sont les leviers qui permettraient une pérennisation des politiques de planification multifonctionnelle ? Notre hypothèse est de postuler que les problèmes actuels de coordination entre les acteurs viennent d'une mauvaise communication causée par une gestion monofonctionnelle des espaces. Si la qualité des acteurs était améliorée on observerait une meilleure coopération et coordination. Ainsi une gestion multifonctionnelle des espaces serait possible. L'agriculture urbaine pourrait jouer ce rôle de « médiateur » entre les acteurs, elle pourrait améliorer les relations et développer la multifonctionnalité dans les zones urbaines.

PARTIE II : Étude de cas

PARTIE II : Étude de cas

Introduction

La première étape de cette étude consiste à réaliser un état de l'art afin de définir et comprendre le sujet pour formuler ensuite une problématique et une hypothèse. La seconde partie de ce projet porte sur la réponse donnée à cette hypothèse à travers l'étude d'un exemple concret. Pour ce faire, une méthode de collecte et d'analyse de données a été mise en place.

Notre sujet initial s'intitule « **l'agriculture urbaine : un levier pour la mise en œuvre de la multifonctionnalité des espaces dans les documents de planification ?** ». Pour comprendre le sujet, nous avons commencé par définir les termes qui le composent et voir l'intérêt de leur association. Ainsi, cette première étude, nous a permis de nous rendre compte que l'agriculture urbaine et la multifonctionnalité étaient complémentaires. Il est vrai que, théoriquement, l'agriculture urbaine étant d'autant plus multifonctionnelle que l'agriculture traditionnelle, pourrait permettre à la multifonctionnalité des espaces de se pérenniser au sein de nos villes. Depuis un certain nombre d'années, le concept de multifonctionnalité des espaces s'impose comme une nécessité pour répondre aux enjeux de la ville durable. Cependant, l'intégration de la multifonctionnalité à la planification pose un certain nombre de problèmes. En effet, la multifonctionnalité n'est pas seulement une mise en relation des fonctions mais également une coopération et une coordination des différents acteurs du territoire. Ainsi, les acteurs rencontrent des problèmes quand il s'agit de s'accorder sur la gestion des espaces. Notre postulat était donc de dire qu'un des leviers, qui permettrait une pérennisation des politiques de planification multifonctionnelle, serait l'amélioration de la qualité des relations entre les acteurs.

Dans cette seconde partie de notre mémoire, nous avons modifié notre problématique puisque le cas d'étude qu'il nous a été proposé ne permettait pas d'étudier la multifonctionnalité des espaces. Le sujet de notre étude porte sur le Projet Alimentaire Territorial (PAT) de Tours Métropole Val de Loire qui vient d'être créé et qui est toujours en phase de réflexion. C'est donc un sujet qui traite plus d'une thématique organisationnelle que de planification. Cependant, ce projet n'est pas non plus totalement incohérent avec nos recherches du premier semestre. En effet, les PAT sont élaborés de manière concertée à l'initiative de l'ensemble des acteurs d'un territoire. Ils ont la volonté de répondre aux enjeux d'ancrage territorial de l'alimentation et cela à plusieurs niveaux :

1. **Économique** : Structuration et consolidation des filières dans les territoires et mise en adéquation de l'offre avec la demande locale.
2. **Environnemental** : Développement des produits issus des circuits de proximité et un mode de production tourné vers l'agro-écologie.
3. **Social** : projet collectif regroupant les acteurs du territoire et les initiatives locales. Ce projet contribue à une identité et une culture du territoire.

Ils répondent donc à la notion de durabilité introduite dans la première partie de ce rapport. Cette notion s'oppose par nature aux espaces monofonctionnels qui sont consommateurs d'espaces et engendrent souvent des conflits d'usages entre les acteurs du territoire. Les PAT, tout comme la multifonctionnalité, veulent proposer des solutions durables pour l'organisation et la planification de nos espaces.

Notre nouvelle problématique s'interroge sur le rôle de la qualité des relations entre les acteurs dans l'organisation d'un projet territorial. Pour répondre à cette question, nous avons pris l'initiative de réaliser différents entretiens avec des acteurs du territoire prenant part à un projet commun en lien avec cette thématique et sur un terrain d'étude que nous allons définir.

Hypothèse

Les Projets Alimentaires Territoriaux s'appuient sur un diagnostic partagé faisant un **état des lieux de la production agricole locale et du besoin alimentaire** exprimé au niveau d'un bassin de vie ou de consommation, aussi bien en termes de consommation individuelle que de restauration collective. Les objectifs du PAT sont de :

- Connaître l'offre et la demande : en développant la connaissance du territoire ;
- Augmenter la surface agricole exploitée sur un territoire élargi : en agissant sur le foncier ;
- Favoriser l'installation de nouveaux exploitants pour augmenter la production ;
- Transformer et distribuer la production locale et mobiliser la demande locale : en assurant des débouchés multiples locaux ;
- Favoriser les liens consommateurs - Producteurs.

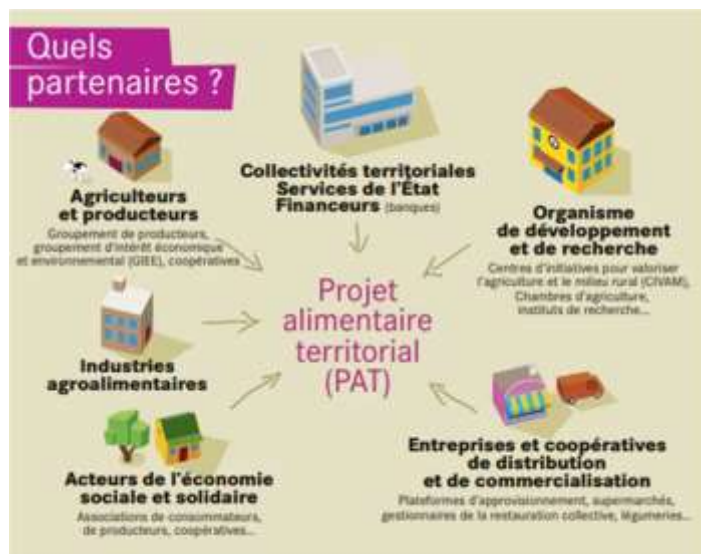


Figure 6 : Le PAT : un projet aux acteurs variés
(Source : Diagnostic Territorial Tours Métropole, 10/2018)

Les PAT ont la volonté d'organiser l'ensemble de filière alimentaire. Ce qui rassemble dans ces différentes démarches, c'est d'une part leur caractère collectif et d'autre part leur prise en compte du sujet de l'alimentation dans son ensemble : de la production à l'assiette. L'alimentation représente le point final de la filière, il est donc nécessaire de coordonner l'ensemble des acteurs en amont. Les PAT sont donc des approches globales du domaine de l'alimentation. Ils ne se cantonnent pas à une approche sectorielle comme a pu l'être les premières mesures prises à la suite du Plan Climat Énergie qui était de dire « l'agglomération/métropole/commune rachète des terres pour y installer de nouveaux agriculteurs ». La réflexion des PAT va plus loin (37°mag, 2017).

Nous avons formulé une nouvelle hypothèse, qui est la suivante :

Le PAT, à travers la mise en œuvre d'une organisation globale de la filière alimentaire, peut être considéré comme un levier à l'amélioration de la qualité entre les acteurs concernés.

Pour répondre à notre hypothèse, nous avons réalisé des entretiens avec différents acteurs du Projet Alimentaire de Tours Métropole Val de Loire (projet défini ci-après). L'intérêt de ces entretiens est de prendre en compte l'ensemble des acteurs du début à la fin de la filière alimentaire afin de comprendre leur rôle, leur degré d'implication et leurs intérêts dans le projet. A la suite de ces entretiens, l'organisation globale du projet sera plus évidente, et la corrélation qui existe entre des projets territoriaux et la qualité des relations entre les acteurs concernés. Ainsi, il sera possible de souligner l'articulation des relations entre les acteurs autour du projet, notamment la capacité à

rassembler différents intérêts individuels pour un même projet. Ces intérêts qui, à travers des échanges, médiation, communication mettront en évidence des finalités et objectifs commun au projet.

1) Protocole de recherche

Afin de répondre à notre hypothèse nous avons mis en place une méthode de collecte et d'analyse de données. Pour ce faire, nous avons rencontré un maximum d'acteurs prenant part au PAT de Tours. L'objectif de ces entretiens est de déterminer le rôle, les attentes et la vision du Projet Alimentaire Territorial de Tours Métropole Val de Loire des différents acteurs.

Ainsi, nous avons réalisé au préalable un questionnaire semi-directif nous permettant d'avoir des questions orientées sur les problématiques que nous avons ciblées afin de garder une certaine efficacité dans le discours tout en laissant une liberté d'expression à la personne interviewée :

- Description de votre activité en général et au sein du PAT ?
- Qui vous a contacté pour intégrer le PAT et de quelle manière ça s'est déroulé ?
- Quels sont vos intérêts dans le PAT ?
- Comment décririez-vous les relations entre les acteurs du projet ?
- A votre avis, l'ensemble des acteurs ont-ils une vision partagée des objectifs du projet ?
- Avez-vous noté une évolution dans les relations entre les acteurs depuis le début de la réflexion ?

Il est possible de compléter certains entretiens par des informations obtenues au fur à mesure. A savoir que, selon la volonté de la personne interviewée, certains entretiens étaient enregistrés mais d'autres non, de ce fait la manière d'interpréter chaque entretien a été différente.

Les premières questions posées sont plus générales, elles concernent leur activité et leur parcours, l'objectif est de dresser un portrait assez clair de l'acteur interviewé. Ensuite, les questions deviennent plus précises, notamment sur la place et le rôle que l'acteur occupe dans le PAT. A la suite de ces questions, il est assez naturel d'aborder les relations avec les autres acteurs. Il était important d'avoir des réponses sur la question de l'intérêt commun autour du projet. Enfin, à la suite de cette réponse les questions portent sur les conflits d'usages, de médiation entre les acteurs ou encore des différents points de vue autour du projet. Nous avons trois points fondamentaux pour lesquels il était primordial d'avoir des réponses à la fin de l'interview : la place de l'acteur dans le projet, ses intérêts pour le projet et sa vision de l'objectif « commun » du projet.

La sélection des acteurs interrogés s'est faite assez naturellement. Le projet comporte 27 acteurs différents (Annexe 4). Nous avons assisté, le 21 février 2018, à une restitution d'un groupe de travail du PAT grâce à l'appui de Céline Tanguay. L'ordre du jour de cette réunion était la restitution d'une enquête menée par la Chambre d'Agriculture auprès des maraîchers du territoire. Le but de l'enquête était de connaître leur production, ainsi que leur intérêt ou non à répondre à la demande de légumes locaux de la restauration collective. Étaient présents :

- Céline Tanguay d'ATU (Agence d'urbanisme de Tours) ;
- Jacques Le Tarnec, président du PAT ;
- Emmanuelle Renaud et Laura Angers de la Chambre d'Agriculture ;
- Laurent Blanchet et Jérôme Maltete du service Développement Économique de la Métropole ;
- François Sarrazin du Conseil de Développement ;
- Des représentants de d'AgroCampus à Fondettes ;
- Une quinzaine de maraîchers dont Sylvain Le Thio et Nicolas Sterlin.

C'est lors de cette réunion que nous avons pris rendez-vous avec la majorité des acteurs interviewés. Notamment avec : Céline Tanguay, Jacques Le Tarnec, Laura Angers, Laurent Blanchet et Jérôme Maltete, Sylvain Le Thio et Nicolas Sterlin. À la suite d'une discussion avec Céline Tanguay, nous avons également contacté InPACT 37 qui est un pôle associatif représentant de l'agriculture paysanne et biologique. Il nous semblait nécessaire de compléter notre liste d'acteurs avec des représentants des différents modèles d'agriculture. Nous avons alors pris rendez-vous avec Sarah Da Petitot, salariée d'InPACT 37. Bien que tous les acteurs du projet ne fussent pas représentés dans nos entretiens, nous avons décidé que l'échantillon interviewé était représentatif du travail mené au sein du PAT.

Une fois les interviews réalisés nous les avons retranscrits intégralement (voir annexes 6 à 12). Afin d'analyser l'ensemble de ces données, nous avons mis en place une grille d'analyse que l'on a appliqué à tous les entretiens qui sera défini plus tard.

Pour comprendre et dresser un historique de la mise en place du Projet Alimentaire Territorial de Tours, nous avons à disposition des documents de la Métropole à savoir :

- Le livrable « Le Projet Alimentaire Territorial de Tours Métropole Val de Loire » de la synthèse des 5 ateliers de travail tenus de mars à juillet 2017 (7 juillet 2017) ;
- Le livrable « Le Projet Alimentaire Territorial de Tours Métropole Val de Loire - Tome 2 » du diagnostic territorial final (Septembre 2017) ;
- La restitution de l'enquête maraîchère, Laura Angers, Chambre d'Agriculture mars 2018.

A partir de ce travail, nous avons pu faire la synthèse des différents points de vue des personnes interviewées et apporter des réponses à l'hypothèse formulée et donc à la problématique initiale et ainsi finaliser notre travail.

2) Projet Alimentaire Territorial de Tours Métropole Mission Val de Loire

Les défis environnementaux et alimentaires actuels rendent les réflexions sur une agriculture responsable et productive nécessaires. On remarque que la volonté croissante de la demande sociale de consommer mieux et local ainsi que le souci de santé publique font de la maîtrise de la filière alimentaire un élément majeur des politiques territoriales. En effet depuis 2010, on note une prise de conscience de ces problématiques dans les documents d'urbanisme de l'agglomération tourangelle (Tours Métropole, 07/18)



En 2013, le SCoT de l'agglomération tourangelle avait affiché son ambition de redonner à l'espace agricole un rôle de pilier dans l'organisation territoriale d'ici 2030. Depuis mars 2017, les 22 communes de l'agglomération tourangelle se sont en effet regroupées, formant ainsi Tours Métropole Val de Loire. Ce passage en Métropole implique le gain de nouvelles compétences du territoire sur le plan économique, social ou encore environnemental (Tours Métropole 07/18).

Un travail d'étude en 2017 a permis de dresser un portrait de la politique alimentaire métropolitaine du territoire de la Métropole. Ainsi, sur 100€ dépensés dans l'alimentaire seulement 8€ reviennent au secteur de l'agriculture et 13€ à l'industrie agroalimentaire. Le reste revient à la grande distribution et au marketing (Tours Métropole, 10/18). Cependant, on note de plus en plus d'initiatives favorables aux producteurs locaux et qui ont pour volonté de redonner à l'agriculture la véritable place qu'elle occupe (c'est à dire, la base de la chaîne). Un des objectifs de Tours Métropole Val de Loire est de « **promouvoir aux lisières des villes une agriculture de proximité**

responsable et productive » (Tours Métropole 10/18). Début 2017, la Métropole décide d'aller plus loin et de réfléchir à une politique agricole métropolitaine. Le président de la métropole, M. Briand, a missionné

M. Le Tarnec, Maire de Berthenay et délégué à la politique agricole de Tours Métropole Val de Loire (TMVL), pour constituer un groupe projet représentatif de la diversité des acteurs du monde agricole. Les expertises de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours (ATU) et des directions du développement durable et du développement économique de la Métropole ont également été mises à contribution. Ce projet métropolitain souligne la nécessité de promouvoir et de préserver le socle agro-naturel ceinturant la ville de Tours. Il vise également à établir les éléments clés de la politique alimentaire à mener au sein de la Métropole. Ce projet s'inscrit dans le prolongement de diverses stratégies territoriales retranscrites notamment dans le Plan Climat Energie de l'agglomération Tour(s)Plus ou encore dans le SCoT (Tours Métropole, 10/18)

Ce projet, regroupant des acteurs directement concernés par la problématique de l'agriculture et de l'alimentation, a été mis en place afin de définir des actions prioritaires visant à développer une agriculture de proximité et à tendre vers une autonomie alimentaire du territoire. Ce groupe de travail est constitué de près de 30 acteurs tels que la Chambre d'Agriculture, la SAFER du Centre, des élus de la Métropole, des agriculteurs, l'AgroCampus de Tours-Fondettes ou encore des associations comme Fermes d'Avenir et INPACT 37 (Annexe 4)

2.1) La naissance du projet

M. Le Tarnec est parti d'un constat simple : le territoire métropolitain possède une forte tradition maraîchère et il est soumis à un fort risque inondation qui peut être limité par les terres maraîchères qui sont désignées comme « zones d'expansions des crues ». Ce constat a été fait, en 2016, lors d'un séminaire, organisé par l'ancienne agglomération tourangelle, à propos des secteurs, zones, parcs d'activités économique et de la mise en place d'une stratégie cohérente, M. Le Tarnec est intervenu « *plutôt au nom des petits maires ruraux, sans que ce soit péjoratif, pour dire [que l'agglomération] ne parlait pas d'agriculture* » (Laurent Blanchet, Annexe 6), pourtant elle est partout sur son territoire. C'est à cette période que la Métropole a décidé d'inclure la thématique agricole dans les missions du service du Développement Économique.

Le président de la Métropole, M. Briand a donc missionné M. Le Tarnec de prendre charge ce qu'il s'appelait alors un « groupe projet autour de la définition d'une politique agricole métropolitaine active » (Annexe 5). Le but de ce projet agricole est donc d'agir sur l'ensemble de la chaîne alimentaire mais surtout sur l'augmentation de la production locale. Ce n'est que plus tard que le projet a été renommé Projet Alimentaire Territorial (PAT) de Tours Métropole Val de Loire. Comme le disent Laurent Blanchet et Jérôme Maltete, ce n'est pas hasard qu'ils sont tombés sur un document du Ministère présentant les PAT. « *Les objectifs et démarches engagés trouvaient leur concrétisation dans un outil qui existait déjà. Il est déjà bien décrit et défini, c'est identifié par le Ministère de l'Agriculture, c'est un outil qui convenait assez bien* » (Jérôme Maltete, entretien, Annexe 6). Laurent Blanchet nous explique que l'obtention des crédits auprès de l'État sont simplifiées grâce à l'utilisation d'un terme commun pour désigner le projet : Projet Alimentaire Territorial.

Lors d'une réunion de restitution d'un sous-groupe de travail, le 21 février 2018, à laquelle nous avons pu assister M. Le Tarnec a brièvement décrit la logique de déroulement du projet. Ils ont en effet commencé par réaliser un benchmarking des projets d'autosuffisance alimentaire déjà existants, puis ils ont réalisé un diagnostic territorial de la production et de la consommation, suivi d'un état des lieux du maraîchage sur le territoire (étude menée par la Chambre d'Agriculture) enfin une analyse du foncier a été réalisé par la SAFER 37 (Laura Angers, 2018).

Ainsi, de mars à septembre 2017, les acteurs du projet ont travaillé pour établir les priorités partagées. De ce travail, 8 fiches d'actions prioritaires ont été définies. Puis de septembre 2017 à aujourd'hui, des sous-groupes de travail ont été mobilisés pour travailler sur des thèmes spécifiques

(Défini lors de la première phase du projet). Le président de la Métropole insiste sur la volonté d'engager des **actions concrètes** le plus rapidement possible.

2.2) Le dispositif

En mars 2017, un groupe projet partenarial (présidé par M. Jacques LE TARNEC) a été constitué, il regroupe 27 acteurs du monde agricole. Cette collaboration a permis de confronter des points de vue parfois divergents afin d'identifier et de hiérarchiser des priorités avec comme ambition la mise en place d'un projet alimentaire territorial métropolitain. L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours (ATU) et les directions du développement durable et du développement économique de la métropole constituent le groupe d'étude chargé d'animer les ateliers et de réaliser un diagnostic du territoire (Tours Métropole, 10/18).

Ce groupe de travail a commencé par comprendre le positionnement et la vision de chacun des acteurs du projet et de définir les premières pistes d'actions pour la politique agricole métropolitaine. Un travail soutenu a permis au groupe de définir des premières pistes d'actions afin d'amorcer la politique agricole métropolitaine. En partant d'une consultation générale visant à déterminer les attentes et perceptions des membres du groupe, le travail s'est, au fil des séances, affiné afin de faire émerger 8 fiches actions (Tours Métropole, 10/18).



Figure 7 : 8 fiches d'actions prioritaire
(Source : livrable diagnostic final, Tours Métropole 10/18)

Ce travail sous forme d'ateliers participatifs s'est déroulé en 5 séances :

- *Séance 1 : S'exprimer*

Cette première séance avait pour but de confronter les différents points de vue des membres du groupe projet partenarial. Ainsi, à l'occasion d'un exercice participatif, chaque membre a pu exprimer sur des post-it les idées qui selon lui devaient être "tentées, continuées ou arrêtées" (Tours Métropole, 10/18). À la suite de l'atelier, le groupe de travail a pu classer et regrouper ces réflexions sous 11 orientations :

- Orientation 1 : Développer la connaissance du territoire (analyse des bassins de consommation et de production)

- Orientation 2 : Agir sur le Foncier (pour augmenter la surface agricole cultivée en maraîchage)
- Orientation 3 : Soutenir les exploitations existantes
- Orientation 4 : Favoriser l'installation d'agriculteurs
- Orientation 5 : Favoriser le maraîchage
- Orientation 6 : Porter une exigence de qualité
- Orientation 7 : Favoriser la coopération entre acteur
- Orientation 8 : Agir sur l'approvisionnement et la transformation
- Orientation 9 : Assurer des débouchés multiples locaux
- Orientation 10 : Partager avec les habitants
- Orientation 11 : Valoriser l'agriculture et ses produits (Tours Métropole, 10/18)

• Séance 2 et 3 : Hiérarchiser

L'objectif de ces séances était de hiérarchiser les 11 orientations et d'en faire ressortir 4 prioritaires. Pour pouvoir réfléchir à des actions à mettre en œuvre pour ces 4 orientations choisies, le groupe de travail a été scindé en 2. De cette partie, 17 actions ont émergé.

Avant la séance suivante les participants au projet ont voté en ligne pour identifier 8 actions prioritaires parmi les 17 formulées. Pour les aider dans leur choix et leur réflexion, des fiches de benchmarking accompagnées ce courrier (Tours Métropole, 10/18).

• Séance 4 : Identifier des actions

Le but de cette séance était d'entrer concrètement dans un plan d'actions à mettre en œuvre à court terme. Le groupe de travail a été scindé en 4 sous-groupes afin de décliner 8 actions prioritaires :

- ➔ Orientation 2 : Agir sur le foncier
 - Renforcer les partenariats avec la SAFER
 - Constituer un établissement public foncier
 - Diversifier les modalités d'installations
- ➔ Orientation 3 : Favoriser l'installation d'agriculteurs
 - Constituer un guichet unique
 - Développer le tutorat sous toute les formes
 - Dégager un budget d'aide à l'installation et au logement
- ➔ Orientation 4 : Assurer des débouchés multiples locaux
 - Soutenir la diversification et la centralisation de la production locale pour mieux répondre à la commande publique
 - Mettre en place un PPI pour des outils de transformation (Tours Métropole, 10/18)

• Séance 5 : Présentation des résultats

Le but de cette séance a été de présenter les résultats du travail effectué. Le groupe projet était chargé d'identifier les conditions qui permettraient une augmentation de la part de la production consommée localement. Ce travail collaboratif a donc permis d'affiner et de délimiter les champs d'action de la politique agricole métropolitaine (Tours Métropole, 10/18). Dans un premier temps, il a fallu délimiter géographiquement l'ambition de cette politique. Le bassin de consommation se cantonnera au territoire métropolitain alors que le bassin de production s'étendra sur un rayon de 15km ou 80km autour du cœur métropolitain en fonction des produits (Tours Métropole, 10/18). Quant aux partenariats pouvant être mis en place entre la Métropole et les territoires voisins, ils pourraient se faire, dans un premier temps, à l'échelle des 3 EPCI du SCoT de l'agglomération tourangelles et pourraient s'étendre au département voire au-delà (Tours Métropole, 10/18).

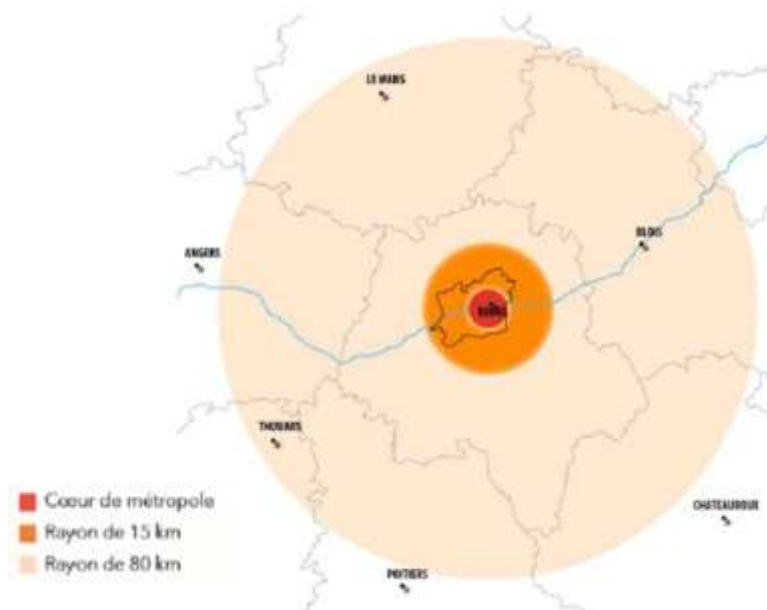


Figure 8 : Territoires de proximité (Source : Tome 1 PAT, Tours Métropole 07/18)

Ensuite, le travail a consisté à définir les activités agricoles qui seront soutenues par la politique métropolitaine. Les activités maraîchères sont apparues comme prioritaires, mais l'élevage représentera également une composante importante de cette politique. Les résultats de cette première phase de réflexion sont présentés en Annexe 3.

Enfin, la question était de définir les parties de la chaîne alimentaire sur lesquelles la politique métropolitaine devait agir. Même si une politique de l'offre centrée sur les étapes visant à augmenter la production locale est apparue comme prioritaire, **la force du projet métropolitain est d'agir sur l'ensemble de la chaîne alimentaire (du foncier à l'assiette)**. Cette politique permettra donc la mise en place d'un véritable Projet Alimentaire Territorial. La mise en place de ce PAT a nécessité une connaissance approfondie de territoire de consommation et de production (Tours Métropole, 10/18).

2.3) Le diagnostic territorial

En parallèle des discussions du projet partenarial, un travail visait à dresser un état initial du territoire tout en s'interrogeant sur la possibilité et les conditions nécessaires à la relocalisation de l'agriculture nourricière sur le territoire métropolitain. Ce travail est une démarche partenariale à laquelle ont participé Tours Métropole Val de Loire, la Chambre d'agriculture, la SAFER, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours, une étudiante de l'Institut d'Études du Développement Économique et Social (Université Panthéon Sorbonne), et 4 étudiantes du Département Aménagement et Environnement de Polytech Tours (Tours Métropole, 10/18). Cette étude a été menée de mars à septembre 2017 et s'est construite autour de deux volets :

- Le premier volet consiste en un diagnostic du territoire structuré autour d'une analyse du bassin de consommation et d'une analyse du bassin de production ;
- Le second volet, interroge la concrétisation de l'autosuffisance alimentaire métropolitaine avant de se recentrer sur une étude de cas détaillée dédiée à l'autonomie de la restauration scolaire métropolitaine en produits maraîchers. En effet, la restauration collective est apparue comme le levier d'actions privilégié pour la Métropole. De même le secteur maraîcher, particulièrement touché par la crise agricole et la concurrence internationale, a été défini comme axe prioritaire de développement par le groupe projet partenarial (Tours Métropole, 10/18).

Premier volet : Analyse des bassins de consommation et de production

Le but de ces analyses est de dresser un état initial de la production et de la consommation métropolitaine dont la population est estimée à 300 000 habitants. Cela a permis de mieux appréhender les dynamiques territoriales et de mettre en évidence les freins et obstacles à la mise en place d'une politique alimentaire. Ce travail a beaucoup évolué au cours des discussions du groupe projet partenarial (Tours Métropole, 10/18).

Les enquêtes réalisées ont mis en avant une offre de produits locaux insuffisante pour répondre à la demande croissante issue des différents pôles de consommation. Même si les avis divergent entre les acteurs de la chaîne alimentaire quant aux raisons de ce manque d'offre, certains enjeux font cependant consensus :

- Favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs en agissant à la fois sur le foncier et la formation ;
- Mettre en place des outils intermédiaires permettant une adéquation entre l'offre et la demande (légumerie, plateforme centrale) ;
- Sensibiliser les consommateurs à l'agriculture de proximité ;
- Créer des espaces de mutualisation et de dialogue entre les différents acteurs du système alimentaire (Tours Métropole, 10/18).

Deuxième volet : L'autonomie alimentaire : utopie ou réalité ?

Cette partie du diagnostic a prouvé que le territoire métropolitain possédait le potentiel nécessaire à la réalisation des objectifs fixés par le groupe projet partenarial en termes d'alimentation locale.

Afin de mettre en œuvre des initiatives permettant d'exploiter ce potentiel nourricier métropolitain, le travail du groupe projet partenarial s'est poursuivi, d'octobre 2017 jusqu'en avril 2018, dans le cadre de la mise en place de trois groupes de travail :

- **Groupe 1 : Candidature, installation, tutorat** (Pilotes : Jacques Le Tarnec, Tours Fondettes AgroCampus)
- **Groupe 2 : Restauration collective** (Pilotes : Tours Métropole Val de Loire, Anne TALLOIS)
- **Groupe 3 : Outil de transformation** (Pilotes : Silvère GUERIN, Chambre d'Agriculture)

De plus, fin février 2018, une réunion de restitution de l'enquête concernant la maraîchage (réalisée par la Chambre d'Agriculture 37, Laura Angers) a réuni 20 maraîchers présents sur le territoire du PAT. C'est la première fois que les maraîchers ont été appelés à participer à une réunion avec d'autres acteurs du PAT.

Cette enquête menée par la Chambre d'Agriculture comptait un échantillon de 20 maraîchers présent sur le territoire (cf. carte ci-dessous).

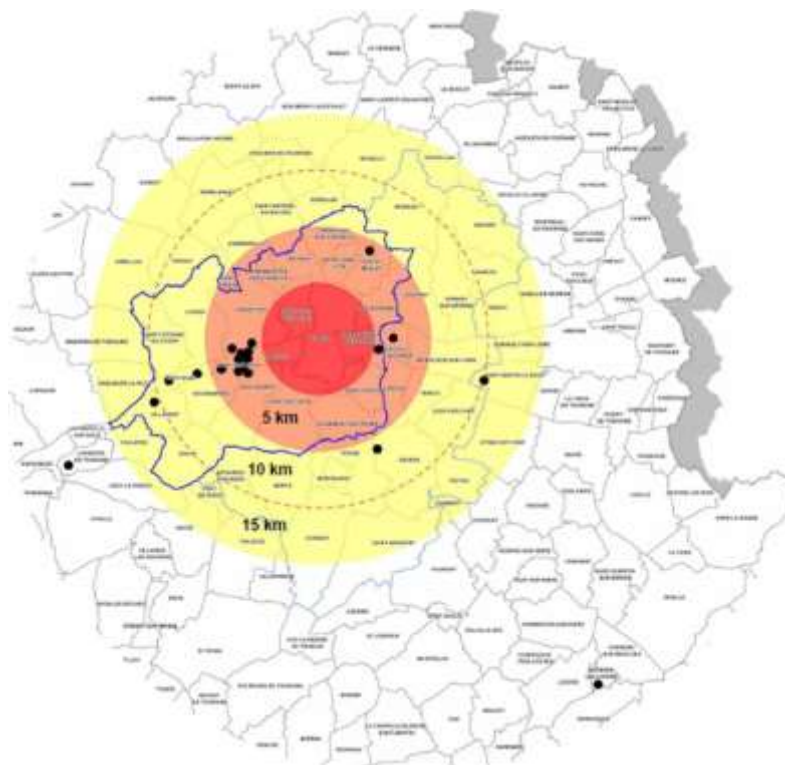


Figure 9 : Répartition des maraîchers sur le territoire (Source : Laura Angers, 2018).

Cet échantillon représente 152 hectares cultivés en maraîchage (allant de 1.3 à 49 hectares) produisant en moyenne 20 à 25 produits différents (allant de 6 à plus de 40). Seulement 4 maraîchers sur les 20 interviewés possèdent le Label AB (Agriculture Biologique), mais d'autres utilisent des moyens naturels pour leurs cultures.

En ce qui concerne la commercialisation, les circuits sont variés et répartis de façon homogène :

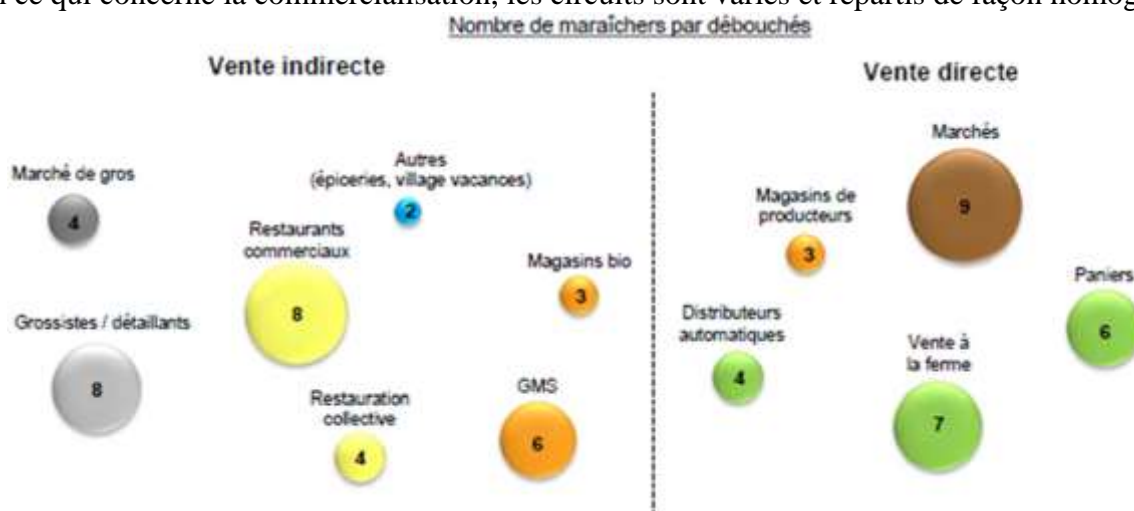


Figure 10 : Nombre de maraîchers par débouchés (Source : Laura Angers, 2018)

Le marché est le débouché le plus utilisé, cependant la vente en restauration collective est insignifiante. Mais 14 des maraîchers enquêtés se disent intéressés pour développer ce marché. Cependant, ils relèvent de nombreux freins : nécessité d'un outil de transformation, de planification, d'organisation logistique, prix juste et sécurisé etc.

La conclusion de cette enquête met en avant une offre maraîchère importante en volume et en produit, avec une majorité de légumes consommés en local ainsi qu'un débouché de la restauration collective actuellement très peu utilisé.

Les sous-groupes de travail se poursuivent jusqu'en avril 2018 normalement. D'après ce que l'on a pu comprendre lors des entretiens que l'on a mené, le travail a pris du retard. Les sous-groupes de travail vont sûrement se maintenir afin de terminer leur travail. Céline Tanguay, membre du comité technique du PAT, nous a exprimé sa volonté de « redynamiser les réunions et de remobiliser l'ensemble des acteurs du projet afin que l'état d'avancement accélère. »

La frise ci-dessous résume le déroulement du projet depuis sa création :

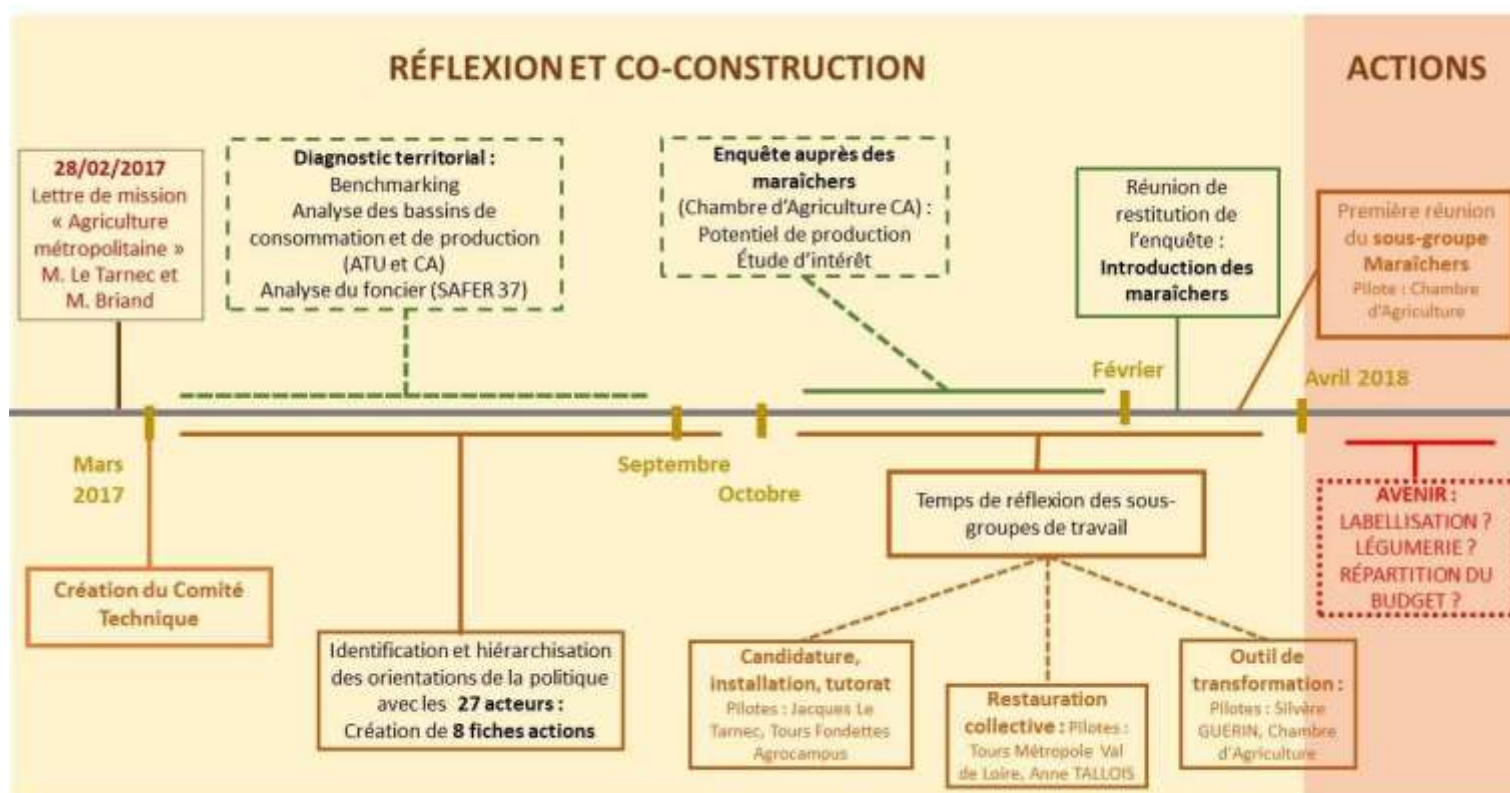


Figure 11 : Historique de déroulement du PAT (Réalisation personnelle)

3) Les entretiens

Nous voulions réaliser des entretiens avec l'ensemble des acteurs du PAT, malheureusement nous n'y sommes pas parvenus. Il y a 11 instances différentes représentées dans ce projet, certaines de ces instances sont représentées par plusieurs personnes. Ces instances sont :

- Des élus locaux ;
- Le commerce de gros de fruits et légumes frais ;
- InPACT 37 ;
- Des agriculteurs ;
- La Chambre d'Agriculture ;
- Le Conseil de Développement ;
- La Mairie de Tours ;
- Des établissements de formations ;
- La SAFER du Centre ;
- La Métropole TVDL
- Et l'Agence d'urbanisme de l'agglomération de Tours.

Nous avons pu rencontrer 6 de ces 11 instances. En tout, nous avons réalisé huit entretiens. A partir de ce recueil d'entretiens, nous avons fait le choix d'en proposer des résumés que nous retranscrivons ici dans l'ordre dans lesquels nous les avons réalisés (en plus des retranscriptions totales proposées en annexe). Le choix des résumés a été fait car nous pensons qu'il permet une meilleure compréhension de notre travail et de l'orientation qu'a prise ces entretiens.

3.1) Les résumés des entretiens

Tous les entretiens seront résumés en suivant la même structuration :

- Description de l'activité générale,
- Présentation du rôle au sein du PAT ainsi que la manière dont l'acteur a intégré le projet,
- Son intérêt dans le projet,
- Son avis sur l'évolution du projet

Ils sont présentés dans l'ordre chronologique, puisqu'au fur et à mesure des entretiens nous en savons un peu plus sur le projet ce qui nous permettait de poser des questions plus pertinentes. Dans chaque résumé d'entretien, les citations sont issues des données que nous avons récolté.

3.1.1) Entretien avec le service Développement Économique de la Métropole (Annexe 6)

L'entretien a eu lieu le 23 février 2018

Lors de cet entretien, les deux chargés d'étude du Service Développement Économique de la Métropole étaient présents : Jérôme Maltete et Laurent Blanchet.

Il y a un an, les élus de la Métropole ont décidé d'inclure la problématique agricole au pôle économique de la Métropole. A la base, ils ne travaillaient pas du tout sur cette problématique, « **c'est un choix politique qui a été d'affecter l'agricole à la partie économique** ». Donc comme l'agriculture fait maintenant partie de leur mission, c'est tout naturellement qu'ils ont intégré le groupe de travail du PAT. Ils sont même membre du Comité Technique du PAT et en charge de l'animation d'un des 3 sous-groupes, celui qui travaille sur le tutorat et l'aide à l'installation. Donc ils travaillent beaucoup avec Emmanuelle Renaud de la Chambre d'Agriculture, Céline Tanguay de

L'Agence d'urbanisme, Jacques Le Tarnec et Sarah Da Petitot d'InPACT 37 (tous membres du même sous-groupe).

Ils décrivent l'intérêt de la Métropole à mener à bien ce projet comme « **Notre objectif est plutôt dans l'intérêt général. Le but est de construire une politique qui associe plusieurs dispositifs complémentaires qui concourent tous au même objectif** ». La Métropole, à travers ce projet, veut répondre à une demande sociétale. La demande de citoyens en produits locaux et de qualité ne cesse d'augmenter. Il y a donc une volonté de créer une filière où l'on produit, on transforme et on consomme. L'idée est que la Métropole joue un rôle de fédérateur d'acteurs, « **on est plutôt des organisateurs de troupes qui viennent d'un peu partout, et de là va sortir des choses intéressantes, et les élus choisiront ce qui les intéressent le plus** ».

Mais le projet ne pourra pas correspondre à tout le monde, même si la Métropole est à l'écoute de toutes les sensibilités. A un moment donné, il y aura des choix à faire et des positionnements à prendre pour définir les budgets. C'est à ce moment-là que les choses vont se compliquer. Notamment sur la question du bio ou encore de l'installation de nouveaux maraîchers. Laurent Blanchet nous dit qu'il y a un intérêt commun « **qui ne remet pas en cause le modèle agricole préexistant, le but n'était pas de créer un nouveau modèle agricole** ». Mais selon eux, à l'issue des réflexions il n'y aura pas de placement politique fort. C'est à dire qu'ils ne vont pas décider de « tout bio » par exemple.

« **Aujourd'hui, Jacques Le Tarnec marche un peu sur des œufs et sans rien casser va dire oui aux uns et aux autres pour que chacun trouve sa place. Le but c'est de préserver les relations, on a plus une position consensuelle ici, c'était la volonté de Le Tarnec qui à mon avis est aussi suivi par celle du président** ».

3.1.2) Entretien avec la Chambre d'Agriculture 37 (Annexe 7)

Nous avons eu deux entretiens avec des salariées de la Chambre : Laura Angers et Emmanuelle Renaud. Le premier entretien avec Mme Angers a dû être complété puisqu'elle n'a intégré le PAT qu'au moment des sous-groupes de travail. Nous avons donc couplé ses informations avec celle de Mme Renaud qui, elle, était présente au début du projet.

Les entretiens ont eu lieu, respectivement, le 7 mars et le 13 mars 2018.

Laura Angers est une jeune recrue de la Chambre, arrivée il y a 1 an. Elle est en charge des thématiques d'approvisionnement local et de la restauration collective. C'est elle qui a mené l'enquête auprès des maraîchers dans le cadre du PAT. Emmanuelle Renaud est responsable service Territoires et Formations. Elle travaille beaucoup en relation avec les collectivités territoriales pour les aider dans des réflexions autour de projet agricole de territoire. Les deux interviewées décrivent le rôle de la Chambre d'agriculture comme représentant de l'ensemble des agriculteurs du territoire.

Emmanuelle Renaud nous a expliqué que pour elle « **l'initiative du projet est partie d'une réflexion entre [son] président et le président de la Métropole, M. Briand. Il y avait eu des échanges sur le souhait de pouvoir aider, même de façon indirecte, l'agriculture en introduisant davantage de produits agricoles dans la restauration collective notamment** ». Au même moment,

M. Le Tarnec était en réflexion sur comment construire une politique agricole sur le territoire de la Métropole. Il était donc tout naturel que la Chambre intègre les réflexions du projet.

Le rôle de la Chambre au sein du PAT est bien de défendre et de représenter les intérêts de l'ensemble des producteurs. Leur objectif est de mettre en place des actions et des projets bénéfiques pour les agriculteurs. Emmanuelle Renaud l'exprime clairement : « **Les intérêts ne sont pas propres à la structure. Enfin je veux dire que nous, on n'a pas forcément d'enjeu premier à ce**

que les choses se fassent. Mais notre enjeu et notre envie, c'est que les agriculteurs puissent se maintenir, faire de la valeur ajoutée et puissent être acteur de tout ça ». Elle insiste aussi sur le fait que la Chambre est là aussi pour rappeler qu'il y a des choses qui existent déjà et que donc il n'est pas nécessaire de recréer des modèles.

Laura Angers fait partie du sous-groupe sur la restauration collective, Emmanuelle Renaud avec sa directrice, Alix Martin, travaille avec le sous-groupe sur le tutorat et l'installation. Le président de la Chambre, Henry Fremont, fait partie du sous-groupe qui travaille sur les outils de transformation (légumerie). De plus, la Chambre va animer le 19 mars le nouveau sous-groupe de travail avec les maraîchers. La Chambre est donc présente dans tous les sous-groupes de travail.

Pour les deux interviewés, les maraîchers sont arrivés tard dans le projet et on « **leur demande aujourd'hui de raccrocher à un projet qu'ils ne connaissent pas** ». Il ne faut pas imposer de choses aux maraîchers qui viennent d'arriver dans cette réflexion comme le dit Laura Angers « **on n'est pas là en donneur de leçon, enfin je veux dire qu'on est là en soutien au collectif** ».

D'après Mme Renaud, les groupes de travail prennent du retard, peut-être qu'il faudrait encore 5 ou 6 mois de travail. « **En tout cas, ce qui va être compliqué c'est de passer du conceptuel à l'opérationnel** ». Elle a une mauvaise vision de ce qui se passe dans le sous-groupe de la légumerie, pour elle ils ne se posent pas les bonnes questions c'est à dire « Oui, on la fait mais comment ? Qui, à quel endroit, comment on l'approvisionne ? ». Pourtant, c'est bien ces questions qui sont abordées dans ce sous-groupe, il y a donc un problème de communication à cette échelle.

Elle note une vraie évolution dans la relation entre les acteurs et dans leur comportement « **J'ai l'impression qu'au départ il y avait beaucoup d'observation en tout cas dans les premières réunions. On était vraiment sur le jeu d'acteurs, où tout le monde s'observe et essaye de comprendre déjà le projet de la Métropole. Après j'ai le sentiment que très vite les uns et les autres on raccroche** ». Pour elle, aujourd'hui le débat qui se trouve autour de table est plutôt convergent mais elle a le sentiment que « **ce temps est nécessaire pour que chacun ait cette culture commune de cet objectif** ».

3.1.3) Entretien avec un maraîcher bio (Annexe 8)

L'entretien a eu lieu le 7 Mars 2018.

Nous avons eu un entretien avec Sylvain le Thio, maraîcher bio à Saint-Genouph depuis 2 ans. Gérant de l'exploitation Bio de l'Isle avec Guillaume Geffart, **leur objectif est d'avoir une production très diversifiée pour pouvoir avoir une offre exploitable en vente directe**. Leur exploitation se trouve sur une petite surface (3ha au total et 1.5ha cultivé) sur laquelle il y a une grande diversité de légumes (70 espèces avec plusieurs variétés) et très peu de mécanisation. Leur production est en agriculture biologique ou en conversion. Concernant leurs débouchés, il y a 20% de leur production destinée aux ventes aux restaurants et 80% à la mise en panier.

Les maraîchers de bio de l'Isle ont été sollicités par M. Le Tarnec pour intégrer le projet, même s'ils sont nouveaux sur le territoire, leur exploitation se fait connaître, située sur le bord de la route elle est assez visible par tous. De plus, Sylvain était administrateur de l'ADEAR (association d'agriculture paysanne). Leur rôle au sein du PAT va être de produire une petite partie des fruits et légumes pour la restauration collective, avec des quantités plus faibles que d'autres maraîchers au vu de la taille de leur exploitation. Leurs produits sont très diversifiés et pourront compléter la gamme proposée par les autres maraîchers du PAT.

L'intérêt des maraîchers de Bio de l'Isle dans le PAT est de participer à un projet qui partage

les mêmes valeurs qu'eux : « **une des finalités dans mon projet c'est de participer à l'autonomie alimentaire de mon territoire, du territoire où je vis** ». Ils souhaiteraient apporter leur pierre à l'édifice et être complémentaire avec les autres maraîchers « **quand on voit les produits demandés dans le cadre du projet c'est des volumes importants [...] ce n'est pas adapté à notre modèle [...] mais s'ils s'ouvrent à d'autres produits que les autres ne font pas, ça peut nous intéresser** ». De plus le projet de la légumerie les intéresse aussi, c'est dans une même logique de vente directe qu'ils avaient envie de transformer une partie de leur production mais ça demande des moyens et investissements qu'ils n'ont pas pour l'instant « **le projet de légumerie nous permettrait de faire des transformations qu'on ne peut pas se permettre seul** ».

Concernant les relations avec les autres maraîchers, Sylvain le Thio en connaissait quelques-uns, il s'agit soit de personnes situées près de leur exploitation « **on a un point commun : la zone géographique** » soit des agriculteurs qui pratiquent une agriculture paysanne et bio : « **c'est plutôt ça notre sphère professionnelle** ». Il ajoute aussi que des réunions comme celle organisée pour la restitution de l'enquête sont des bonnes opportunités pour « **échanger avec des collègues du territoire** ». Avec les autres acteurs, Sylvain le Thio semble un peu à part face à l'avancement du projet, il ne se rappelait plus qui exactement l'avait intégré dans le PAT. De plus, lorsque qu'on parle des futurs groupes de travail que pourraient potentiellement intégrer les maraîchers et que nous parlons de leur objectif commun, Sylvain le Thio s'exprime sur la place de la Chambre d'Agriculture sur le projet : « **Il y a les objectifs de la Chambre d'Agriculture, on sent bien que c'est un peu téléguidé tout ça** ». Enfin, les maraîchers de Bio de l'Isle du fait de la taille de leur exploitation et leur production en bio, ne se sentent pas représentatif de la majorité des maraîchers « **on a vraiment un profil minoritaire** ». Ainsi ils ne pensent pas être les meilleurs représentants sur des sujets comme légumerie mais ils restent intéressés pour participer aux futurs groupes de travail.

D'après Sylvain le Thio, il y a des objectifs communs à l'ensemble des acteurs concernant les points économiques et sociaux mais pas environnementaux, d'après lui, ils peuvent se retrouver sur certaines idées comme « **aider à ce qu'il se passe sur le territoire** », créer du lien entre les acteurs du territoire etc. mais pas d'autres comme le bio, la conquête d'autres marchés etc.

Intégré depuis peu au projet, il est difficile pour les maraîchers de Bio de l'Isle de se projeter dans l'organisation du PAT. Ils vont participer à la prochaine réunion avec l'ensemble des maraîchers du territoire afin de « **vérifier quels sont les objectifs qu'on partage** ». Pour lui « c'est pas du tout assuré que ça aille au-delà d'un groupe de travail même s'il y a quelque chose qui peut naître » enfin, **il pense que certaines questions vont être délicates mais qu'il y a tout de même une envie de collaboration.**

3.1.4) Entretien avec InPACT 37 (Annexe 9)

L'entretien a eu lieu le 13 Mars 2018

Sarah Da Petitot est une des deux salariées d'InPACT 37. Il s'agit d'un pôle associatif qui regroupe 4 associations : l'ADEAR, le GABBTO, ATABLE, et ALTER'ENERGIES. InPACT est une organisation associative qui a pour but de promouvoir et développer différentes formes d'agriculture en Touraine (agriculture paysanne, biologique, citoyenne et territoriale). Dans ces actions, les deux points importants sont le développement de l'agriculture citoyenne et de l'agriculture territoriale. Sarah travaille avec les collectivités et les citoyens en accompagnement pour certaines démarches agricoles.

Elle a été intégrée au PAT à la suite d'un appel aux associations lancé par Tours Métropole. Son rôle est de participer à un projet autour des questions agricoles que porte InPACT 37 comme l'autosuffisance alimentaire, l'accompagnement de maraîchers en reconversion etc.

L'intérêt d'InPACT 37 est de participer à un projet territorial et de pouvoir véhiculer leurs valeurs à d'autres acteurs, comme le bio et l'agriculture paysanne. Ils ont aussi **un rôle à jouer dans l'accompagnement des maraîchers**, comme de nouveaux maraîchers ou encore ceux qui souhaiterait se convertir en bio. Tours Métropole peut faire un accompagnement budgétaire, mais pas sur le fond avec des conseils, formations etc. c'est donc le rôle d'InPACT d'accompagner, de proposer des animations, des formations etc. Sarah Da Petitot a aussi exprimé la difficulté d'InPACT 37 à pouvoir mettre en parallèle leurs projets personnels et les projets du PAT. Comme la couveuse agricole, qui permet à des agriculteurs de se tester sur 1 à 3 ans avec un accompagnement et un suivi par InPACT sur un espace mis à disposition (matériel, bâti etc.) avec une possibilité d'installation à la fin de la période d'essai. C'est ce qu'elle appelle des « espaces test éphémère ». Pour elle, ce projet implique différents acteurs et se développe à une échelle différente de ce qui est envisagé pour le PAT.

Lors de l'entretien Sarah Da Petitot a beaucoup insisté sur le jeu d'acteur au sein du PAT. D'après elle, « **c'est assez complexe, [ils viennent] tous de différents bords, avec différentes sensibilités** ». De ce fait, certains points importants du projet n'ont pas encore été décidés, comme le positionnement sur le « bio et pas bio ». De son point de vue, il y a quand même un objectif commun à l'ensemble des acteurs sur le PAT : **un objectif social car il s'agit d'un projet pluri acteurs**.

Elle ajoute certains points négatifs, notamment le fait que « les maraîchers ne font pas encore partie des sous-groupes et n'ont pas fait partie de la réflexion ». De plus, lors de l'entretien elle a parlé de la Chambre d'Agriculture, d'après elle une certaine tension était perceptible à plusieurs reprises. Notamment lorsqu'elle a mentionné le projet de couveuse agricole, la Chambre d'Agriculture s'est exprimée sur le sujet en disant que c'était un projet qui ne regroupait que les agriculteurs bio. Sarah Da Petitot a aussi mentionné le fait que, bien qu'InPACT et la Chambre soient complémentaires, le fait que la Chambre soit plus importante en termes de ressources et de personnels lui permettait « **d'être partout** », c'est à dire dans chaque sous-groupe. Alors que chez InPACT, il n'y a que 2 salariées. Or, ils ont quand même essayé de se placer dans chaque sous-groupe en faisant intervenir les associations qui lui sont affiliées (GABBTO, ADEAR, etc.). La dernière information à propos de la Chambre, concerne la réunion du sous-groupe « maraîcher » : la Chambre n'a pas invité Sarah Da Petitot, pour elle ça été fait en connaissance de cause.

Sarah Da Petitot a senti qu'il y avait une certaine évolution du projet du début de la réflexion à aujourd'hui notamment entre les acteurs : « **on se dit les choses de manières plus transparentes** ». Elle nous cite un exemple : celui des relations entre InPACT et AgroCampus qui étaient très compliquées avant le PAT et qui se sont maintenant améliorées. AgroCampus qui met en place un espace test (qui restera toujours en test) voyait le projet de couveuse agricole d'InPACT comme de la concurrence, et donc les relations étaient tendues entre ces deux acteurs ». « **Grâce au PAT et aux discussions qu'on a eu, ils se sont rendu compte qu'on ne leur faisait pas concurrence même si on a le même objectif avec nos espaces test** ». Néanmoins elle a une vision plutôt négative du projet dans les mois à venir, d'après elle : « **Dès qu'on va parler « d'argent » il va y avoir des complications** », elle ajoute : « **au moment où les budgets vont être alloués je pense que ça va se compliquer** ».

3.1.5) Entretien avec l'Agence d'Urbanisme (Annexe 10)

L'entretien a eu lieu le 14 mars 2018.

Céline Tanguay est paysagiste-urbaniste au sein de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Tourangelle (ATU). L'Agence a été missionnée par la Métropole pour se charger de l'animation et la production de ce projet. Elle fait donc partie de la cellule technique d'animation

et de réflexion composée de M. Le Tarnec, de techniciens de la Métropole (développement durable et développement économique). C'est cette cellule qui s'est occupée de l'organisation des premières réunions, ils ont donc travaillé en amont des ateliers pour mettre en place les modèles d'animation. Aujourd'hui, Céline Tanguay fait partie du sous-groupe installation et tutorat.

« **L'agence d'urbanisme est au service des élus donc l'intérêt pour nous c'est une des thématiques qu'on juge importante par rapport à l'aménagement du territoire, et en fait cette thématique là c'est un peu nous qui l'avons poussé** ». Le rôle de l'Agence est « **d'inciter les élus et les techniciens à réfléchir à élargir le champ d'opération du territoire** ». Ce qui est important également, c'est qu'à travers ce projet la Métropole et les techniciens travaillent sur une thématique d'ensemble, « **parce qu'à la base c'était vraiment une action symbole qui était issue du Plan Climat** ». C'est à dire « on achète une parcelle et on y installe Monsieur X » et c'est tout. Aujourd'hui, on arrive à discuter d'une **stratégie globale**.

Aujourd'hui, Céline Tanguay fait partie du sous-groupe installation et tutorat. Pour elle, les relations au sein de ce sous-groupe sont très agréables. Elle décrit la relation entre InPACT 37 et la Chambre comme « **une grande victoire** ». Historiquement ces deux instances défendent des modèles d'agriculture opposées. Mais aujourd'hui, Mme Tanguay dit se rendre compte de l'évolution que la Chambre donne à son discours ainsi que de la communication entre la Chambre et InPACT. Généralement, on a du mal à imaginer ces deux instances réunies autour d'une table et se mettre d'accord. Elle note cependant des réticences de la part de la Chambre au début du projet. Lorsqu'il était question d'aller interroger les maraîchers afin de connaître les productions et leurs envies, il a fallu convaincre la Chambre « **ça n'a pas été si facile à leur faire accepter. Parce que c'est une chasse gardée de la Chambre** ». Finalement, c'est la Chambre qui a réalisé l'enquête, « **la collaboration et l'échange c'est installé après. Mais au départ, ce n'était pas sa tasse de thé que de travailler sur un projet alimentaire territorial** ».

La crainte de l'interviewée est que les acteurs s'essouffent et que la motivation diminue. Pour elle, en ce moment, il y a un relâche de la part des sous-groupes. Elle insiste sur la nécessité d'organiser un séminaire collectif pour connaître l'état d'avancement de tous les sous-groupes et de raviver la motivation des acteurs. « **La difficulté était bien de faire travailler tout le monde ensemble et que ça suive sur le long terme** ».

Quand on lui demande son avis sur le positionnement bio ou non bio, sa réponse est claire : « **La loi dit qu'il faut 50% de bio dans les cantines en 2022** ». C'est dans la loi, il va donc bien falloir produire du bio. Elle décrit la situation : « **aujourd'hui, on a réussi à mettre tout le monde autour de la table pour qu'il y ait échanges, discussions et productions. Donc l'étape suivante c'est pas de remettre de la crispation, maintenant on évolue vers quelque chose qui est une demande sociétale** » c'est à dire la production bio.

3.1.6) Entretien avec le président du PAT (Annexe 11)

L'entretien a eu lieu le 15 mars 2018.

Jacques Le Tarnec a plusieurs casquettes : il est maire de Berthenay, une commune exclusivement rurale sans aucune entreprise, seulement des exploitations agricoles. Il est également élu à la Métropole, et Président du Projet Alimentaire Territorial. Avant le PAT, les exploitations agricoles n'étaient pas considérées comme des entreprises par la Métropole, « **maintenant l'agriculture fait partie du développement économique** ». Et donc « **c'est pour ça qu'[il a] manifesté très rapidement un intérêt pour la question agricole au sein de la Métropole et qu'[on lui a] confié la présidence de ce qui s'appelait le projet agricole métropolitain puis ce qui est devenu un peu plus opérationnel c'est à dire le projet alimentaire territorial** ». C'est lui qui a animé la toute première réunion qui réunissait les 27 acteurs du projet. Il nous explique qu'au début « il ne faisait pas le fier », il était un peu effrayé de voir comment tout ça allait s'articuler. Il a finalement été agréablement surpris, tout au long de l'entretien on a pu ressentir son positivisme et sa fierté quant à ce projet. Il nous raconte la première rencontre des acteurs : « **quand j'ai vu arrivé**

sur le tableau les premiers post-it avec écrit « arrêtons d'opposer les différents types de pratiques agricoles ! », là j'ai soufflé et me suis dit c'est bon ! Ça y est ils ont compris et on va pouvoir travailler ensemble ».

Le PAT est un projet politique de la part de la Métropole de Tours, mais M. Le Tarnec nous explique l'importance « **de faire en lien avec les acteurs qui sont déjà dans ce domaine et qui sont beaucoup plus implantés et opérationnel que ne l'est la Métropole** ».

Son rôle dans le projet est multiple puisqu'il possède une double casquette : maire et président du PAT. Mais il décrit son intérêt comme « **particulièrement modeste, cela ne nous apportera rien au niveau financier à la commune mais ça permet de faire vivre le territoire et puis de pérenniser nos paysages** ». Sa volonté de maire est de « **faire en sorte que [son] territoire fonctionne** ». Ses convictions environnementales le poussent également à vouloir mener à bien ce projet.

Pour ce qui est des relations, il nous a donné plusieurs exemples. Pour commencer, au début du projet il décrit les relations entre la Métropole, son agence d'urbanisme et la Chambre comme n'étant « **pas au plus beau !** ». Mais ils ont tous fait des efforts pour travailler ensemble. Il nous parle également d'InPACT 37 et de l'AgroCampus de Fondettes et de leur relation autour des espaces test.

« InPACT qui a déjà des espaces test, et AgroCampus va pouvoir mettre en place son espace test en septembre. Et **ils considèrent qu'on réfléchit tous ensemble à tout ça. C'est à dire qu'on a mutualisé nos forces !** ». Et ces espaces test ne seront pas pilotés par la Métropole d'après lui, leur gestion sera laissée aux opérateurs de terrain. Il décrit le projet comme de « **la mutualisation et la coordination !** ».

L'évolution du projet est assez claire à ses yeux. Il a été contacté par la préfecture pour travailler ensemble sur ce PAT. « **Ce serait le premier projet alimentaire territorial labellisé en région Centre, ça peut ouvrir des portes vers des subventions pour aboutir dans les projets. Donc c'est parfait ! Tout se met en ordre...** ». D'après lui l'évolution des relations est aussi positive : certains maraîchers qui ne voulaient pas faire partie du projet ont changé d'avis.

En ce qui concerne la question du bio, il n'a pas de position tranchée ; « **concernant le bio pas bio, bien sûr que nous allons progressivement vers le bio, je ne suis pas un intégriste** ». Pour lui, il ne faut pas exclure les maraîchers non bio, si on les intègre, ils vont passer naturellement vers le bio.

Aujourd'hui, le ressenti de M. Le Tarnec est qu'« **il semblerait que tous les acteurs se remobilisent encore plus qu'ils ne l'étaient** » en parlant notamment de la Direction de l'Agriculture qui souhaite labelliser le PAT. Pour lui, les sous-groupes avancent bien et les résultats vont se voir rapidement.

3.1.7) Entretien avec un maraîcher conventionnel (Annexe 12)

L'entretien a eu lieu le 16/03/2018 [Enregistré partiellement]

Nicolas Sterlin est gérant de la SEA des jardins de Meslay depuis 22 ans, exploitation agricole de 22ha qui produit de fruits, des légumes, et quelques fleurs. Cette production est destinée à la population locale qui vient directement cueillir leur produit. Il est aussi président du CVMT (Centre de Vulgarisation des Maraîchers du Territoire). Il est donc le représentant d'une dizaine de ces collègues via cette présidence.

Il a été contacté par la Chambre d'Agriculture dans un premier temps puisqu'il fait partie des maraîchers qui assurent une bonne partie de la production sur le territoire. Pour lui, les maraîchers

sont de véritables chefs d'entreprise capables d'ouvrir leur production à d'autres marchés, « **on a tous une marge de progression, quand on est chefs d'entreprise on a pas de trucs immuables** ».

Concernant son intégration au PAT, Nicolas Sterlin affirme n'avoir « **pas du tout était associé à cette réflexion** ». D'après lui, les groupes de réflexion auraient dû impliquer les maraîchers dès le début, ils ont, certes, étaient représentés par la Chambre d'Agriculture mais d'après lui « **ils ne sont pas producteurs, qu'est-ce qu'ils en savent de notre réalité du quotidien ?** ». Concernant son rôle au sein du PAT, pour lui il est clair que les maraîchers du territoire peuvent fournir la restauration collective contrairement au point de vue de la Chambre d'agriculture et de l'agglo : « **Il y a un premier constat, que je ne partage pas, initié par la chambre d'agriculture et l'agglo c'est qu'en interne, avec le tissu existant on ne réussira pas à relever le défi de nourrir la population locale** ».

En ce qui concerne les relations avec les autres acteurs, tout au long de l'entretien Nicolas Sterlin insiste bien sur la différence de point de vue entre les élus et les maraîchers. Pour lui, il s'agit d'une « **initiative politique avec leurs préoccupations à eux qui ne sont pas forcément nos préoccupations à nous** ». Il parle de « décalage » de point de vue puisqu'ils n'ont pas participé à la réflexion mais aussi un problème d'échelle « **on ne travaille pas à la même vitesse, les projets politiques prennent beaucoup de temps** ». Avec les autres maraîchers Nicolas Sterlin trouve intéressant l'idée d'une mutualisation et de centralisation des produits.

Concernant l'évolution du projet, il est pour lui « **trop ambitieux** », il y a aussi une certaine crainte vis à vis des potentiels maraîchers qui pourraient venir s'installer sur le territoire. Dans un courrier à M. Le Tarnec il explique les inconvénients d'impliquer de nouveaux acteurs et la capacité des maraîchers déjà présents sur le territoire à fournir la restauration collective.

Le schéma suivant permet de résumer les relations que nous avons pu identifier au travers de nos 8 entretiens :

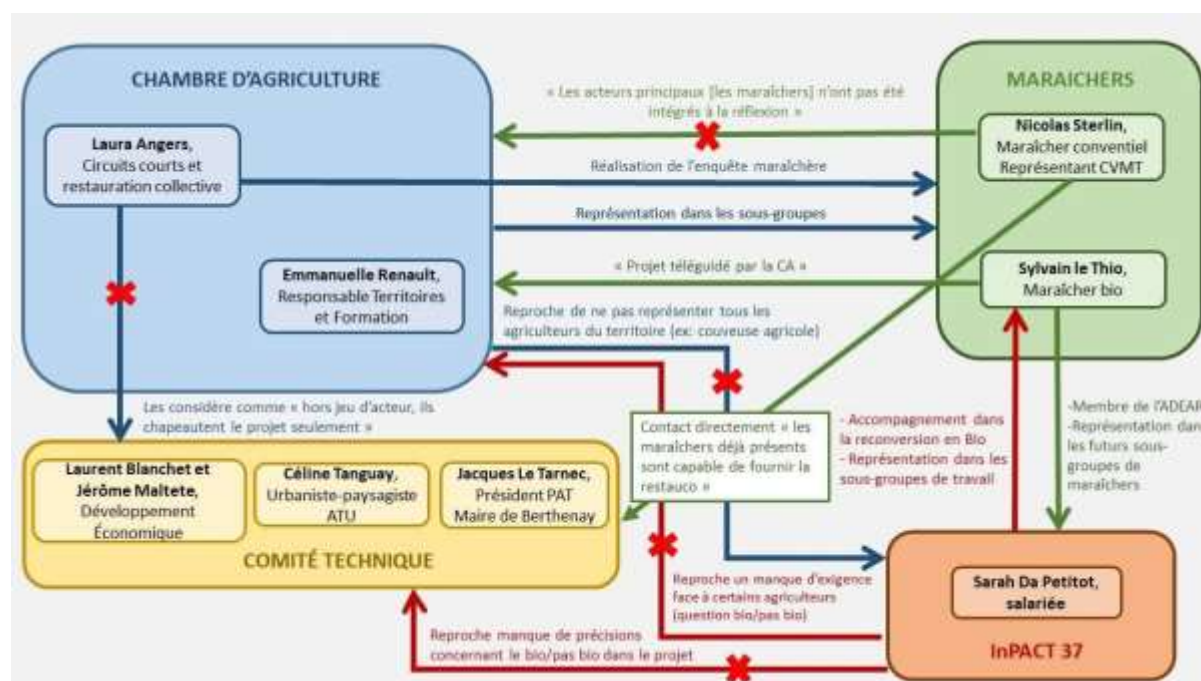


Figure 12 : Schéma récapitulatif des entretiens menés (Réalisation personnelle)

Les croix rouges représentent les relations à caractère conflictuel. Ce schéma n'est pas représentatif de l'ensemble des relations au sein du PAT mais bien seulement des relations entre les acteurs rencontrés. Plus tard sera présenté un schéma d'acteur représentant l'ensemble des acteurs du PAT et leur hiérarchie.

3.2) Vue d'ensemble des entretiens

De manière à analyser l'ensemble des entretiens réalisés, il nous semblait intéressant de classer les informations récoltées dans un plan triptyque. Cette organisation s'articule selon les trois piliers du développement durable. Le PAT est un projet qui se veut durable ainsi les objectifs du projet s'orientent selon ces trois dimensions : sociale, environnementale, et économique.

3.2.1) *Un projet pluri-acteurs (pilier social)*

A la suite de nos entretiens, le pilier social semble être fondamental pour la majorité des acteurs interrogés. Le Projet Alimentaire Territorial est un projet qui concerne la filière alimentaire : de la production à la consommation en passant par la transformation. Ainsi, une trentaine d'acteurs du monde agricole ou non, des institutionnels, des transformateurs, des cuisiniers etc., peuvent être impliqués dans cette filière alimentaire. C'est pourquoi, la diversité d'acteurs présents dans ce projet est si grande, « [...] entre celui qui produit et celui qui utilise, il y a tout un système auquel il faut réfléchir parce qu'il y a beaucoup de freins qui empêchent de passer d'une étape à l'autre » (Le Tarnec). Comme l'explique M. Le Tarnec « la Métropole, ce n'est pas le Ministère de l'agriculture, donc si elle veut créer un projet agricole elle doit le faire en lien avec les acteurs qui sont déjà dans ce domaine et qui sont beaucoup plus implantés et opérationnel que ne l'est la Métropole ».

Cet ensemble d'acteurs ont pour la majorité un objectif commun celui de répondre à une demande sociétale : davantage de produits locaux et une responsabilité alimentaire plus affirmée. Cependant, nous pouvons remarquer, à la suite des échanges entretenus avec les acteurs, que même si l'objectif commun est clair, le chemin pour y parvenir l'est moins. Pour l'instant, le projet est dans une phase de réflexion, et M. Le Tarnec tente de satisfaire la majorité des acteurs afin de trouver un équilibre. « Aujourd'hui, Jacques Le Tarnec marche un peu sur des œufs et sans rien casser va dire oui aux uns et aux autres pour que chacun trouve sa place » explique Laurent Blanchet, développement économique de la Métropole. Ainsi, certaines questions restent donc encore en suspens ce qui permet d'éviter de potentiels conflits. La crainte des organisateurs de ce projet c'est qu'à trop stigmatiser des positions (comme la question du bio par exemple), certains acteurs pourraient se mettre en retrait. Ils restent donc très prudents sur les points qui font débat, ainsi comme le souligne Jérôme Maltete « probablement à l'issue [de cette réflexion] il n'y aura pas de positionnement politique fort ».

Au fil des discussions avec les acteurs, nous avons pu constater que de nombreuses actions de co-construction étaient mises en place : sous-groupes de travail, échanges, réunions etc. Néanmoins, quand on s'interroge sur qui mène les réunions, qui anime les sous-groupes, qui est présent à chaque événement du projet, on peut se rendre compte du degré d'implication de chacun, de la gouvernance et d'une certaine hiérarchie existante. En effet, la volonté de créer un cadre au projet avec des bases solides pour la mise en place d'actions concrètes n'a pas permis jusqu'ici d'intégrer les maraîchers à la réflexion. Le président du PAT, M. Le Tarnec nous explique que le fait de ne pas inviter de représentants des maraîchers aux réflexions du PAT était voulu. Il explique : « on ne voulait pas entrer tout de suite dans le détail de la pratique agricole et de sa difficulté, nous voulions avoir une bonne vision d'ensemble », de plus il ajoute que les maraîchers étaient représentés lors de ces réunions par des acteurs institutionnels notamment la Chambre d'agriculture et InPACT 37. Lorsqu'on parle de cette intégration tardive à Nicolas Sterlin, maraîcher conventionnel, la réponse n'est pas la même :

« Un groupe de réflexion s'est mis en place avec 27 participants de tous bords par forcément que la Métropole et que bizarrement les acteurs principaux [les maraîchers] ont été oubliés ». Lors de cet entretien avec M. Sterlin, on a pu ressentir une certaine amertume de sa part, il se sentait évincé du projet. Pour Sylvain Le Thio, maraîcher bio installé depuis 2 ans, le ressenti n'est pas le même. Ce projet semble plus lointain pour lui, il n'a pas la même volonté d'y participer pleinement. Il le dit lui-même « comme je sais que je ne vais pas être représentatif de mes collègues, je ne pense pas que je serai le meilleur représentant », il serait intéressé pour participer au groupe de réflexion entre

maraîchers mais il ne veut pas plus d'implication.

De plus, on remarque que certaines institutions, du fait de leur importance sur le territoire, ont la capacité d'être présentes dans tous les sous-groupes ce qui induit une certaine forme de gouvernance. D'autres acteurs ont soulevé lors des interviews ce déséquilibre dans la représentation de chaque acteur lors des réunions/sous-groupes comme Sylvain le Thio lorsqu'il mentionne que le projet semble être « téléguidé par la chambre d'Agriculture » ou encore Laura Angers à propos de Tours Métropole : « ils chapeautent le projet mais sont hors-jeu d'acteur ». Sarah Da Petitot d'InPACT 37, nous a également laissé entendre que la Chambre était présente « partout », comme ils ont plus de salariés il est plus facile pour eux de s'impliquer dans tous les groupes de travail. De plus, on peut également observer le jeu d'acteur du point de vue de l'animation des sous-groupes. Un exemple intéressant : lors de la réunion de restitution de l'enquête maraîchère auprès des maraîchers la Chambre s'est directement positionnée en animatrice. Lors de la première réunion du sous-groupe maraîcher, le 19 Mars 2018, ne seront présents que les maraîchers, Jacques Le Tarnec et la Chambre d'Agriculture. InPACT 37 n'a pas été invité à cette réunion. Ainsi, la Chambre se positionne comme représentante unique des maraîchers sur ce point.

Ainsi, le PAT est un projet multi-acteurs avec une véritable organisation des acteurs selon leur statut sur le territoire. Ce projet est un projet politique avant tout. La gouvernance du projet est donc confiée à des acteurs politiques. Avant même, les premières réunions avec les 27 acteurs, un Comité Technique a été créé. Il est composé de Jacques Le Tarnec, Sylvère Guérin (directeur service Développement Durable), Laurent Blanchet et Jérôme Maltete (service Développement Économique) et Céline Tanguay. Il a été nécessaire de créer ce comité pour gérer l'animation et la médiation dans ce projet multi-acteurs.

Le schéma ci-dessous représente la hiérarchisation des acteurs du projet ainsi que leur rôle dans la filière alimentaire. Ainsi, on observe que les membres du Comité Technique et la Chambre d'Agriculture agissent tout au long de la filière (au travers du PAT uniquement). InPACT 37 et la Chambre d'Agriculture ont la même volonté de représenter et accompagner les maraîchers, mais InPACT 37 intervient au niveau de l'installation et du tutorat seulement pour les maraîchers bio, sa place dans le PAT est donc restreinte. Les maraîchers, quant à eux, sont les derniers à avoir été intégrés dans les réflexions du PAT. Ils ne sont présents dans aucun des 3 sous-groupes, ils se retrouvent donc, d'un point de vue de la gouvernance en bas de l'échelle hiérarchique représenté ci-dessous.

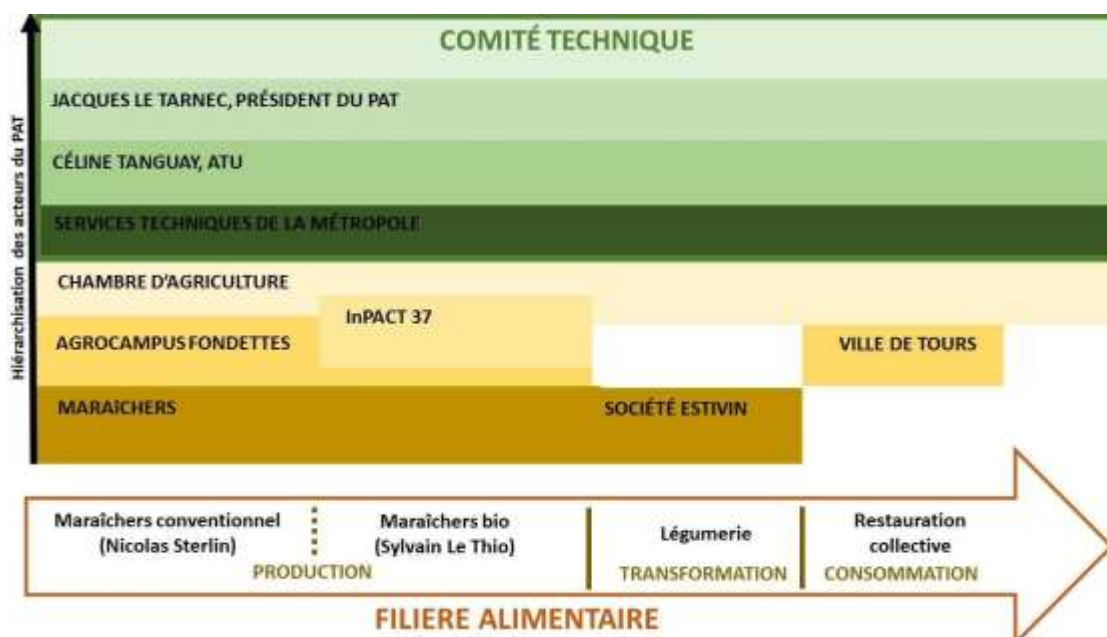


Figure 13 : Hiérarchisation des acteurs du PAT de Tours et étape d'intervention sur la filière alimentaire (Réalisation personnelle)

La SAFER 37 et le Conseil de Développement, bien que membres du PAT, ne sont pas présents sur ce schéma. Nous manquions d'information concernant leur rôle et leur niveau d'intervention dans le PAT. Aucun des acteurs rencontrés ne les a mentionnés au cours de nos entretiens. Il n'était donc pas pertinent de les placer sur ce schéma. La seule information en notre possession concernant la SAFER portait sur leur réalisation d'une analyse foncière du territoire pour le PAT.

On remarque sur ce schéma qu'InPACT 37 et AgroCampus interviennent sur l'étape de production de la filière alimentaire. Sarah Da Petitot d'InPACT 37 nous a donné un exemple intéressant pour illustrer ses propos concernant le jeu d'acteurs. Le lycée AgroCampus a mis en place un espace test pour des agriculteurs qui voudrait sur 1 à 3 ans s'initier à l'agriculture, tester de nouvelles pratiques agricoles sans pour autant investir sur un terrain et du matériel, l'espace est donc mis à disposition. Après la période d'essai, l'agriculteur ne peut pas continuer son exploitation sur cet espace, il s'agit d'un espace test permanent qui permet aux étudiants du lycée agricole d'échanger avec les agriculteurs présents, les accompagner et apprendre en retour des pratiques agricoles. InPACT 37 a mis en place un dispositif avec une démarche semblable appelé « couveuse agricole », qui permet aussi à des agriculteurs de s'installer, cependant s'ils souhaitent continuer leur exploitation sur le terrain mis à disposition c'est aussi possible. Il s'agit d'un espace test éphémère. Sarah Da Petitot a souligné le fait que ces projets qui s'entrecroisaient avaient provoqué quelques tensions entre InPACT et AgroCampus simplement parce qu'ils n'avaient pas véritablement communiqué et échangé sur le sujet. Ainsi aujourd'hui, ils ont compris l'intention de chacun et la complémentarité des deux projets. Un exemple parmi tant d'autres qui montre bien que même si deux acteurs du PAT agissent sur une même étape de la filière alimentaire du PAT, ils peuvent, à travers des échanges faire en sorte que leurs projets soient aussi complémentaires et en adéquation avec les projets des autres acteurs du PAT.

3.2.2) Un projet en faveur de l'économie locale (pilier économique)

Depuis début 2017, Tours Métropole intègre la question agricole au développement de son économie. Il considère maintenant les exploitations agricoles au même titre qu'une entreprise. Jacques Le Tarnec s'en félicite, lui qui est maire d'une commune exclusivement rurale ne comptant que des exploitations agricoles.

Le PAT, comme son nom l'indique, est un Projet Alimentaire Territorial, un projet créé sur le territoire avec la volonté de favoriser l'économie locale. La question de l'économie locale est un point central du projet et provoque des divergences de points de vue selon les acteurs. Notamment sur l'installation de nouveaux maraîchers, majoritairement des néo-ruraux en réorientation. Ils pourraient permettre un renouvellement de génération et la mise en place de nouvelles pratiques, mais ils restent un point sensible pour certains maraîchers déjà installés qui les considère comme une concurrence potentielle. Pour ces maraîchers déjà présents dans le tissu agricole du territoire, le PAT pourrait leur permettre de développer de nouveaux marchés notamment à travers la restauration collective. Certains maraîchers comme Nicolas Sterlin se sentent capables de modifier leurs débouchés et considère leur exploitation comme une entreprise où « rien n'est immuable ». Là aussi les avis sont différents, comme de la part d'InPACT 37 qui affirme que la demande de produits locaux (fourni par des paniers en AMAP) est bien plus importante que l'offre, donc « le problème c'est que les maraîchers n'ont pas besoin de faire de la restauration collective alors que les élus veulent davantage fournir la restauration collective ».

Concernant l'économie globale du projet (financements, budgets subventions etc.), il est encore trop tôt pour connaître toutes les informations. A la suite de l'entretien avec Tours Métropole, l'utilité de nommer le projet PAT était plus claire. En effet, il s'agit d'une dénomination reconnue et

labellisée, ainsi cela facilite les démarches de subventions auprès de l'État. D'après le Président, la Direction de l'Agriculture a pris contact « pour envisager une labellisation du projet et pour travailler avec nous pour que le projet entre dans le cadre d'un PAT national ». Si cette labellisation arrive à terme, le PAT de Tours Métropole serait le premier de la région Centre.

Cette question sur le financement du projet n'a pas encore été véritablement abordée mais des questions sous-jacentes commencent peu à peu à faire surface. Un nombre important d'acteurs interrogés s'accordent à dire qu'au moment d'allouer les budgets, les relations vont se dégrader. Comme nous l'avons déjà expliqué, pour l'instant le projet n'en est qu'à la phase de co-construction et de réflexion. Aucune action n'a été mise en œuvre pour l'instant. C'est pourquoi, le déroulement du projet paraît très calme et serein. Mais au moment de distribuer les fonds pour la mise œuvre concrète du projet, des tensions peuvent apparaître entre certains acteurs. Tous ces acteurs ne défendent pas les mêmes modèles d'agriculture, ou alors n'ont pas le même intérêt économique.

3.2.3) Une réalité plus nuancée face aux valeurs environnementales valorisées par le projet

Les valeurs environnementales du projet ont été généralement bien moins exprimées dans les entretiens que les deux précédentes. Comme l'a exprimé Sylvain le Thio, agriculteur bio il n'y a pas vraiment de dimension environnementale dans le projet pour l'instant selon son point de vue. Pour les acteurs du Comité Technique, à savoir J. Le Tarnec et C. Tanguay, le point de vue environnemental est bien présent. Sans parler du bio ou non bio, le fait de développer un marché de consommation issue d'un circuit de proximité représente une action en faveur de la protection de l'environnement de fait. Mais il est vrai, que cette facette environnementale est bien moins discutée que la facette économique du projet. Il suffit de regarder l'intitulé des sous-groupes de travail : installation et tutorat, restauration collective et outils de transformation. Mais les questions du gaspillage alimentaire, de l'agroécologie etc., ne sont pas abordées.

Il y a des avis très différents sur le sujet notamment concernant la question du bio/pas bio dans la production. Cette question oppose directement InPACT 37 et la Chambre d'Agriculture et peut être un véritable déclencheur de conflit au sein du projet. L'ensemble des acteurs ont mentionné ce point comme étant le point sensible du projet. Il y a aussi un précédent sur le territoire comme nous l'explique Emmanuelle Renaud « il y a un peu d'historique sur le territoire puisqu'en fait la Métropole par le passé ayant beaucoup aidé à l'installation des maraîchers bio, ça a été mal perçu par les maraîchers conventionnels. C'était un peu comme une non reconnaissance de leur existence ». De plus, seulement 4 sur 20 maraîchers intégrés au PAT possèdent le label AB. Ainsi, prendre un parti 100% bio exclurait une grande partie des maraîchers du territoire. Le président du PAT s'explique : « Concernant le bio ou pas bio, bien sûr que nous allons progressivement vers le bio, je ne suis pas un intégriste. Au départ la Métropole voulait aider que du bio. Je trouve que c'est une hérésie ce n'est pas en donnant des coups de pied à un âne qu'on le fait avancer. Je crois que plutôt il faut s'inscrire dans une démarche beaucoup plus vertueuse aux convictions ».

CONCLUSION

Cette étude concernait seulement la phase de réflexion du projet, l'évolution et les démarches futures seront donc fondamentales pour compléter l'analyse et la réponse à notre hypothèse. La mise en place d'un PAT se déroule en plusieurs étapes :

- Impulsion de la démarche
- Fédération des acteurs et impulsions de la dynamique
- **Diagnostic du territoire et co-construction du projet**
- Mise en œuvre (structuration des filières et création de postes pour l'animation du projet)
- Pérennisation du projet

Cette première phase d'organisation qui a duré plus d'un an est une réussite dans la mesure où tous les acteurs impliqués au début sont encore présents dans le projet. Malgré des divergences d'opinions, des compromis ont donc été faits. Or, la prochaine étape du PAT risque d'être plus difficile puisqu'elle consiste à mettre en place des actions concrètes. Ces actions ne pourront être mises en œuvre seulement si des mesures pour l'instant mises de côté sont décidées et approuvées par la majorité des acteurs. Par exemple la question du bio, l'installation de nouveaux maraîchers, le mode de gestion privée ou publique de la légumerie, les budgets etc. Certains acteurs redoutent plus ou moins ce passage, Sarah Da Petitot reste sur ses gardes et semble convaincue que lorsque ses questions vont être abordées le projet aura du mal à reprendre forme. Laurent Blanchet et Jérôme Maltete ne sont pas aussi catégoriques mais appréhendent le moment où il va falloir trancher et décider. Jacques Le Tarnec, quant à lui, semble confiant.

Le PAT est un projet concret pour étudier le jeu d'acteurs. D'une part parce que c'est un Projet Alimentaire ainsi, il regroupe un ensemble d'acteurs différents qui interviennent tout le long de la filière alimentaire ou seulement à certaines étapes (production, transformation, consommation). C'est donc un projet qui, du fait de sa thématique portée sur l'alimentation, rassemble divers acteurs vers un objectif commun. Cet objectif est accentué par les relations spatiales que peuvent avoir les acteurs. En effet, il s'agit d'un Projet Territorial qui regroupe donc logiquement des acteurs spatialement proches. Néanmoins, cette proximité est difficilement quantifiable, on peut donc s'interroger sur la distance qui permet de délimiter un territoire et ainsi comprendre à partir de quel moment peut-on le qualifier de projet territorial. Concernant le PAT de Tours Métropole, la question de territoire est complexe. Si l'on se réfère aux 3 étapes principales de la filière alimentaire nous remarquons que le bassin de consommation se situe sur le territoire de la Métropole, or celui de la production va bien au-delà de ce même territoire. Comment alors définir la notion de territoire dans le cadre d'un PAT ? Les pistes de réponses à cette question seront éclaircies avec l'avancée du projet. En effet le lieu de nombreux espaces impliqués ne sont pas encore définis et pourraient permettre de mieux comprendre la question du territoire. Notamment les lieux de consommation (restauration collective), de transformation (légumerie) et de production (emplacement des exploitations maraîchères).

BIBLIOGRAPHIE

PARTIE I

- ADEME. 2011. « Intégrer la multifonctionnalité des sols dans la gestion des territoires - Sol et Politiques Publiques - Dossiers thématiques : Gessol ». 2011. <http://www.gessol.fr/content/integrer-la-multifonctionnalite-des-sols-dans-la-gestion-des-territoires>.
- AgrestePrimeur. 2014. « Utilisation du territoires en France métropolitaine », n° 313 (Juin).
- Agriculture et ville*. 2014. Espaces et sociétés, 158 = 2014, No. 3. Toulouse: Éd. Érès.
- AgroParisTech. 2017. « Les Disputes d'AgroParisTech : La ville peut-elle nous nourrir ? » Dailymotion. 16 novembre 2017. <http://www.dailymotion.com/video/x1a8s8r>.
- Assises Européennes de la Transition Énergétique. s. d. *Plénière : L'agriculture urbaine, levier d'action*. <https://www.youtube.com/watch?v=ktk6XLBnnoY>.
- Aubry, Christine, et Jean Noël Consalès. 2014. « L'agriculture urbaine en question : épiphénomène ou révolution lente ? : Dialogue entre Christine Aubry et Jean-Noël Consalès ». *Espaces et sociétés* 158 (3):119. <https://doi.org/10.3917/esp.158.0117>.
- Ba, Awa, et Christine Aubry. 2011. « Diversité et durabilité de l'agriculture urbaine : une nécessaire adaptation des concepts ? » *Noroi. Environnement, aménagement, société*, n° 221 (décembre):11-24. <https://doi.org/10.4000/noroi.3739>.
- Berrou, Jean-Hugues. 2013. « Documentaire : Des cultures et des villes ». Film-documentaire.fr. 2013. http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/45279_1.
- Bourguignon, Lydia, et Claude Bourguignon. 2017. *Manifeste pour une agriculture durable*.
- Brandt, Jesper, et Henrike Vejre, éd. 2004. *Theory, Values and History*. Multifunctional Landscapes, Vol. 1. Southampton: WIT Press.
- Cadore, Anne. 2007. « La médiation, un outil pour une gestion durable des conflits d'usage ? » La médiation : un outil pour une gestion durable des conflits d'usage. 44ème congrès : ERSA. http://museum.agropolis.fr/pages/savoirs/conflit_environnemental/la_mediation.pdf.
- Caron, Armelle, et André Torre. 2006. « Vers une analyse des dimensions négatives de la proximité : Les conflits d'usage et de voisinage dans les espaces naturels et ruraux », n° 7. <http://andre-torre.com/pdf/PDFpub10N1.pdf>.
- Cerema. 2017. « Planification ». 12 décembre 2017. <http://outil2amenagement.cerema.fr/planification-r1.html>.
- Chapuis, Jean-Yves, et Jean Viard. 2013. *Rennes, la ville archipel: entretiens avec Jean Viard*. La Tour-d'Aigue: Aube.
- CNLE. 2008. « Loi 2000-1208 du 14 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) - Le site du CNLE ». 2008. <http://www.cnle.gouv.fr/loi-2000-1208-du-14-decembre-2000.html>.
- « Conseil départemental du Morbihan - Environnement - Atlas de l'environnement du Morbihan - Réponses apportées - Les outils de planification urbaine ». 2017. 18 novembre 2017. https://csem.morbihan.fr/dossiers/atlas_env/reponses/planification_urbaine.php.
- Cubizolles, Loïc, et Florian Fontanaud. 2017. « Le consensus de l'agriculture urbaine et du modèle de ville compacte : deux notions contradictoires pour répondre aux mêmes critères de développement durable des villes ». Polytech Tours. www.applis.univ-tours.fr/scd/EPU_DA/LOCAL/2017PFE_S9et10_Cubizolles_Loic_Fontanaud_Florian.pdf.
- Daniel, Anne-Cécile. 2013. « Aperçu de l'agriculture urbaine en Europe et Amérique du Nord ». https://pdfhall.com/aperu-de-lagriculture-urbaine-en-europe-et-en-_598afabb1723dd15846f9ff2.html.
- Daniel, Jean-Marc. 2008. « L'économie de marché : liberté et concurrence ». *L'Économie politique*, n° 37 (février):38-50. <https://doi.org/10.3917/leco.037.0038>.

- « Des cultures et des villes, vers une agriculture urbaine. par École AgroParisTech ». 2017. Dailymotion. 16 novembre 2017. <http://www.dailymotion.com/video/x1683p2>.
- Desrousseaux, Maylis, et Lucile Stahl. 2014. « L'appréhension de l'agriculture urbaine par le droit français ». *Géocarrefour* 89 (1-2):65-73. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9475>.
- Dige, Gorm. 2015. « Infrastructure verte: mieux vivre grâce à des solutions fondées sur la nature ». *European Environment Agency*, février. <https://www.eea.europa.eu/fr/articles/infrastructure-verte-mieux-vivre-grace>.
- « Diversité et durabilité de l'agriculture urbaine : une nécessaire adaptation des concepts ? » 2017. 16 novembre 2017. <http://norois.revues.org.proxy.scd.univ-tours.fr/3739>.
- Donadieu, Pierre. 1998. *Campagnes urbaines*. Arles; [Versailles: Actes Sud ; Ecole nationale supérieure du paysage.
- Donadieu, Pierre, et André Fleury. 1997. « L'agriculture, une nature pour la ville ? » *Les Annales de la recherche urbaine* 74 (1):31-39. <https://doi.org/10.3406/aru.1997.3117>.
- Duchemin, Eric. 2010. « Viabilité des sociétés et agriculture urbaine », n° 215. <https://www.editionsquartmonde.org/rqm/document.php?id=4994>.
- Duchemin, Éric. 2013. *Agriculture urbaine: aménager et nourrir la ville*.
- Duchemin, Eric, Fabien Wegmuller, et Anne-Marie Legault. 2010. « Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers ». *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, n° Volume 10 numéro 2 (septembre). <https://doi.org/10.4000/vertigo.10436>.
- Dupriez, Agnes. 2012. *La multifonctionnalité, un outil pour mieux voir, comprendre et développer le territoire guide pour soutenir une démarche multifonctionnelle*. Québec: Ministère des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire. <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2098739>.
- Duvernoy, Isabelle, Françoise Jarrige, Paule Moustier, et José Serrano. 2005. « Une agriculture multifonctionnelle dans le projet urbain : quelle reconnaissance, quelle gouvernance ? » *Les Cahiers de la Multifonctionnalité*. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01026211>.
- Élus du Comité Syndical. 2012. « Trame Verte et Bleue Pays de La Châtre en Berry | Pays de la Châtre ». 9 juillet 2012. <http://www.pays-lachatre-berry.com/actions/Etude%20Trame%20Verte%20et%20Bleue.html>.
- FAO. 1999. « Focus: Questions relatives à l'agriculture urbaine », 1999. <http://www.fao.org/Ag/fr/magazine/9901sp2.htm>.
- . 2001. « Food for the Cities initiative ». 2001. <http://www.fao.org/fcit/fcit-home/fr/>.
- Fédération Nationale d'Agriculture Biologique. 2014. « Comment et pourquoi intégrer l'agriculture biologique à la TVB ? » <http://www.trameverteetbleue.fr/documentation/references-bibliographiques/fiche-outil-pourquoi-comment-integrer-agriculture>.
- Fleury, André. 2012. « Quelle ingénierie pour l'agriculture de la ville durable ? » *Natures Sciences Sociétés* 14 (4):399-406.
- Ghafouri, Atieh, Christiane Weber, Eliane Propeck-Zimmermann, et Emmanuel Dufrasnes. 2010. « La forme urbaine durable : Multifonctionnalité et Adaptation. Redéfinir les espaces urbains en tant que zones partagées multifonctionnelles ». www.entpe.fr/content/download/16940/85204/file/Atieh%20GHAFOURI.pdf.
- Goblet, Myriam. 2005. *Guidance on Urban Rehabilitation*. Conseil de l'Europe. Strasbourg: Council of Europe Pub. https://books.google.fr/books?id=GymapPvg2VIC&pg=PA86&lpg=PA86&dq=%E2%80%A2%09les+diff%C3%A9rentes+fonctions+urbaines+doivent+cohabiter+selon+de+nouveaux+crit%C3%A8res+de+compatibilit%C3%A9&source=bl&ots=gOdpPI1ShS&sig=5VOeg3NAq_iiu_vYnj3Ne_rE1o&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwjD0t6I7YLYAhUCLFAKHSB9C0EQ6AEIKDAA#v=onepage&q=%E2%80%A2%09les%20diff%C3%A9rentes%20fonctions%20urbaines%20doivent%20cohabiter%20selon%20de%20nouveaux%20crit%C3%A8res%20de%20compatibilit%C3%A9&f=false.
- Guellier, Chenu, Bispo, Martin, Sapijanskas, et Soubelet. 2016. *Les sols ; Intégrer leur multifonctionnalité pour une gestion durable*. S.l.: EDITIONS QUAE.

- Guimar, Xavier. 2011. « Les collectivités locales à la recherche d'une agriculture de proximité ». *Pour* 209-210 (2):169. <https://doi.org/10.3917/pour.209.0169>.
- Hoyaux, André-Frédéric. 2003. « Les constructions des mondes de l'habitant : Eclairage pragmatique et herméneutique ». *Cybergeo : European Journal of Geography*, janvier. <https://doi.org/10.4000/cybergeo.3401>.
- IHEDATE. 2017. « Les temps de la ville désirable ». 12 décembre 2017. <https://www.ihedate.org/?Les-temps-de-la-ville-desirable>.
- Keller, Catherine, Marie-Laure Lambert-Habib, Samuel Robert, Jean-Paul Ambrosi, et Éva Rabot. 2012. « Méthodologie pour la prise en compte des sols dans les documents d'urbanisme : application à deux communes du bassin minier de Provence ». *Sud-Ouest européen. Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, n° 33 (juin):11-24. <https://doi.org/10.4000/soe.173>.
- Koebel, Michel. 2012. « Les élus municipaux représentent-ils le peuple ? Portrait sociologique », octobre. <http://www.metropolitiques.eu/Les-elus-municipaux-representent.html>.
- Lagneau, Antoine, Marc Barra, et Gilles Lecuir. 2015. *Agriculture urbaine: vers une réconciliation ville-nature*. Neuvy-en-Champagne (72240): Éd. le passager clandestin.
- Laugier, Robert. 2012. « L'étalement urbain en France ». Centre de ressources documentaire (Aménagement Logement Nature). http://www.cdu.urbanisme.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/Synthese_Etalement_Urbain2012.pdf.
- « L'insertion de l'agriculture dans les projets d'aménagement des élus urbains ». 2017. 16 novembre 2017. <https://eue.revues.org/463>.
- Loudiyi, Salma, Caroline Maury, et Sylvie Lardon. 2011. « Agriculture(s) et projet urbain durable : issues incertaines, destinées imprévisibles: Le SCoT du Grand Clermont (Auvergne, France) ». *Vertigo*, n° Volume 11 Numéro 2 (septembre). <https://doi.org/10.4000/vertigo.11481>.
- Martin, Samuel, Nathalie Bertrand, et Nicole Rousier. 2006. « Les documents d'urbanisme, un outil pour la régulation des conflits d'usage de l'espace agricole périurbain ? » *Géographie, économie, société* 8 (3):329-50. <https://doi.org/10.3166/ges.8.329-350>.
- Marty, Nicolas. 2016. « AAC : Loi d'orientation foncière dans l'histoire de l'aménagement rural et urbain ». Billet. *Association française d'histoire économique* (blog). 2016. <http://afhe.hypotheses.org/9600>.
- Meunier, Myrina. 2012. « L'agriculture urbaine produit-elle des légumes de bonne qualité ? L'avis d'Ina Saumel ». Science Allemagne. 16 juillet 2012. <https://www.science-allemande.fr/fr/environnement-et-energie/agronomie/lagriculture-urbaine-produit-elle-des-legumes-de-bonne-qualite/>.
- Mougey, Thierry. 2017. « Droit de l'environnement - Fédération des PNR de France ». DAE Polytech Tours, novembre 24.
- Moustier, Paule, et Alain Mbaye, éd. 1999. *Agriculture périurbaine en Afrique subsaharienne: actes de l'atelier international du 20 au 24 avril 1998, Montpellier, France*. Montpellier, France: Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.
- Mundler, Patrick, et Juliette Rouchier, éd. 2016. *Alimentation et proximités: jeux d'acteurs et territoires*. Transversales. Dijon: Educagri éditions.
- Nahmias, Paula, et Yvon Le Caro. 2012. « Pour une définition de l'agriculture urbaine : réciprocity fonctionnelle et diversité des formes spatiales ». *Environnement Urbain / Urban Environment*, n° Volume 6 (septembre). <https://eue.revues.org/437?lang=en>.
- Poulon, Hélène. 2017. « RES'A.U. » RES'A.U. 2017. <http://reseauagricultureurbaine.net/>.
- Poulot, Monique. 2014. « Agriculture et acteurs agricoles dans les mailles des territoires de gouvernance urbaine : nouvelle agriculture, nouveaux métiers ? » *Espaces et sociétés* 158 (3):13. <https://doi.org/10.3917/esp.158.0013>.
- Pourias, Jeanne. 2013. « Inégalités d'accès à l'alimentation : un tour d'horizon des réponses possibles apportées par l'agriculture urbaine. Dans Agriculture : aménager et nourrir la ville », p319-338.
- Pouyanne, Guillaume. 2004. « Des avantages comparatifs de la ville compacte à l'interaction forme urbaine-mobilité. Méthodologie, premiers résultats. » 45. Les cahiers scientifiques du transport. http://afitl.ish-lyon.cnrs.fr/tl_files/documents/CST/N45/Pouy45.pdf.

- Québec (Province), et Groupe de travail sur la multifonctionnalité des territoires ruraux. 2012. *La multifonctionnalité, un outil pour mieux voir, comprendre et développer le territoire guide pour soutenir une démarche multifonctionnelle*. Québec: Ministère des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire. <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2098739>.
- Roth, Catherine, Council of Europe, Council of Europe, et Directorate of Culture and Cultural and Natural Heritage. 2005. *Guidance on Urban Rehabilitation*. Strasbourg: Council of Europe Pub.
- Saga Cité. 2014. « Saga Cité : l'étalement urbain version dessin animé ! » *Saga Cité* (blog). 2014. <http://www.sagacite.org/tag/etalement-urbain/%3Cstrong%3E%3C/strong%3Ewww.sagacite.org>.
- Serrano, José. 2012. « L'insertion de l'agriculture dans les projets d'aménagement des élus urbains ». *Environnement Urbain / Urban Environment*, n° Volume 6 (septembre). <https://eue.revues.org/463>.
- . 2015. « Aménager la multifonctionnalité des espaces périurbains - Tome 2 Mémoire ». Pièce jointe HDR T2 WEB.pdf.
- Sobocinski, Aurélie. 2013. « Le boom de l'agriculture urbaine ». *CNRS Le journal*, 2013. <https://lejournel.cnrs.fr/articles/le-boom-de-lagriculture-urbaine>.
- Tandille, Claire, et Bernard Poirier. 2010. « Les champs urbains du ScoT du Pays de Rennes ». 2. De nouvelles fabriques de territoire. DATAR. http://www.paysagistes-conseils.org/sites/apce/files/contenus/publication_annuelle/2015/r-champs_urbains.pdf.
- Van der Valk, Arnold. 2002. « The Dutch planning experience ». <https://webmailetu-zimbira.univ-tours.fr/service/home/~/?auth=co&loc=fr&id=28560&part=2>.
- Vianey, Gisèle, Sandrine Bacconnier, et Isabelle Duvernoy. 2006. « L'aménagement communal périurbain : maintenir l'agriculture pour préserver quelle ruralité ? » *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* août (3):355. <https://doi.org/10.3917/reru.063.0355>.
- « Xavier Guimar : « Producteurs, citoyens, élus doivent faire alliance » ». 2010. La Gazette des Communes. 2010. <http://www.lagazettedescommunes.com/118037/xavier-guimar-%C2%AB-producteurs-citoyens-elus-doivent-faire-alliance-%C2%BB/>.

PARTIE II

- « 15% d'autonomie alimentaire pour 2025 pour la métropole tourangelle ». 2018. *L'invité du 18:48*. RCF Radio. <https://rcf.fr/vie-quotidienne/15-dautonomie-alimentaire-en-2025-pour-la-metropole-tourangelle>.
- Jacques Le Tarnec. 2017. Tours Métropole investit aussi dans l'agriculture^{37°} L'information de la Touraine à bonne température. <https://www.37degres-mag.fr/interviews/interviews-politique/tours-metropole-investit-lagriculture/>.
- Laura Angers. 2018. « Réunion de restitution - Enquête maraîchage ». Chambre d'agriculture Indre-Et-Loire.
- Tours Métropole. 10/18. « TOME 2 : Diagnostic Territorial - PAT de Tours Métropole Val de Loire ». ———. 11/17. *Tours métropole Val de Loire soutient les circuits-courts et soutient les jeunes agriculteurs*. https://www.youtube.com/watch?v=6_2LWY8bbWY&t=14s.
- . 2018. « TOME 1 : Synthèse des 5 ateliers de travail - PAT de Tours Métropole Val de Loire ».

TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AU : Agriculture Urbaine
AUP : Agriculture Urbaine et péri-urbaine
AMAP : Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne
FAO : Food and Agriculture Organization of the United Nations (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
OGM : Organisme génétiquement modifié
LOF: Loi d'Orientation Foncière
SDAU : Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
SRU : Solidarité et Renouvellement Urbain
POS: Plan d'Occupation des Sols
SCot: Schéma de Cohérence Territoriale
PLU : Plan Local d'Urbanisme
ALUR : Accès au Logement et Urbanisme Rénové
ONU - Habitat : Organisation des Nations Unies en faveur de l'Habitat
SAFER :Société d'aménagement foncier et d'établissement rural
DREAL : direction régionale de l'environnement, de l'aménagement, et du logement
HAP : Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques
EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale
PADD : Plan d'Aménagement et de Développement Durable
DOG : Document d'Orientations Générales
ZAP :Zone Agricole Protégée
PAC : Politique Agricole Commune

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1: Contribution des différentes années de publication au total des publications sur « urban agriculture » (Daniel 2013).....	13
Figure 2: Domaine de définition de l'agriculture urbaine (Nahmias et Caron 2012).....	17
Figure 3: Multifonctionnalité de l'agriculture urbaine (Duchemin, Wegmuller, et Legault 2010).....	19
Figure 4: Gradient de production en fonction de différentes formes de production (Daniel, 2013).....	19
Figure 5: L'Agriculture urbaine, un levier pour intégrer la multifonctionnalité sur le territoire ? (Réalisation personnelle)	39
Figure 6: Le PAT : un projet aux acteurs variés (Source : Diagnostic Territorial Tours Métropole, 10/2018)	42
Figure 7: 8 fiches d'actions prioritaire (Source: livrable diagnostic final, Tours Métropole 10/18)	46
Figure 8: Territoires de proximité (Source : Tome 1 PAT, Tours Métropole 07/18)	48
Figure 9: Répartition des maraîchers sur le territoire (Source : Laura Angers, 2018).....	50
Figure 10: Nombre de maraîchers par débouchés (Source : Laura Angers, 2018).....	50
Figure 11: Historique de déroulement du PAT (Réalisation personnelle).....	51
Figure 12: Schéma récapitulatif des entretiens menés (Réalisation personnelle).....	60
Figure 13: Hiérarchisation des acteurs du PAT de Tours et étape d'intervention sur la filière alimentaire (Réalisation personnelle)	62

Annexe 1 : Rennes, Ville Archipel (IHEDATE s. d.)

La mise en œuvre de la ville Archipel, repose sur quatre piliers :

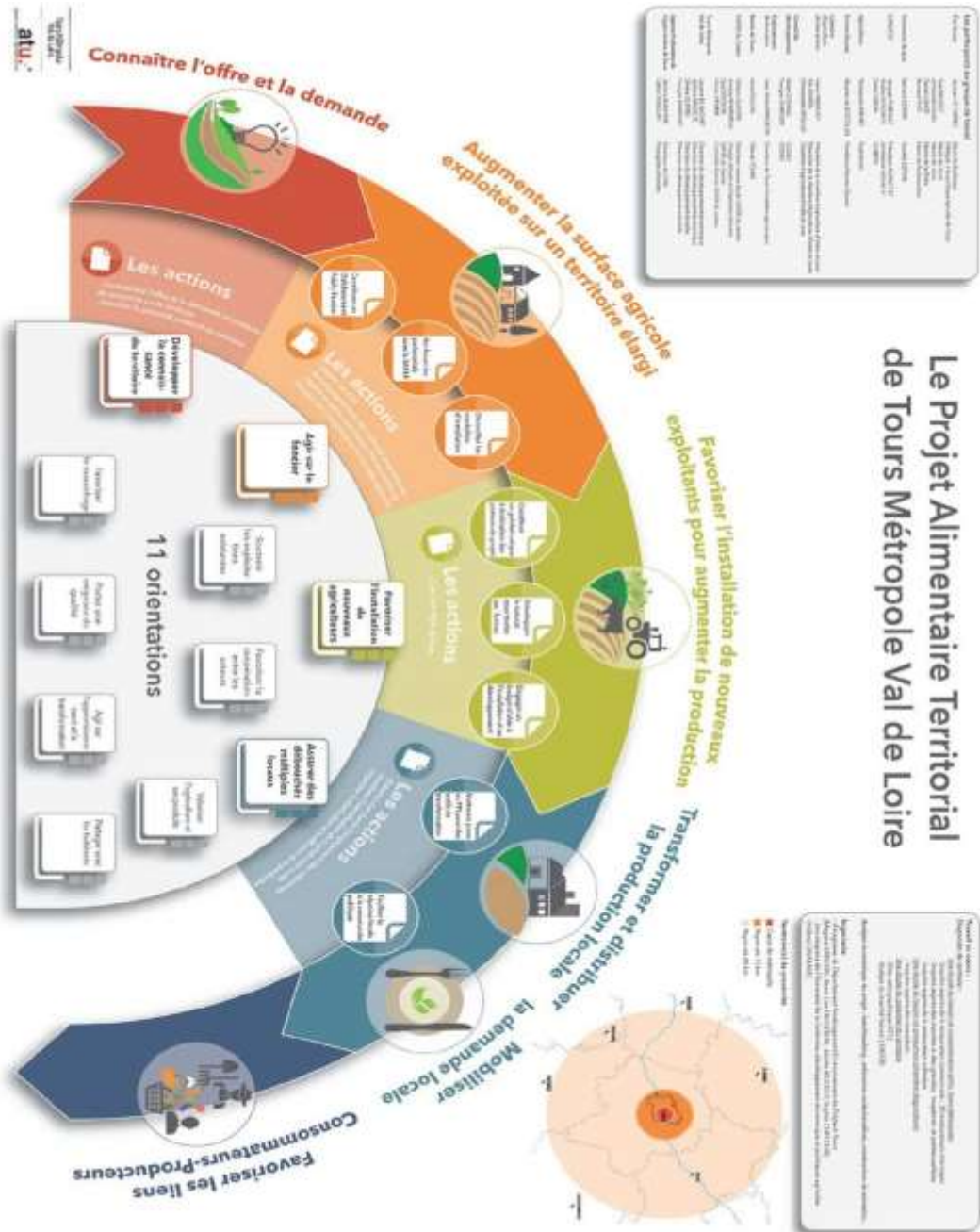
- ▶ L'élaboration progressive d'un consensus, au sein de la communauté d'agglomération, puis à l'échelle du SCOT qui en dépasse largement les limites, sur l'intérêt de la planification. Ce consensus se forge dans la durée, grâce à la conjonction d'une posture pédagogique (réunions d'information et de débat dans les communes), de diverses formes d'agitation culturelle (qui se traduit notamment par des interventions nombreuses d'experts, de savants qui contribuent à nourrir une culture commune) et d'un souci constant de l'action (qui n'interdit pas les adaptations chemin faisant).
- ▶ La constitution d'une solidarité d'agglomération permise par l'adoption dès 1992 de la taxe professionnelle d'agglomération et de mécanismes de redistribution (via la dotation de solidarité communautaire) qui ont favorisé depuis longtemps l'unification des taux de taxe professionnelle (jusqu'à la réforme de 2010) et la convergence des taxes sur les ménages. Ces mécanismes ont permis de réduire considérablement (de l'ordre de 75% en tenant compte des péréquations nationales) les écarts de richesse fiscale entre les communes. Il faut noter que la politique fiscale a été un outil puissant au service de l'aménagement communautaire puisqu'il permet de réduire la concurrence entre communes, de limiter les projets de zones d'activité et de rendre acceptable le maintien des terres agricoles et des coupures vertes.
- ▶ La convergence des instruments, qui vise à la cohérence entre les outils financiers (par exemple les dotations spécialisées « logement social » et « gens du voyage ») et les documents de planification : schéma directeur (puis SCOT), programme local de l'habitat et plan de déplacements urbains.
- ▶ L'attention portée aux différentes échelles de temps : le long terme de la politique foncière et de la planification urbaine et surtout du « dessein de la ville » ; le moyen terme du mandat électif - il s'agit de ne pas mettre les élus en difficulté par rapport à leur électorat municipal ; le temps quotidien des habitants et des usagers de la ville, qui s'est très tôt traduit par la création d'un bureau des temps, initié par Edmond Hervé et porté aujourd'hui par Jocelyne Bougeard.

Annexe 2 : CODE RURAL _ Article L 125-1

Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 188-1 à 188-10 du code rural relatives au contrôle des structures des exploitations agricoles, toute personne physique ou morale peut demander au préfet l'autorisation d'exploiter une parcelle susceptible d'une mise en valeur agricole ou pastorale et inculte ou manifestement sous-exploitée depuis au moins trois ans par comparaison avec les conditions d'exploitation des parcelles de valeur culturale similaire des exploitations agricoles à caractère familial situées à proximité, lorsque, dans l'un ou l'autre cas, aucune raison de force majeure ne peut justifier cette situation. Le délai de trois ans mentionné ci-dessus est réduit à deux ans en zone de montagne.

A la demande du préfet, le président du conseil départemental saisit la commission départementale d'aménagement foncier qui se prononce, après procédure contradictoire, sur l'état d'inculture ou de sous-exploitation manifeste du fonds ainsi que sur les possibilités de mise en valeur agricole ou pastorale de celui-ci. Cette décision fait l'objet d'une publicité organisée afin de permettre à d'éventuels demandeurs de se faire connaître du propriétaire ou du préfet.

Annexe 3 : Un PAT à l'échelle métropolitaine ?



Graphique 1 : Un Projet Alimentaire Territorial (PAT) à l'échelle métropolitaine ?

Annexe 4 : Acteurs du PAT de Tours

Les participants au projet partenarial		
<i>Élus locaux</i>	Jacques LE TARNEC	Maire de Berthenay, délégué à la politique Agricole de Tours Métropole
	Yves MASSOT	Mairie de Tours
	Emmanuel DENIS	Mairie de Tours et Tours métropole
	Daniel LANGE	Mairie de la Riche
	Bernard PLAT	Maire de Rochecorbon
<i>Commerce de gros de fruits et légumes frais</i>	Bernard ESTIVIN	Société ESTIVIN
<i>InPACT 37</i>	Jacques THIBAUT	Président d'InPACT 37
	Sarah Da Petitot	Animatrice ADEAR 37
	Didier GIBON	GABBTO
<i>Agriculteurs</i>	Temanuata GIRARD	Exploitante
<i>Chambre d'Agriculture</i>	Henry FREMONT	Président de la chambre d'agriculture 37
	Alix MARTIN	Directrice de la chambre d'agriculture 37
	Laura ANGERS	Chambre d'agriculture 37
	Emmanuelle RENAUD	Chambre d'agriculture 37
<i>Conseil de développement</i>	Kilien STENGEL	CODEV
	François SARRAZIN	CODEV
<i>Mairie de Tours</i>	Anne TALLOIS	Ville de Tours
<i>Etablissement de formation</i>	Jean-Michel BREGEON	Directeur de Tours-Fondettes Agrocampus
	Stéphane BARMOY	Tours-Fondettes Agrocampus
<i>SAFER du Centre</i>	Yohann QUINTIN	Directeur service étude SAFER du centre

	Amaury BARBEREAU	Chargé d'étude et d'opération foncière
	Amaury BARBEREAU	SAFER du Centre
	Florian HEMME	Conseiller foncier
<i>Tours Métropole Val de Loire</i>	Laurent BLANCHET	Direction du développement économique
	Jérôme MALTETE	Direction du développement économique
	Silvère GUERIN	Directeur du développement durable
	François BARRAULT	Direction du développement durable
<i>Agence d'urbanisme de l'agglomération de Tours</i>	Jérôme BARATIER	Directeur de l'ATU
	Céline TANGUAY	Paysagiste urbaniste

Annexe 5 : Lettre de mission «agriculture métropolitaine» de M.Briand à M.Le Tarnec

(source : Livrable mi-parcours du PAT 07/18)



République Française

COMMUNAUTE URBAINE

Le Président

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Dossier suivi par Silvère GUERIN
☎ 02 47 80 11 84
Mél : s.guerin@agglo-tours.fr
Nos Réf : R/1.1.

Monsieur Jacques LE TARNEC
Maire
Mairie
Le Bourg
37510 BERTHENAY

Tours, le 28 FEV. 2017

Objet : Lettre de mission « agriculture métropolitaine »

Monsieur le Maire,

Comme vous le savez, le rapport sur la Métropole adopté par le Conseil Communautaire le 29 septembre 2016 affirme avec force la nécessité de promouvoir aux lisières de la ville, une agriculture de proximité responsable et productive. La filière agricole traverse une crise sans précédent et il est de la responsabilité de la Métropole d'agir et de fédérer pour trouver des solutions pérennes.

Je vous demande donc de constituer un groupe projet autour de la définition d'une politique agricole métropolitaine active. Il s'agira de définir les conditions pour augmenter sensiblement la part de la production consommée localement. Il y a également lieu de définir ce qu'il faut produire, où, comment, avec quels soutiens de la puissance publique, avec quels débouchés.

Votre groupe projet sera placé sous la responsabilité de M. Serge Babary, Premier Vice-Président de la Communauté Urbaine, et constitué d'élus de cette dernière, de représentants de la filière dans leurs diversités, de membres du Conseil de Développement. Il s'appuiera sur les services communautaires – Directions du Développement Economique et du Développement Durable – et sur l'Agence d'Urbanisme de l'agglomération de Tours.

Je souhaiterais que votre groupe projet puisse me présenter ses premières conclusions avant l'été afin que les premières mesures puissent être portées au débat métropolitain à l'automne.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de mes salutations respectueuses.

A. Briand

Philippe Briand



Philippe BRIAND

Copie : S. BABARY

Entretien avec Laurent Blanchet et Jérôme Maltete
Service Développement Économique
Tours Métropole Val de Loire
23 février 2018
Entretien enregistré

C : Coline Souchon

L : Laurent Blanchet

J : Jérôme Maltete

C : Je vais commencer par faire un récapitulatif du projet. Notre premier semestre a été consacré à une étude théorique de la question de l'intégration de l'agriculture urbaine et de la multifonctionnalité. On a remarqué qu'un des leviers qui permet d'améliorer ou de freiner la pérennisation de l'agriculture urbaine c'est la relation entre les acteurs du territoire.

Ce second semestre concerne davantage une étude de cas, et notamment sur le PAT de Tours. On va essayer d'avoir un maximum d'entretien avec les acteurs du projet pour comprendre leur intérêt, leur objectif et ce qu'ils comprennent du projet. D'où notre entretien aujourd'hui.

Pouvez-vous commencer à décrire votre activité en général et ensuite ce que vous faites au sein du PAT

L : C'est un sujet qui n'est pas évident, pour rester très factuel, le PAT pour moi est né un peu d'une expression remontante du territoire et notamment une volonté politique, vous avez dû le comprendre en rencontrant Jacques le Tarnec (cf réunion restitution enquête maraîchers). Il avait mis un peu ça sur la table au sein de la métropole, un certain nombre de communes concernées par cette question, pas que du maraîchage celle de la ruralité de manière générale, et du coup il a réussi à faire acter que la question de l'agriculture pourrait être traitée à part entière par les présidents au sein de l'institution. Historiquement au sein de l'institution, c'était géré par la direction du développement durable (4D), (Direction Du Développement Durable)

J : Notamment à travers le Plan Climat porté sur l'agriculture mais ce n'était pas un thème traité par Tours +, c'était assez embryonnaire

C : Ce n'est pas la volonté du président, c'est vraiment Monsieur le Tarnec le monteur du projet ?

L : C'est vraiment venu de part et d'autre, nous ce qu'on y voit, je sais pas si c'est la réalité mais notre vision des choses c'est qu'il y a eu un séminaire organisé il y a 1 an et demi sur les secteurs/parcs/zones d'activités économiques et faire le point pour avoir une stratégie cohérente et Jacques le Tarnec est intervenu plutôt au «nom des petits maires ruraux», sans que ce soit péjoratif, pour dire qu'on ne parlait pas d'agriculture, pourtant il y en a beaucoup dans la métropole. Le président du développement économique et de la Chambre d'Agriculture était d'accord pour dire «on y va» et nous on nous a lancé sur une réflexion un peu partenariale sur les dynamiques agricoles. Sur les dynamiques agricoles plutôt que sur la question de l'autosuffisance alimentaire.

C : Donc finalement l'idée de base c'était pas le projet alimentaire territorial ?

L : **Non ce terme là est apparu au fur et à mesure du temps.** J'ai récupéré un document qui parlait du PAT. J'en ai parlé aux collègues de la direction du développement durable et tout le monde était d'accord, parce que finalement si on doit aller négocier des crédits auprès de l'Etat ce sera plus simple.

J : Les objectifs et démarches engagés trouvaient leur concrétisation dans un outil qui existait déjà. Il est déjà bien décrit et défini, c'est identifié par le Ministère de l'Agriculture, c'est un outil qui convenait assez bien.

L : Le titre est apparu après. Le démarrage, la lettre de mission c'est à dire que le président confie au vice-président quelque chose, à ce moment-là rien ne mentionne le PAT. On est sur un dynamique agricole métropolitaine, plutôt sur l'autosuffisance, et sur la base de ce qu'on a déjà fait précédemment, de l'accompagnement des maraîchers.

Notamment l'acquisition de certaines terres par les collègues du développement durable, qui étaient probablement à l'abandon ou en vente, donc on s'est positionné sur $\frac{2}{3}$ parcelles sur lesquels la collectivité à acheter le matériel et le foncier existant et a lancé des appels à candidature comme Clara Duprès à Fondettes et Stéphane Gallisson à Berthenay sur du maraîchage BIO c'était la logique du bail rural signé avec eux. Nous on a repris un peu ça au vol parce que la question du développement économique a intégré celle de l'agriculture

C : Parce que vous votre rôle au sein de la métropole c'est vraiment le développement économique ?

J : Nous on est chargé du développement économique, il y a 1 an les élus métropolitains ont souhaité que l'agriculture soit rattachée au pôle économique.

C : Donc c'est pour ça que vous êtes amenés aujourd'hui à travailler sur le PAT ?

J : Oui, à la base on ne travaillait pas du tout sur ça, l'agriculture c'était très exceptionnel et ça n'apparaissait pas dans nos missions affichées. **C'est un choix politique qui a été d'affecter l'agricole à la partie économique.** Du coup on a été intégrés logiquement à la construction du PAT, piloté par les 4D mais maintenant on est acteur du projet. Trois groupes de travail on était défini, on a nous a donc confié une animation d'un de ces groupes notamment l'aide à l'installation des maraîchers que nous sommes en train d'élaborer.

L : Au démarrage donc les 6 premiers mois, par rapport au jeu d'acteurs, il y a eu plus une mise en commun, à l'issue de cette commande là, un peu téléguidé par Sylvère (directeur du 4D), **l'idée au départ était d'associer un certain nombre d'acteurs et l'animation a été confié par l'ATU, Céline Tanguay.** Le premier groupe de travail concerné des questions assez basique, chacun est venu mettre du post-it.

C : C'était avec tous les acteurs concernés ?

L : Oui tous étaient invités, donc il y avait des élus, des représentants du monde agricole, des institutionnels comme nous, l'agence d'urbanisme, la SAFER, les syndicats agricoles, les établissements de formation, le grossiste Bernard Estivin, la Chambre d'Agriculture, le président était là aussi.

J : C'est un groupe qui existe toujours, ils se réunissent moins parce que ça s'est spécialisé dans des groupes de travail thématiques mais cette organisation là existe toujours.

C : Le principe du post-it : 50 idées, 11 orientations...

J : Au début ça foisonne il y a beaucoup d'idées et petit à petit ça se structure, un peu comme un entonnoir. Beaucoup de choses sont sorties et on a pu les regrouper et faire des axes de réflexion.

C : Et cette réunion c'est bien passée ?

J : Plutôt pas mal, au début c'était un peu difficile car il y a des positionnements très différents mais assez rapidement il y a eu des choses assez consensuelles qui se sont dégagées sur lesquelles les axes de travail se sont dessinés naturellement.

L : Il y avait 3 couleurs de post-it qui montraient les idées tentées, continuées ou arrêtées.

A la suite de ça il y avait une tendance qui est ressortie pour mettre en évidence 4 idées principales.

J : L'idée n'est pas d'écarter certaines idées mais de prioriser pour des questions de coûts, de délais etc. Mais les éléments intéressants ne sont pas mis de côté.

L : Sur les 4 prioritaires il y a eu de 2 «mini ateliers» de 4/5 personnes, sur ces 4 orientations 8 petits groupes de travail pour savoir quelles actions mettre en place.

C : Est-ce que vous pensez qu'il y avait une vision agricole partagée ?

L : Pas vraiment, à ce moment-là chacun pouvait venir avec ses idéaux. Ce qui venait de la formation ont évoqué plus des idées liées à la formation, la Chambre d'Agriculture a évoqué des choses plus consensuelles puisque c'était son rôle même si néanmoins derrière on sait qu'il y a une connotation syndicale qui existe au sein de cette chambre consulaire, certains élus qui ne connaissaient pas grand-chose à l'agriculture mais étaient intéressés par d'autres choses. En fait chacun venait et mettait sur la table ses préoccupations.

C : Est-ce que ce groupe de travail se poursuit encore ?

J : Moins sous cette forme là, petit à petit les choses se précisent et c'est le mode de travail en groupe thématique qui a été privilégié.

L : En octobre 3 groupes ont été choisis avec des référents, avec une durée limitée : 6 mois.

C : Maintenant quand l'ensemble des groupes se réunit est-ce vous sentez une évolution ?

J : On n'a pas encore fait de synthèse. Mais à préciser que ce sont 3 groupes complémentaires avec un objectif global qui est de faciliter et favoriser le développement d'une agriculture locale et tendre vers une autosuffisance alimentaire. A travers 3 thématiques qui vont dans ce sens-là. Chacun des groupes travaille sur sa thématique en ce moment et une synthèse sera faite en avril pour faire des propositions plus approfondies qui donneront lieu à une synthèse pour passer à l'étape suivante.

C : Et dans les petits groupes aussi ça se passait bien ? Est-ce qu'il y a eu des tensions ? Ou un besoin de médiation ?

L : Maintenant on a une forte proximité avec des gens qu'on ne connaissait pas. On va être en capacité de parler que de notre groupe. **C'est un groupe qui fonctionne bien, il n'y a pas de tensions mais même si on sait que les idéologies de InPACT 37 et la chambre d'agriculture ne sont pas exactement les mêmes.**

C : C'est la première fois qu'ils travaillent et se réunissent ensemble ?

J : Non ils se connaissent bien quand même, ils se retrouvent dans beaucoup d'instances. Ils prônent différents modèles mais c'est bien qu'il y ait une pluralité des modèles, il faut arriver à trouver des modes de fonctionnement qui permettent de laisser sa place à chacun.

C : Et c'est ce qui essaye d'être fait dans ce projet ? Prendre en compte les intérêts des autres ?

L : Jusqu'à présent chacun a pu exprimer «son truc» un peu dans son cône, de temps en temps il allait sur le cône de l'autre il n'y avait pas de soucis. Si l'objectif est de dire «l'agriculture c'est bien» il n'y a pas de problème après si c'est de dire «l'agriculture bio qui est bien celle conventionnelle moins bien» pas tout le monde est forcément d'accord. **Jusqu'à présent Jacques Le Tarnec a essayé et réussi à maintenir un certain équilibre même si de temps en temps il y a eu certains coups de feu.** Il y a aussi des élus notamment des élus verts qui serait pour une municipalisation de l'agriculture, par exemple pour la question de l'atelier de transformation, certains vont dire «oui 100% public» et d'autres «oui, 100% privé», certains vont dire «100% pour faire du bio» mais d'autres vont dire «oui mais 80% est produit par agriculture conventionnelle». **Aujourd'hui, Jacques Le Tarnec marche un peu sur des œufs et sans rien casser va dire oui aux uns et aux autres pour que chacun trouve sa place.** Probablement à l'issue de tout ça il n'y aura pas de positionnement politique fort.

J : Non on ne va pas dire «tout en bio», ça c'est un positionnement politique fort

C : Mais est-ce que cette condition rentre dans les objectifs du projet ?

L : **Non parce qu'il faut que chacun s'y retrouve mais en même chacun va devoir se positionner et il faudra faire un consensus, on n'est pas dupes chacun va faire en sorte pour que son modèle soit privilégié,** si les modèles des autres sont respectés aussi c'est plutôt bien, aujourd'hui on est plus dans ce schéma là. Mais si on veut trop stigmatiser des positions certains vont se mettre en retrait. Tout le monde agricole on le découvre quand on travaille dessus, le syndicalisme agricole assez puissant qui siège dans la plupart des organismes agricoles. Dans les conseils d'administration il y a un certain nombre de personnes qui font partis des syndicalismes agricoles, paysanne, bio, conventionnel. Les forces en présence sont aussi la traduction des représentations syndicales au sens noble du terme. Il y a des types d'agriculture défendus pas les uns qui est moins compatible avec les idéaux des autres, ça c'est clair et ça on l'aura. A un moment donné on ne pourra pas faire la synthèse.

C : Pour le moment l'objectif est d'être à l'écoute de tous les acteurs, et le moment difficile arrivera peut-être plus tard ?

J : Il y a un objectif global affiché qui est notre fil rouge, on est à l'écoute de toutes les sensibilités on aura un choix à faire prochainement à l'issue de cette réflexion, de ce diagnostic sur les actions concrètes à engager, pour estimer des budgets etc.

L : Plus on monte plus on peut sentir des frontières, la position de la Métropole est de voir l'intérêt de conserver le groupe où tout le monde peut s'exprimer. La crainte et ce qu'a dit M le Tarnec en préambule de la réunion la dernière fois et qui dit généralement à tout le monde

«Lorsque j'ai invité les personnes de confessions différentes je pensais que chacun allait dire sa vision des choses très différente de celle des gens en face» mais ça ne s'est pas passé comme ça. Finalement ça a permis de se croiser de discuter, chacun se retrouver il n'y a pas eu de stigmatisation, chacun s'est retrouvé dans son univers.

J : **Ce qui est bien dans cette démarche, c'est que l'initiative de la Métropole a permis de créer un cadre où chacun a pu s'y retrouver, ce qui n'est pas toujours le cas ce n'est pas toujours simple de se retrouver comme ça.** La réunion à laquelle vous avez assisté, c'est très rare qu'ils aient l'occasion de se retrouver comme ça, du coup ce genre d'initiative ça a un intérêt pour ça, pour échanger, construire etc. C'est ce qui s'est passé pendant cette réunion, ce cadre là a le mérite de pouvoir les faire échanger, et ça permet de créer une discussion qui avance et qui se construit, c'est bénéfique et positif.

C : Oui ça permet aussi de comprendre et connaître les intérêts et intention des autres.

J : Exactement, c'est plus les intérêts communs qui prennent le pas.

C : Ils sont venus avec des intérêts personnels et petit à petit un intérêt commun s'est formé ou pas vraiment ?

L : Oui mais qui remet pas en cause le modèle agricole préexistant, le but n'était pas de créer un nouveau modèle agricole. Partant de là chacun exprime ses opinions, chacun remet en cause les idées de l'autre, mais lorsqu'on va aller sur des actions concrètes, on va faire une action A, une action B mais on ne pourra faire une action commune sur des concepts majeurs, entre bio et pas bio par exemple c'est compliqué. Mais là, au moins, on les a réunis alors qu'ils étaient dans des univers différents, montrer leur point d'accord et de désaccord. Mais lorsqu'on redescend sur des philosophies pratico pratiques ça va bloquer. **Le but c'est de préserver les relations, on a plus une position consensuel ici, c'était la volonté de J.Le Tarnec qui à mon avis est aussi suivi par celle du président.** On a un objectif général qui est de prendre en compte la dimension agricole, on pourra faire de la permaculture, des paniers bio etc. et les autres ont est en capacité de les accompagner ? Tout le monde se sent concernés, il n'y a pas de frictions.

J : Tout le monde a pris conscience qu'il n'y a pas un modèle pour atteindre l'objectif, il y a plusieurs façons de faire. **Notre objectif est plutôt dans l'intérêt général. Le but est de construire une politique qui associe plusieurs dispositifs complémentaires qui concourent toutes au même objectif.**

C : Donc ce serait ça l'objectif de la Métropole dans le projet ?

L : Oui oui, aujourd'hui on est plutôt fédérateur d'acteurs qui pouvaient se voir dans d'autres dispositions. Là c'est encore assez simple tout le monde contribue, on n'a fermé la porte à personne. J. Le Tarnec est énormément sollicité par tous les acteurs, la voix de la Métropole apporte quand même, on sait que s'il y a des moyens financiers la Métropole mettra un peu la main à la poche, même si on l'a déjà dit on n'est pas le Ministère de l'Agriculture, donc on n'a pas les caisses du développement agricole ici et on les distribue pas comme ça. **Donc on est plutôt des organisateurs de troupes qui viennent d'un peu partout, et de là va sortir des choses intéressantes, et les élus choisiront ce qui les intéressent le plus.**

C : Les intérêts sont plutôt économiques ?

L : Pourquoi économique? Non je ne pense pas, l'intérêt est plutôt sociétal. Il y a une demande de la population sur davantage de produits locaux. La restauration collective veut faire écouler ses pratiques pour intégrer cette dimension-là, les maraîchers sont en capacité d'alimenter tout ça et voir comment ça fonctionne, ce qui va être compliqué c'est de créer une filière, on produit, on transforme, on consomme. Si le modèle marche avec la cantine de Tours ça pourrait marcher avec la cantine d'EDF.

C : L'objectif c'est de créer un modèle ?

L : Oui voilà

J : Tout en prenant en compte la multiplicité des marchés, qu'on ne soit pas captif d'un marché et laisser aux maraîchers la liberté d'écouler leur production autrement. Tout en assurant des volumes suffisant pour la restauration collective.

C : Il y a eu 3 maraîchers pendant la réunion de restitution qui se disaient prêts pour développer des activités comme pédagogie à la ferme. C'est des questions que pourrait se poser la Métropole ou ce n'est pas vraiment la question ? Vous êtes plus sur la production, la vente etc.

L : Nous on a une position consensuelle et on ne se force pas à l'avoir car c'est notre état d'esprit. Là ce qu'on dit c'est qu'on ne veut pas brimer les maraîchers pour aller dans un sens unique.

J : Le rôle de la collectivité peut être moins facilitateur, construire des outils pour sécuriser l'installation des jeunes entreprises agricoles en leur mettant à disposition du foncier, bâti, du matériel et de l'accompagnement pour sécuriser leur installation. Pour autant il ne faut pas négliger les entreprises déjà en place qui sont le mieux à même de répondre à l'objectif affiché. Quand j'évoquais la multiplicité des objectifs, on a fléchi des dispositifs qui permettent d'aider à l'installation et en même temps sur l'accompagnement des entreprises maraîchères déjà installées.

C : Et la mutualisation des outils ? Vous vous y intéressez ?

L : Ce n'est pas simple car on a ouvert toutes les boîtes mais on pourra pas aller partout. On a un champ des possibles large, on a un objectif, ça peut être du conventionnel, ça peut être de l'AB, ça peut être des déjà installés ou des nouvelles installations. Ou même de espaces de tests, où des personnes pourraient venir tester le maraîchage.

J : Si nous on est capable de s'engager sur des questions de visibilité sur du moyen et long terme ça peut matcher.

L : Aujourd'hui tout est ouvert car on est dans une phase de construction

C: Est-ce qu'il y a une échéance à votre réflexion ?

L : Normalement on s'était donné 6 mois donc fin mars/avril ça devrait se terminer, on a pris un peu de retard et on n'a pas le même rythme. La légumerie n'a pas été encore visité, les questions sur la taille sur la réelle nécessité d'en avoir une, les cantines sont-elles adaptées pour en avoir une. On a un outil commun privé et chacun vient avec son process, sa matière, mais ses recettes et garde la valeur ajoutée et qui intègre sa valeur ajoutée. L'objectif est d'avoir plus de produits locaux disponibles.

[Jérôme s'en va]

C: Je pense qu'on a eu toutes les informations qu'on voulait... La question de l'agriculture intra urbaine, ça pourrait aussi venir par la suite ? Pas forcément dans les lieux de production mais plutôt d'expérimentation ?

L : Oui comme les jardins perchés. Il y a un grand programme à Paris j'avais vu une émission, ils mettent des vignes, des cultures sur les toits.

C : A part à Paris c'est beaucoup d'entreprises privées qui développent ça.

L : Il n'y a pas de philosophies que ce soit des collectivités ou quelque chose d'autre. On a plus des initiatives privées donc on ne va pas s'en plaindre.

C : Le truc intéressant avec le PAT c'est la rencontre de plusieurs secteurs et ça pourrait se faire avec ce type d'agriculture

L : Mais le fait d'en parler et d'être inséré à d'autres réseaux, on pourra être aussi montré en tant qu'exemple. La question de l'innovation est aussi importante, il y a un jeune qui a monté ça Far in Box, qui plante des herbes aromatiques, il commence à développer son concept, on l'a rencontré ici avec Jérôme. Typiquement des initiatives comme ça, on pense que les gens vont venir nous voir.

[Enregistrement Terminé]

- **Laurent Blanchet met un dernier point sur l'importance de la métropole dans le projet «l'enquête maraîchère réalisée par Laura Angers c'est la métropole qui paye»**

Entretien Laura Angers, responsable circuits courts et proximité
Chambre d'Agriculture 37
06 mars 2018
Entretien non enregistré

C : Coline Souchon

L : Laura Angers

C : Pouvez-vous nous décrire votre activité ?

L : Arrivée il y a 1 an à la Chambre d'Agriculture, je m'occupe de l'approvisionnement local, restauration collective etc. Mise en relation entre les producteurs et les consommateurs.

Les projets aujourd'hui :

- Mise en place d'une plateforme logistique
- Interventions / montrer des choses qui se font déjà pour permettre aux acteurs de véritablement porter les projets

Je suis juste un appui, je ne porte pas le projet. Je permets aux acteurs de le faire.

- Parc de Touraine : réunir, suivi
- Groupe Bovin Viande : mise en place de l'approvisionnement local
- Mangez et Vivez fermier : reprise du projet d'accueil à la ferme
- Appui au service territoire : intervention dans le domaine de la restauration collective, rédaction de l'enquête auprès des maraîchers, recensement des producteurs de la région pour créer une épicerie.

Je me suis chargée de l'enquête auprès des maraîchers du PAT. Maintenant que cette enquête est terminée, j'ai la volonté de suivre ce projet.

C : Comment la chambre d'agriculture a été raccrocher au PAT ?

L : Emmanuelle Renaud a fait ce lien. La Chambre d'Agriculture «est un acteur incontournable sur ce sujet»

C : Est-ce qu'il s'agissait d'une volonté de tous ?

L : Oui, pour nous c'était un cas concret. Je suis juste salariée mais ça reste une bonne opportunité. Notre objectif (la Chambre d'Agriculture) est de mettre en place des actions/projets bénéfiques pour les agriculteurs **«On fait au mieux pour les producteurs»**

«Dommage si ça ne marche pas, si par exemple le prix n'est pas rémunérateur pour tous mais notre objectif premier c'est les producteurs»

«Fort intérêt de la part de tout le monde mais on n'a pas encore parlé des modalités (financier, conditions etc.)»

C : Comment vous voyez les relations entre les acteurs du projet ?

L : »J'ai adoré faire les enquêtes», avec Tours métropole il y a une bonne coopération, avec InPACT 37 nous avons des visions différentes mais je travaille avec tout le monde.

C : Avez-vous déjà ressenti des conflits ou des désaccords assez forts ?

L : «Non c'est juste les arguments qui sont différents, InPACT va davantage valoriser le bio, nous on est là pour tout le monde»

C : Est-ce vous sentez un intérêt commun pour le projet ?

L : **«J'ai l'impression que c'est un projet pour tout le monde»**. Je ne vois pas qu'il y a des intérêts personnels forts mais j'ai peut-être une vision un peu naïve des choses. J'aime le PAT c'est un projet intéressant car c'est multi-acteurs même si c'est difficile d'avancer.

Dans le groupe restauration collective il y a différents acteurs, des élus comme Temanuata Girard (agricultrice, La Ferme d'Ave et administratrice ADEAR 37) de InPACT 37 et on «travaille ensemble» même s'il y a une différence de positionnement entre les élus et salariés. **«L'élue va plus avoir des idées politiques»**.

C : Lors de la réunion de restitution est-ce que vous avez senti qu'il était possible de faire autre chose que de la production ?

L : Oui comme Monsieur Sterlin, un maraîcher qui souhaite faire de l'accueil pour les scolaires, un autre qui voulait faire des actions culturelles et pourquoi pas des soirées sous les serres ou encore un autre maraîcher qui voulait mettre en place des prêts de serres pour compléter sa gamme.

C : Est-ce vous travaillez sur ce sujet ? Le développement de nouvelles activités ?

L : Un peu avec le projet d'accueil à la ferme «Vivez et mangez fermier» mais ce n'est pas dans nos missions principales

« Il n'y a pas de maraîchers dans les groupes de travail mais c'est pas moi qui décide de ça »

C : Quel va être le but de la prochaine réunion prévu le 19 mars ?

L : Le but est que les maraîchers se rencontrent entre eux et désigne des groupes de travail pour parler des modalités : conditions du partenariat, objectif du groupe et son fonctionnement, principe du gagnant/gagnant en restauration collective.

C : Est-ce qu'à votre avis certains acteurs ont modifié leur vision des choses ou nuancé leur propos ?

L : **Je ne donne pas mon avis sur cette question, je n'aime pas trop parler de ça. Tout ce que je peux dire c'est que la chambre d'agriculture fait tout pour le bien des producteurs.**

C : Il n'y a donc pas d'adaptation du discours ?

L : «Non ça dépend des gens, et ça peut être bénéfique pour les échange multi-acteurs»
Le groupe de travail restauration collective travaille bien et dans le bon sens.

[Une fois que l'entretien était terminé au moment de partir]

L : Qui avez-vous rencontré d'autre ?

C : Tours métropole, Laurent Blanchet et Jérôme Malté

L : **Pour moi, la Métropole est hors-jeu d'acteurs, elle chapeaute le projet. C'est comme des animateurs mais ils ne sont pas dans le projet à part entière.**

Emmanuelle Renaud, responsable de services Territoires et Formation
Chambre d'Agriculture 37
13 mars 2018
Entretien enregistré

C : [Explicatif de notre travail] On a rencontré Laura Angers la semaine dernière qui nous a suggéré de vous rencontrer pour compléter ce qu'elle nous avait dit.

E : Oui tout à fait, peut-être qu'il serait aussi intéressant pour vous de rencontrer Alix Martin ou mon président qui ont également pris part au projet. Aussi parce que l'initiative du projet est partie d'une réflexion entre mon président et le président de la Métropole, M. Briand. Il y avait eu des échanges sur le souhait de pouvoir aider, même de façon indirecte, l'agriculture en introduisant davantage de produits agricoles dans la restauration collective notamment.

C : Ca s'est passé avant le début du projet ?

E : C'était juste à l'émergence, à la croisée des idées et des chemins suite à la crise agricole de 2016 qui pour nous était une véritable catastrophe. Il fallait pouvoir trouver des débouchés, de la valeur ajoutée pour les entreprises agricoles. Et donc pour la Métropole ça s'est très vite traduit par l'alimentaire. Forcément, la Métropole ne va pas acheter des céréales mais des produits alimentaires c'est possible. Je crois que c'est déjà à cette époque là que Jacques Le Tarnec était en réflexion sur comment construire une politique agricole sur le territoire de la Métropole. Donc ça s'est très vite orienté vers un PAT. Enfin c'est ma vision des choses.

C : D'accord, pouvez nous décrire votre activité au sein de la Chambre?

E : Ah oui haha. J'aurai pu commencer par là! Donc je suis responsable de services Territoires et Formation, c'est plus le volet Territoire qui nous intéresse aujourd'hui. Donc c'est toutes les relations avec les collectivités territoriales. Notamment aux différentes échelles : communales, interco, régionale voire au-delà. L'idée est d'accompagner les collectivités dans les réflexions autour de projet agricole de territoire [...]. J'ai également un volet sur tout ce qui est « aide ». Donc rechercher des aides pour les projets des agriculteurs, quand ils veulent créer un outil développer leur entreprise.

C : Et au sein du PAT, vous avez intégré directement les premières réunions de réflexion?

E : Oui, je ne sais plus si j'étais à la première mais en tout pour sûr j'étais à la deuxième où il y avait tous les exercices avec les post-its. Il y avait déjà eu des thématiques pré-identifiées sur lesquelles on a travaillé. L'idée était de cibler les actions prioritaires. Pour moi, c'était un exercice intéressant parce qu'autour de la table il y avait une grande diversité des personnes. Sur l'agriculture, en tout cas, il y avait une représentativité de toutes les mouvances qu'on peut avoir sur le territoire donc je pense pour ça c'est intéressant. Après il y avait tous les organismes un peu para-agricole et les personnes, comme M. Sarazin qui est enseignant-chercheur... Donc ça élargissait le champ, et donc ça c'est aussi riche dans le travail qui est fait dans ce projet.

C : Et au sein du PAT, quel est votre rôle précis ? Vous le partagez avec la directrice de la CA?

E : Oui, on va dire que moi j'ai plutôt un rôle de suppléance. Lorsqu'Alix Martin ou Laura Angers ne peuvent pas être là, c'est moi qui participe aux réunions. Mais je n'ai pas participé aux réunions sur la restauration collective, j'ai plus participé à celle sur l'action tutorat et installation. Mais même à la limite, avant la mise en œuvre des sous-groupes de travail thématiques. Il y avait des réflexions croisées qui avait déjà mis en avant les projets de tutorat, installation, espace test etc. Là, je suis retournée en remplacement d'Alix à une réunion du sous-groupe tutorat, l'idée c'était de voir

comment on articule tout ça avec ce qui existe déjà. Voir comment tout ça peut s'articuler, avec la logique aussi de Fondettes AgroCampus. On a déjà des partenariats forts avec eux, on se connaît et on sait comment chacun fonctionne. Donc l'idée dans ce groupe-là, c'était de dire «attention, il y a déjà des choses qui existent !» Il ne faut pas forcément recréer des modèles, c'est plutôt de regarder ce qui existe déjà et soit les améliorer, soit les arrêter si vraiment pas pertinent ou alors on les fait évoluer en intégrant les réflexions de la Métropole. C'est un peu ça ma participation à moi entre guillemets. Ensuite, moi j'interviens, ça ce n'est pas toujours très clair, donc j'interviens aussi dans le Co Dév. Dans le Conseil de Développement, les mêmes thématiques sont aussi travaillées, sans qu'elles se croisent avec les réflexions du PAT....

C : Le Conseil de Développement?

E : Alors, c'est une instance qui a été créée de façon obligatoire par rapport à la loi NOTRE. Toutes les collectivités doivent en avoir un. Du coup, le Co Dév est plutôt basé sur des gens de la société civile. Mais on est également quelques instances à être présente, la Chambre des Métiers est là aussi. Et il y a souvent des thématiques qui se rejoignent sans forcément qu'elles se croisent. Donc moi je suis un peu perdue des fois, entre savoir si je suis au Co Dév ou si je suis au groupe de travail (rire).

C : Le Co Dév fait également parti du PAT ?

E : Non, non ils n'y sont pas. Mais avec Alix, qui est sur un autre groupe sur l'économie circulaire, on a un peu de mal à voir comment les choses s'articulent.

Mais oui donc au sein de la Métropole, je suis dans pas mal de groupe. Donc c'est plutôt Alix Martin qui suit l'aspect groupe de travail «légumerie» et elle suit également le groupe tutorat espace test, et Laura suit le groupe «restauration collective». A côté de ça, la Chambre était en convention avec la Métropole l'année passée pour l'enquête maraîchage et ce qui se met en œuvre là c'est que finalement le groupe de maraîchers à qui on a restitué l'enquête souhaite pérenniser ces échanges internes au groupe. Donc on les revoit la semaine prochaine ?

C : D'accord, l'idée est de créer un sous-groupe de travail «maraîchers»?

E : Voilà

C : Et leurs réflexions aideraient à alimenter

...

E : L'idée c'est ça, alors on va voir. **Je pense qu'à terme, ce serait intéressant qu'il y ait des représentants de ce groupe dans les différents groupes de travail.**

C : Pour l'instant il n'y a pas de représentant des maraîchers ?

E : Dans les groupes de travail, non. Mais il y a un groupe qui s'appelle le CVMT. Je ne pourrai même pas vous dire ce que ça veut dire (rire). Je crois que le V c'est vulgarisation. Enfin, bref. Le président est Nicolas Sterlin. Dans tous les gens qui étaient présents à la dernière réunion tous ne font pas partis de ce groupe. Donc là le groupe est un petit peu plus large que le syndicat des maraîchers entre guillemets. L'idée c'est justement, qu'ils sont parfois sur des modèles différents. Ceux qui étaient présents l'autre jour, qui ne sont pas dans le CVMT, c'est plutôt des exploitants qui se sont installés ils n'y ont pas très longtemps et qui sont plutôt sur des modèles de commercialisation 100% direct avec des paniers ou des choses comme ça. Alors que les gens du CVMT ont plutôt d'autres axes de commercialisation. Historiquement, ils n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble. Donc l'idée, c'est aussi d'avoir dans le groupe de maraîchers également les nouveaux installés. Ils ont dit que c'était important pour eux d'être rattachés avec un groupe. **Moi aussi je suis en observation du jeu d'acteur, pour voir comment les uns et les autres vont soit ouvrir soit fermer la porte.**

C : Et le ressenti que vous avez eu lors de la dernière réunion ? Plutôt positif ?

E : Pour moi, c'était important qu'ils l'expriment après je pense qu'ils ne sont pas allés au bout des choses. C'est à dire que, vous le verrez avec Nicolas (Sterlin), mais je pense qu'il y a des personnalités dans le groupe qui sont encore un peu en observation et justement le but de ce groupe là c'est de travailler sur les attendus... Enfin, derrière il faut un engagement donc moi j'aimerais qu'ils l'écrivent. C'est quoi ce qui pense derrière le mot «engagement». Quand ils disent «il faut que la collectivité s'engage» bon d'accord mais qu'est-ce que ça veut dire. Est-ce que c'est juste un prix, juste un volume, juste une qualité de produit... ou alors c'est un ensemble de tout ça et jusqu'où eux sont prêts à aller vers ça. C'est ce que j'essaie.... Enfin j'ai eu Nicolas Sterlin au téléphone pour débriefer la réunion, ce que je lui disais c'est qu'à un moment il faut mettre en place un modèle gagnant-gagnant donc on est sur un compromis ! Donc il faut aussi se dire «qu'est-ce que nous on maîtrise et sur quoi on est prêt à agir» avant d'exiger des autres qu'ils agissent.

C : Est-ce que c'est quelque chose que les maraîchers ont compris lors de cette réunion à votre avis?

E : Oui oui je pense qu'ils l'ont compris. Après voilà, je pense que là on aura encore un peu de jeu d'acteur ! Il faudra un peu débroussailler et déminer (rire), mais en tout pour moi, lundi, c'est vraiment sur ça que je veux qu'ils travaillent. **Dans l'idéal, ce serait qu'ils fassent abstraction du projet de la Métropole** pour qu'eux ils se posent les bonnes questions sur leur fonctionnement et ce qu'ils ont envie de faire. Pour qu'ensuite, on soit en dialogue. C'est à dire qu'on est une base et s'est mis d'accord sur un certain nombre de choses après est-ce que c'est jouable ou pas et ensuite on pourra voir venir ce qu'il nous faut.

C : Est-ce que c'est ce qui va animer la réunion de lundi? C'est vous? Vous allez aussi essayer de faire un peu de médiation ou vous laisser les choses se faire par elle-même?

E : Non **dans un premier temps la Chambre animera, comme ils n'ont pas l'habitude de travailler ensemble.** On est sur un projet qu'ils découvrent, c'est pour ça que la dernière fois j'avais insisté pour que M. Le Tarnec fasse une présentation sur la totalité des travaux qui sont en cours. Parce qu'en fait les maraîchers, à part par Laura, finalement ils n'avaient pas de connaissance de ce qu'il s'est fait. Donc on leur demande aujourd'hui de raccrocher à un projet qu'ils ne connaissent pas. Ils ne savent pas d'où il vient, pourquoi, quels sont les objectifs etc. Donc ce n'est pas évident de raccrocher à un projet avec des gens qui sont en fonctionnement depuis plus d'un an, qui ont l'habitude de se voir, qui ont déjà un dialogue commun etc. La marge est importante quand même. **Et puis, il y a un peu d'historique sur le territoire puisque en fait la Métropole par le passé ayant beaucoup aidé à l'installation des maraîchers bio, ça a été mal perçu par les maraîchers conventionnels. C'était un peu comme une non reconnaissance de leur existence.** Et donc tout ça il faut réussir à le lever. C'est pour ça que c'était important que M. Le Tarnec reprennent les bases. Après ce qui est compliqué, c'est qu'on n'est pas sur le même pas de temps. Très clairement les maraîchers ils sont opérationnels. Donc eux, ils veulent produire et ils attendent le feu vert quasiment. Alors qu'on va que les groupes de travail ne sont pas prêts. A mon sens, il y a encore 5 ou 6 mois de travail avant que les choses soient claires.

C : Mais normalement la restitution est prévue en avril 2018, non?

E : Je sais pas, mais j'ai pas du tout l'impression qu'on soit aussi avancé que ça! **En tout cas, ce qui est compliqué c'est de passer du conceptuel à l'opérationnel.** Et là, je pense même si la restitution des sous-groupes se fait en avril il va y avoir une étape qui va être nécessaire. C'est à dire que si il y a un feu vert qui «la légumerie, on la fait!». **Oui, on la fait mais comment? Qui, à quel endroit, comment on l'approvisionne? Ce passage là est compliqué.**

C : Mais ce n'est pas justement ces questions qui sont discutées dans le sous-groupe de la légumerie?

E : **J'en sais rien. J'avais pas ce sentiment là... Mais bon c'est vrai que tous les groupes n'avancent pas à la même allure.**

C : Mais la prochaine réunion permettre un pas en avant, puisqu'il y a un acteur de la cuisine centrale qui sera là pour parler de la demande?

E : Oui, donc Cuisine Centrale de Tours j'ai pas vraiment l'impression que c'est Métropole c'est surtout chapeauter par la ville de Tours. Mais là encore, c'est qu'il faut prendre cette opportunité comme étant un exercice.

C : Essayer de comprendre la demande etc.

E : Oui, voilà. Comprendre la demande, voir ce qu'on est en capacité de faire immédiatement. Et si on peut pas, il ne faut pas le prendre comme un échec. Il faut plutôt se dire, bon on ne peut pas aujourd'hui mais qu'est-ce qu'il faudrait pour qu'on puisse demain ? Donc peut être que ce marché là va se fermer 1 ou 2 ans, mais il y a d'autres marchés sur la Métropole. Donc il faut réfléchir à comment répondre à la demande. Il faut donc en débattre avec eux, parce que c'est leur outil de travail, c'est leur entreprise. On n'est pas pour obliger. C'est eux qui prennent les risques, donc c'est eux qui vont proposer du coup. L'idée c'est de leur demander comment ils voient les choses. Il faut leur demander des questions techniques pour être dans l'opérationnel qu'ils maîtrisent. C'est vraiment le fait de franchir ces différentes étapes qui me paraît important. **Et puis nous on n'est pas là en donneur de leçon, enfin je veux dire qu'on est là en soutien au collectif.** On sait aussi que la pérennité d'un collectif réussi dans la durée si on se dit les bonnes choses au démarrage. C'est un peu ça l'enjeu, c'est de construire un groupe qui se fait confiance. Donc derrière la confiance, ça veut dire la qualité de la production, ça veut dire que si ils s'engagent ils s'engagent enfin y'a tout ça derrière. Nous on le sait! Mais eux il faut qu'ils s'en rendent compte et qu'ils le disent.

C : D'accord donc vous êtes vraiment là en soutien. Comment décririez-vous les intérêts de la Chambre dans le PAT?

E : **Les intérêts ils sont pas propres à la structure. Enfin je veux dire que nous on n'a pas forcément d'enjeu premier à ce que les choses se fassent. Mais notre enjeu et notre envie, c'est que les agriculteurs puissent déjà se maintenir, faire de la valeur ajoutée et puissent être acteur de tout ça.** Parce que derrière, il faut que les entreprises puissent survivre et l'idée serait de pouvoir en installer des nouvelles et de les développer. Nous après voilà... on n'est pas... on n'a rien à gagner directement. Après oui bien sûr, on n'est pas fleur bleue et quand on peut conventionner avec la Métropole sur l'accompagnement d'un groupe ben on le fait, parce qu'on travaille pour ça. Mais nous on n'a pas de bénéfice direct chez nous.

C : Mais, par exemple, si la légumerie se fait qui la financera?

E : Justement, c'est ça les grosses questions des maraîchers de la dernière réunion. C'est de dire «c'est pas à nous de prendre le risque», c'est l'exemple que leur donner la dernière fois : est ce qu'il faut que ce soit un prestataire privé. Mais ça c'est risqué, car si c'est 100% privé, le propriétaire peut décider de se faire plus de marge ou des choses comme ça. Donc faut être vigilants. Mais bon les entreprises en place n'ont pas forcément les reins assez solides pour mettre beaucoup d'argent dans un outil comme ça. En fait, je pense que c'est plus ça qui les interrogent. **C'est à dire qu'aujourd'hui le modèle n'est pas posé, bon moi je trouve que c'est une chance parce que ça veut dire qu'il est**

à construire, mais pour eux c'est absolument pas rassurant parce qu'ils ne savent pas où ils mettent les pieds.

C : Ce genre de projet agricole, c'est normalement la Chambre d'agriculture qui s'occupe de ça, le fait que sur ce projet ce soit la Métropole qui gouverne ne pose pas de problème?

E : Non, enfin je ne pense pas. C'est un travail collectif. Après c'est vrai qu'on insiste pour être présents dans les sous-groupes de travail parce que c'est pour défendre les agriculteurs.

C : Et que ce soit lors des premières réunions avec l'ensemble des acteurs ou maintenant dans les sous-groupes, comment décririez-vous les relations entre les acteurs? Est-ce que tout le monde fait plus ou de compromis, il y a une bonne écoute?

E : Moi j'ai trouvé que le débat était plutôt posé. **Il n'y avait pas forcément d'opposition au modèle et donc c'est en ça que c'était intéressant.** C'est là qu'animer les groupes de travail, ils ont vraiment joué ce jeu-là. C'est de veiller vraiment à ce que chacun puisse s'exprimer. Donc là-dessus, je pense qu'**ils ont été vraiment vigilants pour qu'il y ait une véritable expression et pour moi il n'y a pas eu d'animosité entre les acteurs ou des gens qui jouent les coudes pour être absolument présent.** Moi j'ai trouvé que c'était vraiment un débat posé où chacun était en capacité d'écouter l'autre. Forcément on a des questionnements sur bio ou non bio, mais il n'y avait pas d'animosité derrière ça c'est juste un questionnement.

C : Est-ce que vous pensez que cette question de bio ou non bio, justement, qui va arriver très bientôt avec la mise en place de la légumerie où il faudra trancher sur une décision, ça va apporter plus de difficultés dans la prise de décision?

E : Bon déjà, moi je ne suis pas convaincu qu'il faille trancher...parce qu'un outil de transformation peut faire les deux à partir du moment où les process sont bien séparés. Il faut que cet outil puisse répondre aux différents acteurs qui sont autour de la table. Je pense que le monde des maraîchers va être très vigilant sur cet aspect «bio» parce qu'ils sont pas tous bio. Par contre je pense que d'ici 10 ans les choses vont changer, je pense qu'il faut leur laisser la possibilité d'y venir par eux-mêmes mais pas de l'imposer.

C : Pour vous, les maraîchers ont été intégrés trop tard aux réflexions du PAT? Vous pensez que ça a été une erreur, ou alors il fallait justement laisser ce temps de réflexion et de mise en place...

E : **Oui je pense qu'un peu plus tôt ça n'aurait pas fait de mal. Ou au moins de leur présenter le projet plus tôt, par exemple avant l'enquête.** Parce que ça a été un gros questionnement de leur part, ils nous disaient «on entendu que l'agglo fait des trucs, mais qu'est-ce que c'est? Ils vont nous oublier encore une fois...». Donc il y a quand même eu une suspicion donc un moment faut crever l'aspect et se dire les choses. Puis il y en a qui ont une double casquette, qui sont élus local et agriculteur donc bon...

C : Vous pensez qu'il y a une vision vraiment partagée des intérêts de chaque acteur dans ce projet?

E : **Moi je trouve qu'aujourd'hui le débat qu'il y a autour de la table est plutôt convergent.** C'est pas que je vis toujours dans un monde idéaliste, mais **j'ai le sentiment que ce temps est nécessaire pour que chacun ait cette culture commune de cet objectif** finalement. Et aujourd'hui, je connais pas la position d'InPACT, mais je n'ai pas l'impression qu'on soit en concurrence sur les projets. Parce que qu'il y a des modèles différents qui sont portés par les uns ou par les autres et qui peuvent servir à un tout, ils sont compatibles et complémentaires.

C : Et le travail avec InPACT justement, comme vous dites, vous ne défendez pas les même modèles, ça ne pose pas de problème?

E : Ce n'est pas forcément une question de défendre des modèles parce que nous on accompagne tout type de projet dans le cadre d'une installation, là-dessus il n'y pas de soucis. Et Laura (Angers) et Sarah (Da Petitot) ont l'habitude de travail ensemble donc voilà on est sorti d'un modèle syndicalo-syndical. De toute façon la Chambre de par son modèle, elle est forcément représentative de l'ensemble des agriculteurs. Après on peut l'accuser de tout ce qu'on veut et dire qu'elle est plus tendance FNSEA mais il n'empêche qu'elle représente tous les acteurs.

C : D'accord, vous avez noté une évolution de l'état d'esprit des participants depuis le début?

E : Oui, j'ai l'impression qu'au départ il y avait beaucoup d'observation en tout cas dans les premières réunions. On était vraiment sur le jeu d'acteurs, où tout le monde s'observe et essaye de comprendre déjà le projet de la Métropole. Après j'ai le sentiment que très vite les uns et les autres on raccrocher. Mon ressenti est plutôt positif.

Entretien avec Sylvain, maraîcher à Saint-Genouph
Bio de l'Isles, maraîchage biologique
7 mars 2018
Entretien enregistré

C : *rappelle du sujet de l'étude* Pouvez-vous nous décrire votre activité?

S : Ici on fait du maraîchage en biologique. Le terrain fait 3ha, mais en fait on cultive 1.5ha à deux. Ce n'est pas énorme. On a cherché à avoir une production très diversifiée pour pouvoir avoir une offre exploitable en vente directe. Donc ici vendre au voisinage, ce n'est pas le premier objectif mais on le fait, et aussi vendre à Tours par l'intermédiaire de panier hebdomadaire diversifié. Au départ on devait faire que des paniers d'ailleurs, mais aujourd'hui on fait moitié de panier, 20% de ventes au restaurant et le reste en paniers. On est parti sur une petite surface avec peu de mécanisation et puis une grande diversité de légume (70 espèces avec plusieurs variétés, ce qu'on ne retrouve pas forcément chez d'autres collègues). [...] On essaye de dépenser le moins d'argent possible, de produire sans trop de motorisation.

C : D'accord, comment s'est passé votre intégration dans le PAT? A quel moment?

S : Alors comment ça s'est passé..? **En réalité, je ne sais pas trop. Je crois que c'est la Chambre d'Agriculture qui nous a contacté**, qui a du tomber sur Guillaume puisque ce n'est pas moi qui a été contacté. Mais on n'a pas fait de demande particulière...

C : D'accord, donc on est venu vous chercher?

S : On est venu nous chercher, oui et non. On n'est pas inconnu non plus. On a déjà rencontré plusieurs fois le maire de Berthenay qui préside le groupe de travail. Donc on n'est pas inconnu et comme on est en bord de la route beaucoup de gens nous connaissent. Après au niveau de la Métropole, je ne pense pas que... A part M. Le Tarnec, peut être qu'à la chambre d'agriculture quelques personnes nous connaissent. **Je sais pas trop comment on est rentré dans l'échantillon...**

C : Pas du tout par le biais d'InPACT 37 ?

S : Ça pourrait. Mais bon, jusqu'à cette année, depuis l'AG de l'ADEAR, j'étais administrateur de l'ADEAR. Mais on n'a pas exprimé forcément l'envie de fournir la resto co. Cela dit le sujet émergent on s'y est pas désintéressé.

C : Ça vous a tout de suite motivé, ce projet d'autosuffisance alimentaire?

S : Oui, en fait moi ça fait partie de mes finalités dans mon projet c'est de participer à l'autonomie alimentaire de mon territoire, du territoire où je vis. Donc là nous, ce serait concrètement par la vente directe. Mais avant de me lancer j'avais pas mal étudié la question de la resto co. Pour essayer de connaître les contraintes, est ce que c'était compatible avec notre schéma ici etc. Alors maintenant je vois le sujet qui revient, je ne sais pas trop jusqu'où on peut aller dans ce projet. Parce qu'on est petit, on ne produit pas de gros volume. **Mais on a sans doute une place à prendre, donc on s'y intéresse.** On veut participer, et je serai dans le groupe de travail le 19 mars prochain.

C : Est si vous participer à ce projet vous pensez plutôt allouer une partie de votre production actuelle au projet ou alors vous pensez agrandir votre surface cultivée?

S : Ben c'est à dire que nous, on est deux. On est un peu aux limites de ce qu'on peut faire à deux. Alors au niveau développement, il n'y a encore rien d'écrit. On pourrait prendre des salariés pour cultiver tout le terrain. Mais on aurait plus envie d'aller vers l'accueil d'un nouvel associé qui ferait qu'on augmente la production. Donc si on prend un nouvel associé et qu'on augmente la prod, il faut aussi se poser la question de quel serait les débouchés et dans ce contexte là : est-ce que ça peut ça peut être la restauration co? C'est vrai que ça peut être intéressant, c'est un projet à mener avec les collègues. C'est intéressant au niveau relationnel, c'est un projet en conformité avec nos finalités. Donc pourquoi pas? Mais on ne mise pas forcément là-dessus pour l'instant.

C : Donc l'intérêt que vous avez c'est plus de s'intégrer à un projet de territoire pas forcément dans le but d'y trouver un nouveau marché ?

S : On ne vient pas en conquérant, en disant il y a un nouveau marché il faut qu'on le saisisse. On est lucides, vu comment on travaille on ne peut pas forcément en tirer grand-chose. Quand on voit les produits demandés dans le cadre du projet, c'est des volumes importants (enfin que nous considérons comme important) de pomme de terre, de carottes. Ce n'est pas le créneau sur lequel on est. Ce n'est pas adapté à notre modèle. Ca on sait qu'on le laissera aux collègues, par contre si au niveau de la resto co ils s'ouvrent à d'autres légumes, qui sont dans notre spécialité, enfin que les autres ne font pas. Ca ça peut nous intéresser et on pourrait fournir ces légumes que les autres ne font pas. Et ça permettrait une offre assez diversifiée auprès de la resto co. C'est plutôt comme ça que je vois la chose. Ca permettrait de faire découvrir les légumes.

Donc il y a ça, et il y a aussi que nous on est en bio. On a aussi noté, la part de bio demandé pour le resto co donc voilà. Il y a deux axes qui nous permettraient d'être présents. Après il y a aussi, une troisième chose, c'est la légumerie. Et dans la réflexion que j'ai eue avant ce projet, j'avais envie de transformer une partie de la production. C'est une chose qui me semblait un peu logique. Ça demande par contre des moyens, des investissements. **Donc par le projet de légumerie, ça nous permettrait de faire des transformations qu'on ne peut pas se permettre seul.**

C : Par le biais de ce projet, ça vous a permis de rencontrer d'autres acteurs ? Comme lors de la dernière réunion? Ça arrive souvent ce genre de rencontre ?

S : Alors les maraîchers, on en connaissait quelques-uns. Enfin ceux qui se trouvent à proximité de nous. Après ceux qui sont plus éloignés, comme c'est pas du tout notre secteur on les ne connaît pas. Ils n'ont pas les mêmes dimensions, ils ne sont pas en bio, on n'a pas vraiment d'opportunités de se croiser. Par contre, ceux qui sont nos voisins on a eu l'occasion de les rencontrer. Là encore on n'est pas sur les mêmes dimensions. **Mais on a le point commun de la zone géographique. Après nous, on dialogue plus facilement qui sont soit dans le réseau de l'agriculture bio soit de l'agriculture paysanne. C'est plutôt ça, notre sphère professionnelle. Mais c'est vrai que les réunions comme celle de la dernière fois, ça permet d'avoir des échanges avec les collègues du territoire.**

C : Et donc la prochaine réunion que vous allez avoir c'est pour savoir si certains des maraîchers ont envie d'intégrer des sous-groupes de travail du PAT ?

S : Ouais bon... **Il y a les objectifs de la CA, on sent bien que c'est un peu téléguidé tout ça.** Après c'est pas du tout assuré que ça aille au-delà d'un groupe de travail entre maraîchers.

C : D'accord, donc vous ça ne vous intéresserez pas d'intégrer un groupe de travail avec les autres acteurs?

S : Ca dépend le sujet...

C : Sur la légumerie par exemple?

S : Je ne sais pas trop dire. **C'est vrai que je n'ai pas la vision très claire des groupes de travail qui sont constitués ou qui vont l'être.** Oui, la légumerie, ça m'intéresse. Mais comme je sais que je ne vais pas être représentatif de mes collègues, je ne pense pas que je serai le meilleur représentant. Je pense plutôt participer au groupe de travail entre maraîchers, s'il persiste. Pour qu'il y ait une réflexion entre nous. Après pour ce qui de la relation avec le projet de Tours Métropole, il y aura peut-être des personnes qui seront plus représentatives de la majorité que nous. On a vraiment un profil minoritaire. Je ne suis pas certain d'avoir plus à offrir que la participation au groupe des maraîchers.

C : Du coup, la relation entre les acteurs du projet, comme ceux qui étaient présent à la dernière réunion, vous la ressentez comment? Je veux dire vous sentez qu'il y a un objectif commun ou alors certaines choses qui ont été dites lors de la réunion vous ont gêné? Finalement, le ressenti que vous avez de la réunion avec tous ces acteurs?

S : L'objectif commun... (Longue pause) Il me semble que ce qui a émergé c'est que les collègues essayaient de travailler avec le territoire. **Qu'il y avait une certaine logique qui doit être économique et social. Pas environnementale je pense** (rire). On peut au moins se retrouver là-dessus. Ça pourrait être une bonne chose. Je pense que pour beaucoup, la question s'envisage comme la conquête d'un nouveau marché. Ce qui nous ne nous intéresse pas forcément.

C : Comment décririez-vous l'intérêt que vous avez à intégrer le projet? Si ce n'est pas pour le nouveau marché

S : **C'est contribuer et aider à ce qu'il se passe sur le territoire.** Tout simplement. Comme quand on rejoint une association. C'est de se dire qu'on a peut-être une contribution à apporter qui est dans nos moyens en termes de réflexion et de disponibilités. On ne renonce pas, on veut bien l'apporter. Peut-être qu'on a rien à y faire et on le saura vite. Mais pour l'instant on l'impression de participer à un projet collectif. Après si ça tourne à quelque chose de trop commercial, trop rigide, voilà, on quittera le groupe.

C : Je crois que j'ai déjà posé la question, mais je vais essayer de le formuler différemment. Donc à votre avis il y a une vision partagée des objectifs dans ce projet. Même si vous, vous ne recherchez pas de nouveau de marché mais que vous souhaitez seulement prendre part à un projet territorial. Mais est-ce que vous ...

S : Il y aurait une envie de collaboration entre maraîchers c'est ça votre question?

C : Entre les maraîchers et par exemple la Métropole qui représente la politique territoriale ?

S : Alors, oui. **Ca me paraît tellement évident qu'il faut créer ce lien. C'est dommage qu'il n'existe pas aujourd'hui.** Il y a quand même des collègues qui doivent déjà fournir la Cuisine Centrale de Tours par exemple. Mais euh, de viser plus haut... Oui je pense qu'on a tous envie de faire quelque chose dans ce projet, de participer à développer ce lien. Après il y en a pour qui s'est plus une vision commerciale, nous ce n'est pas notre cas. Je pense qu'aujourd'hui, il y a quelque chose qui peut naître. C'est peu l'objectif de la prochaine réunion entre maraîchers : c'est de vérifier quels sont les objectifs qu'on partage. Il me semble cette réunion doit aussi servir à ça. Donc répondre à cette question aujourd'hui me semble un peu délicat. Je ne suis pas certains de la réponse. Mais on sent qu'il y a une envie de collaboration.

C : D'accord, donc vous avez eu d'autres rencontres avant celles de la semaine dernière?

S : **Non, non c'était la première fois.**

C : Mais sans parler seulement de maraîchers, les autres acteurs du territoire?

S : Non jamais. Seulement Jacques Le Tarnec, mais plutôt en voisin. Il s'arrête des fois pour discuter de son projet de politique agricole. Mais sinon, c'était vraiment notre première participation concrète à ce projet. Il n'y avait rien en amont. **Il a juste eu l'interview, c'est tout mais pas d'informations ou autre chose.**

C : Est-ce que vous avez déjà pensez à faire autre chose que de la production sur votre terrain? Accueil de scolaire etc. Est-ce que c'est quelque chose que vous envisagez peut être plus tard?

S : Alors on fait déjà de l'accueil : des stagiaires, les élèves d'AgroCampus de Fondettes. Ce n'est pas vraiment un atelier pédagogique mais c'est plus pour avoir de la pratique manuel. Moi, j'ai déjà eu la chance de faire une présentation dans une école de Tours, celle de mes enfants. C'est aussi une de mes motivations, mes enfants mangent à la cantine de Tours donc j'ai envie qu'ils mangent de bons légumes tant qu'à faire. Après de là à accueillir des scolaires, c'est plus difficile à organiser pour l'école que pour nous. Et puis il faut vraiment y réfléchir, c'est un travail collaboratif avec les enseignants. Ne nous on a pas forcément la ressource pour lancer ce genre de projet...

C : Mais vous n'êtes pas fermé à l'idée ?

S : Non pas du tout. Si une école a un projet et que l'on peut l'accompagner dans nos moyens, on le fera. Mais aujourd'hui, ce n'est pas un projet qu'on développe activement.

C : Comme vous vous êtes installés sur le territoire assez récemment, comment s'est passé votre intégration au territoire?

S : Ça c'est bien passé. Il y a beaucoup de maraîchers qui se sont arrêtés spontanément pour se présenter. C'est plutôt bien. Certains nous ont prêté du matériel ou sont venus nous aider. Comme on n'est pas sur le même créneau que les autres, il n'y pas eu de méfiance. On n'empiète pas sur leur marché, donc je pense que c'est pour ça qu'on a eu un bon accueil.

Entretien avec Sarah Da Petitot, salariée

InPACT 37

13 mars 2018

Non enregistré

C : Pouvez-vous nous décrire votre activité ?

S : Il faut que je vous décrive le réseau dans lequel se trouve INPACT 37 pour que vous compreniez l'organisation autour de INPACT 37.

INPACT 37 est un pôle associatif qui regroupe 4 associations :

- ADEAR (Association pour le développement de l'emploi agricole et rural):
- Association pour l'agriculture paysanne, qui agit en fonction des besoins des paysans créé par le syndicat de la confédération paysanne.
- Accompagnement aux porteurs de projet
- Respecte la Charte de l'agriculture paysanne
- Les adhérents sont des paysans

- GABBTO (Groupement des agriculteurs biologiques et biodynamique de Touraine) :
- Association gérée par un conseil d'administration d'agriculteurs élus.
- Représente les agriculteurs certifiés bio ou en reconversion

- ATABLE (Association tourangelles pour une alimentation biologique locale et équitable):
- Association composée d'adhérents citoyens
- Prône le bio et le local
- Création d'un guide pour connaître les lieux où l'on peut trouver du bio et du local.

- ALTER'ÉNERGIES
- Construction en éco-matériaux
- Permet l'autonomie des fermes (intrants, énergies etc.)

INPACT c'est une association qui coordonne toutes ces actions.

C: Et vous, votre rôle exact dans tout ça ?

S: Je travaille avec les collectivités et les citoyens, on accompagne les collectivités sur certaines démarches. Avant on participait beaucoup à l'accompagnement des agriculteurs, aujourd'hui de plus en plus on est impliqué dans des projets globaux avec Tours Métropole par exemple. On les accompagne sur des projets d'installations comme Sylvain le Thio de Bio de l'Isle ou Clara Duprès.

C: Comment avez-vous été intégré au PAT ?

S: Il y a eu un appel aux associations pour participer à la réflexion, **Tours Métropole nous a contactés**. Jacques le Tarnec est aussi un bon ami de notre président (Président d'InPACT 37)

C: Quel sont vos intérêts dans le projet ?

S: Le PAT est récent comme concept, c'est un projet concret qui allie la sensibilité locale sur le territoire. C'est un projet pluri-acteurs avec une motivation politique... enfin modérément ... **Mais**

pour l'instant on a bien réfléchi et c'est en standby parce que nous n'avons pas encore discuté du budget.

C: Par qui le projet va être financé ? On a entendu parler que du fait l'appellation du projet comme «PAT» il était plus facile de demander des crédits auprès de l'Etat.

S: Il s'agit du budget de la Métropole. Le PAT n'a pas encore le label proposé par la DRAF. C'est le RNPAT.

C: Comment vous voyez les relations entre les acteurs ?

S: Heureusement qu'on n'est pas enregistré ...

C'est assez complexe, on vient tous de différents bords avec différentes sensibilités. InPACT est reconnu et apprécié par les élus et les salariés de Tours Métropole. Le message n'est pas clair ils ne se positionnent pas sur le 'bio ou pas bio'. Jacques le Tarnec veut inclure toutes les agricultures même s'il a quand même dit qu'il ferait en sorte qu'il y est une tendance vers le bio. Avec la chambre d'agriculture nous sommes complémentaires mais nous avons des visions différentes. Nous n'avons pas la même vision de l'agriculture. **Au moment où les budgets du PAT vont être alloués, je pense que ça va se compliquer. Le moment crucial sera aussi de savoir «qui fait quoi?».**

InPACT est financé par des financements publics et aussi de l'autofinancement. Il faut trouver des solutions pour financer notre activité.

C: Comment pour l'instant les choses se sont déroulées ?

S: De début 2017 jusqu'à aujourd'hui nous sommes dans une phase de réflexion. On a créé un cadre afin que tous les acteurs puissent participer et proposer des actions. Nous sommes en discussion avec Tours Métropole parce que nous ne faisons pas de choses matérielles mais de la prestation intellectuelle comme de l'animation, des espaces de test etc.

Mais on travaille ensemble, par exemple un agriculteur bio qui veut s'installer doit souvent passer par la chambre d'agriculture pour faire des formations.

La plupart des agriculteurs qui viennent vers nous sont en reconversion professionnelle.

C: Est-ce que vous pensez que vous avez un objectif commun autour du PAT ?

S: Oui **d'après moi c'est un objectif plutôt social.**

Mais les maraîchers ne font pas encore partie des sous-groupes, ils n'ont pas fait partie des réflexions.

C: Oui d'ailleurs allez-vous à la prochaine réunion ? C'est une première initiative pour intégrer concrètement les maraîchers au projet ?

S: **Je ne serai pas présente car je n'ai pas été invitée, vous voyez on est typiquement sur du jeu d'acteurs. C'est la Chambre qui s'en occupe.** Mais c'est Sylvain le Thio, maraîchers mais aussi membre de l'ADEAR qui nous représentera.

Ce n'est pas très représentatif ces groupes de travail car il y a des gros maraîchers, qui ne sont pas les mêmes profils de ceux qui vont s'installer.

Le problème ici c'est qu'il y a plus de demandes «d'AMAP, local etc.» que d'offre. Donc le problème **c'est que les maraîchers n'ont pas besoin de faire de la restauro alors que les élus veulent plus de restauro.** La restauro ne peut pas être le seul débouché à part si un agriculteur est sous régie mais souvent des personnes en reconversion professionnelle choisissent cette voie pour avoir leur indépendance.

C: Et du coup je ne sais pas si vous avez répondu mais l'objectif commun si il y en a un ça serait quoi ?

S: Je pense que c'est social, il y a beaucoup d'acteurs sur le projet.

Espace Test de Couveuse agricole: dispositif d'accompagnement à l'installation par des phases de test. Test de 1 à 3 ans et ensuite choix du maraîcher de continuer ou non. En comparaison avec ce qui a déjà été fait par Tours Métropole qui n'a pas marché pour certains agriculteurs car il n'y avait pas de suivi ni d'accompagnement.

C: Vous vous sentez soutenu par les autres acteurs ?

S: C'est un dispositif complexe, on est encore dans la phase de développement, c'est difficile de vendre quelque chose qui n'est pas encore bien clair pour tous.

On a donc nos projets perso comme cette couveuse agricole qui est difficile à mettre en parallèle avec le PAT : différentes échelles, différents acteurs etc.

Pour la petite anecdote j'ai parlé de cette couveuse agricole lors d'une réunion de sous-groupe du PAT, et la chambre d'agriculture m'a demandé «Est-ce que ça accompagnera seulement les agriculteurs en agriculture paysanne ?» J'ai répondu «oui». La chambre d'agriculture m'a alors répondu que ce n'était pas ouvert aux autres. C'est très compliqué c'est nos valeurs qu'on défend et une certaine forme d'agriculture. Tours Métropole défend ça aussi sauf qu'il y a la chambre et ça, ça va être compliqué. Ça va sûrement finir en «tel profil on s'en occupera et tel autre ce sera la chambre». Même si certaines aides passent forcément par la Chambre d'Agriculture.

C: Est-ce que vous sentez qu'il y a eu des évolutions dans les relations ?

S: Oui, on se dit les choses de manière plus transparente.

Par exemple, AgroCampus Fondettes ont mis en place un lieu test sur leur terrain mais c'est un lieu qui restera toujours un lieu teste car les agriculteurs ne peuvent pas choisir de s'y installer après la période de test. Alors que nous c'est un lieu de test éphémère. En fait ça ne fait pas longtemps que tout le monde a compris que c'était différent, enfin moi je l'avais compris... Mais je sentais qu'il y avait une relation plus tendue avec Fondettes. **Grâce au PAT et aux discussions qu'on y a eu, ils se sont rendu compte qu'on ne leur faisait pas concurrence même si on a le même objectif avec nos espaces test.**

Nous on avance de notre côté et avec notre réseau, on veut bien travailler avec eux mais c'est un peu une utopie de dire qu'on peut tous travailler ensemble. C'est relaxant de se comprendre. **Dès qu'on va parler de «sous» il va y avoir des complications.**

La Chambre est présente partout ! Nous, on a également essayé d'être présent dans chaque sous-groupe (grâce à l'ADEAR notamment). Mais ils sont plus nombreux à la Chambre, donc c'est plus simple pour eux se placer partout.

Annexe 10 : Entretien intégral de Céline Tanguay - ATU

Céline Tanguay, urbaniste-paysagiste

ATU Centre

14 mars 2018

Entretien enregistré

Co : Je n'ai pas besoin de vous réexpliquer tout le projet je pense...

Cé: Non non c'est bon

Co: D'accord, donc je commence directement. Pouvez-vous nous décrire le rôle de l'Agence au sein du PAT. A quel moment avez-vous intégré le projet?

Cé : Oui en fait c'est la mission qui a été confiée par le président, donc nous **on a été la cellule technique d'animation et de réflexion** et le responsable du projet d'un point de vue politique, c'est M. Le Tarnec. Donc il est chargé de représenter la parole des élus. Nous on est la production et l'animation.

Co : Vous êtes donc en charge de l'animation de certains groupes de travail?

Cé: Oui bien évidemment, c'est nous qui avons mis en place le modèle d'animation qu'on a partagé si tu veux avec le comité technique qu'on a formé avant les ateliers. Le comité technique c'est Jacques Le Tarnec, ATU donc Jérôme Baratier et moi, et puis le responsable au niveau de Tours Métropole Sylvère Guerin et deux de ses collègues du développement économique, Sylvain et Laurent. Donc si tu veux, on s'est rencontré en amont des ateliers. En gros l'agence proposée (rire) et puis après lors des ateliers on se partageait l'animation. Et après, l'agence était chargée de retranscrire les comptes rendus, et d'illustrer et de communiquer sur les documents que vous avez vu. Et au niveau de l'encadrement, on s'est également occupé de l'encadrement des 4 stagiaires de Polytech.

Co : Et aujourd'hui, faites-vous toujours partie d'un groupe de travail?

Cé : Oui, **celui sur installation et tutorat**. Et je suis l'ensemble des autres groupes mais je ne peux pas assister à toutes les réunions.

Co : vous êtes la seule représentante de l'agence dans les sous-groupes ?

Cé : Oui.

Co : L'intérêt de l'agence à participer au projet, c'est surtout parce que vous êtes missionné par la Métropole ou il y a d'autre intérêt pour vous ?

Cé: ben écoute, **l'agence d'urbanisme est au service des élus donc l'intérêt pour nous c'est une des thématiques qu'on juge importante par rapport à l'aménagement du territoire, et en fait cette thématique là c'est un peu nous qui l'avons poussé**. Elle ne sort pas du chapeau en janvier, même si elle est sortie comme étant une volonté du président en janvier 2017. Nous, on avait déjà poussé, et moi je travaille sur le sujet depuis plus de 10 ans quand même. Donc pour essayer d'inscrire dans la réflexion globale du territoire la question de l'agriculture nourricière. En fait, **notre rôle c'est que c'est un peu notre fond de réflexion que d'inciter les élus et les techniciens à réfléchir sur à élargir le champ d'opération du territoire**. On est là pour ça.

Co : Et quel est le ressenti que vous avez eu au fil de toutes ces rencontres avec les acteurs du projet? Comment ressentez-vous les relations entre eux?

Cé : C'est une très bonne question parce qu'en fait, **la première réunion que je vous ai déjà raconté où chacun campait sur ses positions et qui avait des postures de dire «moi je, moi je»**. Et donc le premier atelier a tourné autour du fait qu'il y avait présentation des partenaires. C'est assez symptomatique, ça devait durer 20 minutes et ça a duré 1h15! Donc déjà on n'était pas dans les clous par rapport au timing, **mais on a senti dans ce tour de table que c'était important que chacun se positionne et s'exprime clairement**. L'exercice des idées, on l'a pas fait du tout comme c'était prévu. C'est à dire que normalement les gens devaient y présenter leurs idées mais là c'était trop condensé. Donc on a essayé, sur un grand tableau de réunir tous les post-it et de réunir rapidement les blocs. Et après on a fait une restitution qui leur a été envoyée et après on a créé les groupes de travail. Et donc d'une posture un peu en retrait au départ, comme chacun avait un rôle à jouer dans les ateliers. Et tout le monde avait envie de connaître la suite, si bien qu'on a tenu tout le groupe jusqu'à la restitution qui été début juillet et qui été la première deadline qui nous était donné par le président de l'agglo.

Co : Et maintenant, dans votre groupe de travail les relations se passent bien?

Cé : Oh oui oui oui. C'est plutôt intéressant. Symboliquement, il y a la Chambre et InPACT 37 qui défendent deux types d'agricultures différentes mais maintenant on se rend compte que la Chambre fait beaucoup évoluer son discours là-dessus. Est-ce que c'est par obligation parce que la thématique c'est ça ? Mais bon... C'est moins dans ce linéaire de 12 mois de travail, que par rapport à des relations... Il y a une évolution en termes d'échanges, InPACT 37 font des choses et communique à la Chambre. Après faut pas idéaliser non plus, **mais moi mon approche, ma vision était tellement de voir deux mondes séparés que de la voir autour de la même table pour moi c'est vraiment «une grande victoire»**. Enfin victoire c'est exagéré, mais disons un pas en avant important. Et je pense que l'autre chose qui est différente, c'est que la Métropole et ses techniciens avancent dans leur tête sur cette thématique. Parce qu'à la base c'était vraiment une action symbole qui était issue du Plan Climat. Avec le truc «on achète une parcelle et on y installe Monsieur X», on arrive aujourd'hui à discuter d'une stratégie. Ce qui est totalement différent!

Co : Les PAT sont décrits comme des projets porteurs des 3 piliers : social, économique et environnemental, pour vous ce projet répond bien à ces 3 aspects?

Cé : Il est économique c'est sûr ! On parle de production et la production c'est de l'économie. Il est social parce qu'il répond à une demande, c'est un changement de société de consommation. Il est environnemental de fait (pause)... Après par rapport à la production, si on rentre dans le bio ou pas bio, on est encore un peu frileux.

Co : oui surtout qu'il n'y a pas de positionnement pour l'instant de la part de la Métropole sur cette question. C'est peut-être ce qui va poser soucis par la suite?

Cé : Qui va poser soucis, non. Ce qui est sûr c'est que par rapport à la resto co, où on a une responsabilité sociale, la loi dit qu'il faut 50% de bio dans les cantines en 2022 donner par le Grenelle de l'Environnement. Donc **c'est dans la loi, il va bien falloir produire du bio**. Mais ce que dit M. Le Tarnec, c'est qu'on n'exclut pas d'autre type de production (raisonnée par exemple). En fait, le jeu des acteurs c'est ça que tu regardes donc : **Aujourd'hui, on a réussi à mettre tout le monde autour de la table pour qu'il y ait échanges, discussions et productions. Donc l'étape suivante ce n'est pas de remettre de la crispation, maintenant on évolue vers quelque chose qui est une demande sociétale**. Donc un moment donné il va bien falloir trancher. Mais la question va se poser quand on va devoir écrire le cahier des charges pour ceux qui vont se servir de la légumerie.

Co : D'accord, et la prochaine réunion avec les maraîchers vous allez y assister?

Cé : Écoute, je n'ai pas été invité (rire)

Co : Ok, et une autre interrogation qu'on avait. Les maraîchers n'ont réellement intégré le PAT seulement lors de la dernière réunion où nous étions. Et c'est la première fois qu'ils entendaient parler du PAT. Est-ce que si c'était à refaire, il ne faudrait pas les intégrer plus tôt les maraîchers?

Cé : En fait, les maraîchers au sein du groupe de travail ils sont représentés par la Chambre, InPACT et différents acteurs. **Les maraîchers n'étaient pas invités nominativement, MAIS ils faisaient partie du groupe de travail de par leurs représentants.** Une des premières choses qu'il a fallu... et ça c'est quelque chose sur laquelle l'agence a beaucoup insisté. **C'est l'enquête auprès des maraîchers pour savoir ce qu'ils faisaient et ce dont ils avaient besoin. Et ça, ça n'a pas été si facile à faire accepter à la Chambre... Parce que c'est une chasse gardée de la Chambre.** Et l'agence avait évoqué l'importance de connaître l'offre et la demande, et lorsqu'on a rencontré la Chambre en disant voilà le plan qu'on s'est fait pour investir la réflexion du PAT il nous semble qu'il faut connaître ça et ça. La Chambre a dit «d'accord, mais l'enquête c'est nous!». Bon après on a échangé sur le contenu des enquêtes, en ajoutant des questions. La même chose a été fait pour la demande c'est à dire les enquêtes faites lors du stage collectif. Cette enquête était validée par l'agence et par la chambre. Si tu veux, la collaboration et l'échange c'est installé après. Mais au départ, la Chambre d'agriculture ce n'était pas sa tasse de thé que de travailler sur un projet alimentaire territorial. **En tout cas pas de façon partagée. Je ne dis pas qu'à l'intérieur de leur structure il ne le faisait pas mais ils avaient une propre démarche là-dessus qu'ils ne voulaient pas partager. C'est ça qui fait la différence !**

Co : Et surtout un projet comme ça qui est certes alimentaire, mais avec une grosse partie agricole. Le fait que la gouvernance vienne de la Métropole et non de la Chambre. Ça n'a pas posé problème?

Cé : Ben c'est un **projet politique. La Chambre a comme vocation d'accompagner les agriculteurs dans leur projet et de développer des projets qui... Elle n'est pas en charge de la planification en charge de l'aménagement du territoire.** En fait, le choix politique devrait permettre d'orienter son travail. C'est ce qu'il se passe aujourd'hui! Mais que ce soit porté par la Métropole, moi ça m'apparaît cohérent.

Co : Pour vous l'ensemble des acteurs partagent une vision commune du projet?

Cé : Il y a eu un rythme de travail important jusqu'en novembre/décembre 2017. **Après les sous-groupes on continue à travailler avec certaines choses qui se sont mises en place qui vont vers le projet. Après je trouve, qu'il y a une relâche.** Parce qu'on s'était donné comme objectif de faire un séminaire en avril et clairement on y sera pas! Mais j'en ai parlé avec Sylvère, et on va réunir le comité technique pour discuter de la suite. Parce que sinon chacun travail dans son coin.

Co : L'idée qu'on s'est fait avec Charlotte, c'est que là pendant 1 ans vous avez eu beaucoup de temps de réflexion qui ont été bénéfique, mais bientôt va arriver le moment de distribuer les subventions et de concrètement qu'est-ce qu'on fait. Est-ce que ça vous «effraie», vous vous dites «on a passé le plus simple et plus dur arrive»?

Cé : Je ne pense pas qu'on ait passé le plus simple. **La difficulté était bien de faire travailler tout le monde ensemble et que ça suive sur le long terme.** Moi ce qui me fait peur, c'est qu'il ne faut pas s'arrêter, de se réunir et de partager intergroupe. Parce que ça on ne l'a toujours pas refait. Donc en termes de méthodologie, il faut qu'on fasse quelque chose. Et ça c'est vrai que c'est beaucoup l'agence qui porte ça et pas que ça et c'est ça qui devient difficile. Parce que l'agence est initiatrice

de chose, qu'après elle porte techniquement. Là on a la chance que ce soit porté politiquement parce qu'on a la chance d'avoir un élu très impliqué. On est très souvent force de proposition et de tenir tout le monde, et ça, ça devient plus compliqué. J'ai envie de dire, quelque part ça devrait devenir le projet de Tours Métropole. Avec les techniciens de Tours Métropoles qui gèrent de leur propre initiative et que nous on soit associé pour un livrable ou des choses comme ça. Mais qu'on ne soit pas porteur, et je trouve qu'aujourd'hui on y est pas encore... Mais bon ce n'est pas la seule question à laquelle on n'est pas. Et il y a des choses que je ne peux pas dire....

Annexe 11 : Entretien intégral Jacques Le Tarnec - Maire de Berthenay

Jacques Le Tarnec, président du PAT

Maire de Berthenay

15 mars 2018

Entretien enregistré

C : Présentation du mémoire d'étude

Pouvez-vous décrire votre activité professionnelle et votre place au sein du PAT

J : Alors moi je suis maire d'une petite commune exclusivement rurale. On n'a pas une seule entreprise, mais on a que des exploitations agricoles qui sont aussi des entreprises. **Mais bon fallait-il encore que la Métropole prenne en compte que ce sont aussi des entreprises, mais bon ça y est c'est fait! Puisque maintenant l'agriculture fait partie du développement économique.** C'est déjà un acquis. C'est pour ça que j'ai manifesté très rapidement un intérêt pour la question agricole au sein de la Métropole et que l'on m'a confié la présidence de ce qui s'appelait le projet agricole métropolitain puis ce qui est devenu un peu plus opérationnel c'est à dire le projet alimentaire territorial. C'est à partir de ce moment-là que la volonté de constituer un groupe de travail c'est constitué. Donc quand vous parlez d'acteurs, nous on a réuni ce qui nous semblez être l'ensemble des acteurs qui ont un rôle dans le domaine agricole et de l'alimentation. Effectivement, si on parle de jeu d'acteur je peux vous dire que réunir 27 personnes avec des institutionnels mais également tout d'acteurs venant des différentes pratiques agricoles, ça me paraissait pouvoir se présenter de manière un peu compliquée. On avait la Chambre par exemple, qui est un acteur institutionnel. Parce que la Métropole, ce n'est pas le Ministère de l'agriculture, donc **si elle veut créer un projet agricole elle doit le faire en lien avec les acteurs qui sont déjà dans ce domaine et qui sont beaucoup plus implantés et opérationnel que ne l'est la Métropole.** Alors ça peut paraître évident, mais ça ne l'était pas au départ! Les relations entre la Métropole, son agence d'urbanisme et la Chambre étaient pas au plus beau! La SAFER, qui est également un acteur très important dans la gestion du foncier rural, et ensuite tout ce qui compte au niveau agricole : Ferme d'Avenir, InPACT 37, le groupement des agriculteurs bio. On y a mis également une centrale d'achat de traitement de produit avec M. Estivin, la confédération paysanne représentée par sa secrétaire générale. Il y avait 27 personnes, autant vous dire que je ne faisais pas mon fier en animant la première réunion. Je me disais plutôt «mais comment ça va se passer?». Parce que si chacun reste sur son pré-carré en comparant ses pratiques à celles des autres qui sont toujours forcément moins bonnes ça va être difficile.

C : Et comment vous l'avez ressenti comment au final ?

J : Et bien ça s'est très bien passé ! Chacun s'est présenté assez longuement c'est vrai, mais sans exagération. Bon je ne vais pas dire qu'ils se sont présentés modestement non plus, enfin ce n'était pas le but. Ils étaient là pour faire valoir qu'ils étaient là et qu'ils portaient une idée des pratiques et de l'organisation du monde agricole. Mais ça s'est fait directement.

Puis on est rentré dans la phase active, en séance complète puis en groupe de travail. **Alors quand j'ai vu arrivé sur le tableau les premiers post-it avec écrit «arrêtons d'opposer les différentes types de pratiques agricoles!», là j'ai soufflé et me suis dit «c'est bon! Ça y est ils ont compris et on va pouvoir travailler ensemble».** Et c'est ce qu'il s'est passé. Les idées ont foisonné, les discussions étaient de temps en temps un peu vigoureuses mais tout à fait censées, sans s'opposer forcément à d'autres. J'ai vu des contacts se faire entre d'un côté la permaculture et de l'autre le lycée agricole de Fondettes, c'était super ! Ce qui était intéressant lorsqu'ils discutaient, c'est que techniquement il y a des choses à faire. Ce croisement déjà me paraissait fructueux, et ça a été fructueux. Ça a abouti à des choses qui pouvaient être un peu délicates à gérer, c'est que quand ça foisonne d'idées comme ça il faut recadrer. Et puis au final, la commande du président 'était «je veux du concret, on n'est pas là pour parler de concept». Ce qu'on veut c'est des actions qui peuvent être visibles et qui produisent des fruits. Et c'est ce qui s'est produit ! Alors là, aussi il y a des gens qui

promouvaient certaines organisations, comme la notion de régie. Bon les discussions étaient ouvertes et on a voté et finalement la notion de régie n'est pas passée. Donc à l'issue de ces discussions, on a choisi 3 orientations : donc faciliter l'implantation de nouveaux maraîchers, de réfléchir à des outils restructurant (légumerie) et la restauration collective. Ce qu'on a mis en évidence, c'est qu'il ne suffit pas de décréter quelque chose pour que ça fonctionne. **En travaillant comme on l'a avec cette diversité d'acteur, on s'est rendu compte qu'on touchait à ce qu'on le système alimentaire.** Et donc, il existe tout un cheminement entre la production, ou même l'installation, et le client qui mange le produit. C'est valable également pour l'élevage et le lait, bon dans ce cas on s'est focalisé sur le maraîchage. Mais la Métropole n'exclut pas le reste, elle ne s'interdit d'intervenir par des actions d'appuis qui reste à définir sur d'autres domaines que le maraîchage. **Mais, pour l'instant en tout cas, le PAT est complètement accès sur le maraîchage.** Donc on a vu qu'entre celui qui produit et celui qui utilise, il y a tout un système auquel il faut réfléchir parce qu'il y a beaucoup de freins qui empêchent de passer d'une étape à l'autre. Par exemple, les maraîchers qu'on a enquêté pour l'analyse du bassin de production et qu'on leur parlait de l'opportunité que pouvait représenter la restauration collective, notamment scolaire, ils n'étaient pas intéressés. Ils disaient déjà avoir leurs clients, leurs marchés, que la demande était compliquée etc. Mais après, ils nous ont appelé pour savoir où on en est dans le projet. Après il y a eu la réunion des maraîchers où là on a bien senti qu'ils ont envie et qu'ils se sentent capable de répondre à cette demande en se réorganisant. Sous-entendu, «jeu d'acteur» : ne mettez pas trop de nouveaux maraîchers, parce que finalement vous allez nous faire de la concurrence. C'est en effet une problématique que nous avons déjà pris en compte, mais il y a des équilibres de marché à trouver.

C : D'ailleurs, dans l'enquête faites sur les maraîchers, seulement 20 d'entre eux ont été interrogé. C'est représentatif du nombre de maraîchers sur le territoire de la Métropole?

J : Alors, oui ils ont quasiment tous été interrogés. Bon je dis «quasiment» par précaution, mais il n'y en a pas tant que ça en fait des maraîchers. Bon il y en a des grands et des petits quoi....

Oui, donc on s'est rendu compte qu'entre ces 2 extrêmes il y avait beaucoup à réfléchir. En particulier sur les outils de transformations. A cause des quantités qui vont être demandées. Donc, l'idée d'une légumerie qui avait émergé et devenue totalement nécessaire. Et puis il y a aussi tout l'aspect logistique qui est un élément fondamental du fonctionnement de ce système alimentaire territorial et qui pose problème.

C : Et donc la légumerie, qui est le sujet d'un des sous-groupes de travail, paraît une des actions qui va se concrétiser en premier?

J : Non non, parce qu'il y a d'autre chose qui sont faites et qui ont été faites avant même que notre projet alimentaire territorial ne soit concrétisé projet nationale. Oui, parce qu'on a des contacts pour cette concrétisation. La préfecture a souhaité venir nous voir après une présentation que j'ai faite du PAT en réunion avec Mme la préfète qui souhaitait réunir les producteurs et les grandes surfaces. Ils ont été intéressés par le projet et maintenant ils nous disent qu'il faut absolument qu'on travaille ensemble. **Ce serait le premier projet alimentaire territorial labellisé en région Centre, ça peut ouvrir des portes vers des subventions pour aboutir dans vos projets. Donc c'est parfait! Tout se met en ordre...** Oui donc je vous disais, il y a déjà des choses qui se font. On a réfléchi sur les espaces test : c'est comment sécuriser une installation d'un nouvel entrant qui veut s'installer en maraîchage.

C : L'espace test d'AgroCampus de Fondettes fait partie du PAT?

J : **Alors, c'est ça qui est extraordinaire et qui montre la bonne volonté des acteurs. C'est que, InPACT qui a déjà des espaces test, et AgroCampus va pouvoir mettre en place son espace test en septembre. Et ils considèrent qu'on réfléchit tous ensemble à tout ça. C'est à dire qu'on a**

mutualisé nos forces! Ce qui ne veut pas dire que c'est la Métropole qui va piloter tout ça, mais simplement on fait partie d'un tout. Il pourrait y avoir un guichet unique : par exemple la Chambre. Ce qui nous paraît logique puisque c'est son rôle institutionnel. Ça permettrait de pouvoir accueillir et de diriger sur le type d'agriculture à mettre en place sur tel et tel espace disponible sur la Métropole. Donc il y a des choses qui existe déjà et on a décidé d'avoir une vision commune, pour pas que chacun bosse dans son coin sans savoir ce qu'il se passe à côté. **Et ça, je trouve que c'est assez extraordinaire comme résultat.** C'est un peu inespéré. Bon après on ira peut être jusqu'à partager... **là je viens de voir avec InPACT 37, ils ont des documents très formalisé sur lesquels ils ont beaucoup travaillé bon là j'ai quand même des scrupules à ce qu'ils nous donnent ces documents et quand mette nous tampon Métropole,** c'est un peu gros quoi... Ça pose pas plus de problème que ça, mais bon si on a recours à un accompagnement. Imaginons que quelqu'un vienne sur AgroCampus, le plus intéressant au vu d'un certain nombre de critères qu'il s'installe, bon ben si AgroCampus facture de l'accompagnement bon on va essayer de voir dans le budget métropolitain si on peut garder un budget pour l'accompagnement. Donc on a commencé à réfléchir à tout ça, on essayer de formaliser MAIS en s'appuyant sur des documents que d'autres nous prêtent pour qu'on puisse s'en inspirer et qu'on soit tous dans une mouvance qui soit globalement cohérente.

On est vraiment sur la mutualisation et la coordination !

C : Et donc vous avez une double casquette dans ce projet, maire de Berthenay et Président du PAT, est ce que vos intérêts pour le projet sont différents en fonction de ces deux rôles que vous jouez ?

J : Non, pas du tout. **Moi, mon intérêt en tant que maire c'était de faire en sorte que mon territoire fonctionne.** Je suis déjà lourdement handicapée puisque je n'ai pas une seule entreprise, ma compensation de taxe professionnelle est inexistante. Je n'ai rien. Une entreprise agricole ne rapporte pas de taxe professionnelle comme une entreprise. Ma par contre moi je veux un territoire qui vit. On ne peut plus construire que 7 maisons après c'est fini. La population n'augmentera plus jamais. Après on a un territoire qui est tout à fait présentable aux lisières de la ville, il fonctionne parce que quasiment 99% des terres agricoles sont exploitées de manière agricole et je tiens à ce que ça continue. **Mon intérêt à moi c'est de valoriser au mieux les espaces agricoles qui pourraient potentiellement muter.** Bon c'est une mutation limitée, soit devenir agricole petite polyculture ou maraîcher... **Mon intérêt est particulièrement modeste, cela ne nous apportera rien au niveau financier à la commune mais ça permet de faire vivre le territoire et puis de pérenniser nos paysages.** Et il peut également avoir un intérêt environnemental...

C : Justement, les PAT sont décrit comme permettant de répondre aux piliers DD : social, économique et environnemental. Pour le projet que vous êtes en train de mettre en place répond équitabement à ces 3 piliers?

J : Ah oui! On a une autre parcelle sur Berthenay qui été acquise il y a quelques années, ce sont des actions qui ont déjà été engagées et qui fonctionnent mais qui pourraient fonctionner mieux mais qui fonctionnent. Il y a aussi ces 5 ha à Chardonnay, un maraîcher s'est installé, une année dans le cadre d'une opération menée par la Métropole on a replanté des haies tout autour de ces 5 ha.

C: Dans le PAT est-ce qu'il y a des mesures qui vont être prises en faveur de l'environnement comme motiver les agriculteurs à passer en bio ou alors comme la finalité du projet est de nourrir en restauration collective...

J: Ce n'est pas que ça, pour moi c'est un déclencheur la restauration scolaire, on a misé dans un premier temps sur des nouveaux entrants, des personnes qui voudraient s'installer en maraîchage et à qui on aurait facilité l'installation, en leur ouvrant la possibilité de fournir le marché de la restauration collective et on sécuriser leur parcours en leur disant «voilà vous allez déjà avoir un client relativement important nous exigeons que ce ne soit pas votre seul client mais c'est pour vous aider».

A ce moment-là on a vu la réaction des autres qui sont déjà installés qui veulent s'y installer qui disent qu'ils peuvent le faire tout seul. Mais ils ne seront pas exclusifs. **Concernant le bio pas bio, bien sûr que nous allons progressivement vers le bio, je ne suis pas un intégriste.** Au départ la Métropole voulait aider que du bio. Je trouve que c'est une hérésie ce n'est pas en donnant des coups de pied à un âne qu'on le fait avancer. **Je crois que plutôt il faut s'inscrire dans une démarche beaucoup plus vertueuse aux convictions.** On l'a vu avec l'enquête des maraîchers que certains maraîchers pas bio avouaient qu'avec un peu d'aide ils pourraient le faire. Ceux qui ne le sont pas et vont côtoyer les bio vont pouvoir échanger sur leur pratique. Et je pense que c'est une transition qu'il faut aider, moi je suis convaincu de cela. Pour la restauration scolaire on peut avoir dans un premier temps du bio et pas bio mais de proximité et local. Ici on n'a pas des maraîchers qui sont des «folles dingues» de phytosanitaires. On est plutôt aussi pour réussir un parcours.

Un autre exemple d'aide de la Métropole pour la construction d'un hangar pour 6 maraîchers qui sont sur Berthenay et sur St Genouph. Ce qui est intéressant c'est qu'ils sont à côté, bio ou pas bio, et ce qu'ils ont demandé c'est d'avoir un hangar leur permettant de stocker leur matériel mais aussi d'avoir une salle de réunion pour pouvoir se rencontrer et échanger. Bon à 6 c'est un peu limité mais ça peut s'ouvrir aux constructeurs de machines par exemple, et c'est en discutant qu'on arrive à faire avancer les choses. Le changement de représentation sociale, il y a deux méthodes pour faire schématique soit vous avez un terrible accident qui vous fait voir la vie complètement différemment, ça c'est possible mais c'est rare quand même. En dehors de cas très important comme ça quand on travaille le fond, c'est sur une durée plus longue en prenant bien en compte les paramètres qui font le fond c'est ce sur quoi il faut travailler.

C : Et vous pensez que l'ensemble des acteurs ont une vision commune des objectifs du projet?

J : Ah oui, ils commencent à en avoir une. Vous étiez là à la réunion des maraîchers?

C : Oui

J : Je ne sais pas quelle a été votre impression, moi j'ai trouvé ça super! J'ai eu du mal à le mettre dehors. Il y avait des gens qui se voient généralement très peu ou pas, qui se mettaient en groupe et qui n'avaient pas envie de partir! Moi je me dis ça y est, on a créé quelque chose qui est en train de se passer. **Pour moi ça a été un signe de réussite.**

C : Vous avez noté une évolution depuis le début dans la relation entre les différents acteurs?

J : **Ah ben oui! C'est évident. Il y en a [des maraîchers] qui n'étaient pas forcément intéressés il y a quelque temps, qui maintenant ont changé d'avis.** Un maraîcher de Parçay-Meslay [Nicolas Sterlin] m'a appelé : il me dit que même s'il n'est pas en bio, il peut «faire des efforts». Il a téléphoné 2 fois, en me disant qu'il était le représentant d'une dizaine de ces collègues mais qu'ils ne se voyaient plus trop, il n'y a plus trop de dynamique en nous etc., et du coup il souhaite redynamiser ça. En puis finalement, il a entendu parler du groupe de travail agricole, parce qu'apparemment ça a bien fusionné un peu partout, et donc ils se sont revus et même s'ils ne sont pas en bio ils peuvent essayer d'y passer.

C : Les maraîchers, lors de cette réunion, c'est la première fois qu'ils participaient clairement à une réflexion pour le PAT?

J : Oui

C : Et on a eu quelques discussions avec des maraîchers qui nous expliquaient qu'avant l'enquête de la Chambre, et même après cette enquête d'ailleurs, ils n'étaient pas au courant de la réflexion qui se tenait au sein du PAT. Vous ne pensez pas que si c'était à refaire, il faudrait intégrer plus tôt les maraîchers aux groupes de travail? Ou alors c'était voulu?

J : Non **non, c'était voulu**. On a réuni tous les acteurs institutionnels, on avait une vision de ce qui se passait en maraîchage. En plus, ils avaient tous été contactés au travers de l'enquête. Donc **il y a aussi une différence à faire entre le discours affiché dans une réunion publique et la réalité de ce qu'on a pu rencontrer en voyants individuellement**. Et en fait, on ne voulait pas entrer tout de suite dans le détail de la pratique agricole et de sa difficulté, nous voulions avoir une bonne vision d'ensemble. Sinon, on aurait pu travailler autrement : dire ok, les espaces test on les lance. Mais on voulait avoir une vision globale de l'ensemble des acteurs et de la manière dont ils s'articulent.

C : Donc ces espaces test ne sont pas encore lancés?

J : Ah si, il y en a déjà qui fonctionnent

C : C'est ceux d'InPACT 37?

J : Oui quelques-uns. On s'est rendu compte en allant voir un peu tout ce qui se passait sur le territoire et hors, on s'est aperçu que si on voulait que ça marche on avait tout intérêt à passer par les espaces test.

C : D'accord, je change un peu de sujet... Vous faites partis de combien de sous-groupe de travail?

J : J'en anime un et je lis les comptes rendus des autres. L'intérêt de ces groupes c'est de bien avancé vers la cible qu'on s'est fixée. Je pense que quelqu'un de l'extérieur ne pourrait pas distinguer celui qui est l'animateur et celui qui ne l'est pas parce que les discussions sont ouvertes etc. Je crois que c'est **ce qu'on appelle un groupe mature**. Chacun est conscient de la contribution qu'il peut apporter et quand ça dérape un peu alors là l'animateur intervient pour replacer la discussion.

C : D'accord, et donc quelle est la prochaine étape du PAT ?

J : C'est la légumerie, mais il y a 3 étapes en parallèle...

C : Là ça fait 6 mois que les sous-groupes se réunissent, est ce que vous allez bientôt mettre en commun vos résultats lors d'une réunion avec tous les acteurs? Est ce qu'il y a des deadlines de prévues ?

J : On est toujours en réflexion mais il y a quand même eu des deadlines. Lorsque le président, M. Briand, nous dit «il faut qu'on fasse nos budgets, présentez-moi vos objectifs », il faut bien ce qu'on veut faire et ce qu'on veut obtenir ; Notre premier objectif c'était d'avoir les moyens de pouvoir installer des espaces test, dans les délais les plus courts possible. Maintenant on sait que cette année, on devrait pouvoir aboutir à des choses. Après la légumerie, c'est un peu plus compliqué, il faut la dimensionner, décider de qui sera le gestionnaire etc. Il va falloir décider assez rapidement.

Il y a plusieurs pistes qui sont à l'étude. Il y en avait une avec la Com com de Touraine Est vallée, parce qu'il y a avait déjà un projet de légumerie là-bas avec un autre acteur qui n'a rien à voir avec l'agriculture mais qui pourrait être intéressé. **Ca nous pourrait intéresser parce que ça permettrait relier une dimension sociale au projet alimentaire territorial**. Ca nous paraît compliqué à faire aboutir assez rapidement par contre... Donc on est en train de voir comment on pourrait faire autrement.

Il y d'autres réflexions sur lesquelles on avance, on ne peut pas vous en parler mais bon. A chaque fois que je vois le Président c'est «des résultats! Des résultats! Des résultats!».

C : Vous faites également partie du comité technique avec l'agence d'urbanisme?

J : Oui bien sûr

C : Et vous vous réunissez encore aujourd'hui?

J : Oui oui tout à fait. Quand la préfecture rencontre les grandes surfaces, j'ai été contacté à ce titre-là. **Il semblerait que tous les acteurs se remobilisent encore plus qu'ils ne l'étaient.** Je parle de la Direction de l'Agriculture qui reprend contact pour envisager une labellisation du projet et pour travailler avec nous pour que le projet entre dans le cadre d'un PAT national. Donc oui, ça se met en place. Et puis il y a tous ceux qui travaillent pour la restauration scolaire ; c'est à dire identifier des freins, des modalités contractuelles etc. Bon là on commence à avoir des solutions, même si on entend des «ce n'est pas possible, c'est trop compliqué» etc. etc. Là on doit aboutir, c'est qu'il y ait une convention d'engagement signée par des gestionnaires de cantines scolaires.

Nicolas Sterlin, maraîcher à Parçay Meslay
Les Jardins de Meslay
16/03/2018
Entretien enregistré

C: Est-ce que vous pouvez commencer par décrire votre activité ?

S: Nicolas Sterlin, c'est moi qui suis le gérant de la SEA des jardins de Meslay, une exploitation agricole qui produit des fruits et légumes voire même quelques fleurs pour la population locale avec une particularité les personnes viennent directement sur l'exploitation et cueille directement leur fruits et légumes.

C: Sur combien d'hectares ?

S: 22 ha pour être précis. Mais mon tout n'est pas dévoué à la cueillette il y a une quinzaine d'hectare pour ça.

C: Depuis quand ça existe ?

S: ça fait 22 ans. On attaque la 23ème saison. Ça n'a pas bougé et ça a toujours été sur le principe de la cueillette.

C: Vous faites aussi de l'accueil de scolaire non ?

S: **En parallèle effectivement on a des écoles, mais ce n'est pas l'activité principale. Les scolaires ne bénéficient pas d'animations particulières ils viennent comme tout le monde cueillir.** On l'a déjà fait mais maintenant je n'ai plus personne pour les animations.

C: Et votre activité au sein du PAT ça consiste à quoi ?

S: **Au sein du PAT j'ai pas du tout était associé à cette réflexion,** c'est sûrement décevant par rapport à vos attentes mais moi on m'a rattaché parce qu'on était effectivement dans le panel des exploitations qui ont été interrogés par la chambre d'agriculture.

C: Et avant cette enquête vous aviez déjà entendu parler du PAT ?

S: J'en avais déjà entendu parler parce que quand on a été contacté par la chambre d'agriculture, pour nous ce n'était pas désigné comme PAT, c'était plus le questionnement de la chambre d'agriculture par rapport à l'agriculture locale. J'ai immédiatement pris contact avec Monsieur Le Tarnec pour m'étonner que les acteurs principaux, les maraîchers, n'ont pas été associés à la réflexion d'une part, et d'autre part pour lui faire part de nos attentes par rapport à ce projet.

C: Quand est-ce que c'était ?

S: En juin 2017 exactement, on a eu connaissance de cette histoire en mars 2017. Et c'est aussi là qu'on a appris qu'**un groupe de réflexion s'est mis en place avec 27 participants de tous bords par forcément que la métropole et que bizarrement les acteurs principaux ont été oubliés.**

C: Oui parce que du coup votre première participation date de la dernière réunion de restitution à laquelle on a assisté ?

S: Clairement oui.

C: Il y a 20 maraîchers qui ont été interrogés, est-ce que c'est représentatifs des maraîchers présents sur la métropole ?

S: Quasiment de façon exhaustive, sur les 20 qui ont été interrogés il y en a certains qui font pas partie de la métropole, au moins deux gros. **Dans la présentation j'ai omis de vous dire que j'étais aussi président du CVMT qui est le centre de vulgarisation des maraîchers du territoire.** C'est un regroupement technique affilié à la chambre depuis peu d'ailleurs, effectivement j'ai aussi cette casquette par rapport au maraîchage local.

C: Est-ce que les maraîchers font tous partie de ce regroupement ?

S: Il y a à peu près la moitié des maraîchers qui font partie de ce regroupement. Le CVMT est né dans les années 60, et dans les années 80 il y a eu 120 adhérents et aujourd'hui on est plus que 10. C'est pour vous dire que le maraîchage il a un peu disparu pour diverses raisons. L'une d'entre elle : la compétition accrue dans une agglomération comme Tours. J'ai aussi une autre casquette c'est que je suis aussi élu de ma commune. Je suis adjoint en charge de l'urbanisme, j'ai été missionné pour faire une ZAP, Zone Agricole Protégée, j'ai été l'initiateur et l'élément moteur en 2010 et approuvée par le préfet en 2013. Pour vous dire que les enjeux d'agriculture périurbaine me préoccupent depuis longtemps et que je suis vraiment concerné.

C: Donc ce projet il a de l'intérêt pour vous ? Ou il ne répond pas vraiment à vos attentes ?

S: AlorsJe vais juste terminer en 2005/2006 j'ai été exproprié de 20% de ma superficie, ce qui n'est pas neutre, et donc à titre personnel je suis vraiment concerné par le problème du foncier.

Pour le projet, c'est une initiative politique, puisque initié par la métropole, mais il n'y a qu'eux pour initier ça, un PAT ça ne peut qu'être une initiative d'élus, avec leurs préoccupations à eux qui ne sont pas forcément nos préoccupations à nous. Pour moi qui ai 2 casquettes, je peux voir les attentes des uns et des autres, une problématique du «consommer locale», une demande toute nouvelle et politique, comme il y a 10 ans c'était le bio maintenant c'est le local. Le bio est bien porté par le président de l'agglo qui est à fond derrière «ne pas faire venir des aliments de loin alors qu'on les fait sur place» avec bien sûr la vision d'élus face à cette problématique. **Il y a un 1er constat que je ne partage pas initié par la chambre d'agriculture et l'agglo c'est qu'en interne, avec le tissu existant on ne réussira pas à relever le défi de nourrir la population locale.** Alors effectivement si on prend les 30 000 habitants et leur consommation et de l'autre côté les quelques exploitants on voit très bien que les uns ne pourront jamais nourrir les autres. Si vous allez au supermarché les fruits et légumes viennent de partout en France, Europe et hors Europe, eux n'ont pas cette préoccupation de fournir du local à leurs clients, ils essayent juste d'attirer par les prix. Le politique a une vision différente des choses, sanitaire notamment avec la restauration collective qui est un levier [..]. Donc c'est bien de dire qu'on va consommer local mais ce sur quoi on peut agir reste un peu limité, c'est un peu le constat qui a été fait lors de l'étude de la chambre d'agriculture. **Ce sur quoi on peut agir c'est la restauration collective, quand on voit les quantités demandées, on peut tous les produire sans problème.**

C: Ça ne va pas empiéter sur vos marchés personnels ?

S: Je sais pas pourquoi on s'est mis ça dans la tête, on a tous une marge de progression, quand on est chef d'entreprise on n'a pas de trucs immuable.

C: Oui mais il faut avoir envie de s'implanter dans ce marché-là.

S: Oui il faut avoir envie de s'implanter on est d'accord mais globalement des quantités comme ça n'importe qui peut les faire demain sans que ça ait un impact sur sa production. Faut pas croire qu'on est toujours au taquet sur ce qu'on produit on est toujours à la recherche de nouveaux contacts et débouchés. [...] Si demain on a un marché plus porteur on changera sans problème, tout le monde est pareil.

C: Donc vous vous seriez intéressé par le projet ?

S: Ça dépend de ce qui ai mis en place, je pense que ce qui est le plus compliqué pour la restauration collective c'est les fruits et légumes. Tout ça pour dire que le constat qui a été fait «les ressources ne suffisent pas « on a été surpris et on comprend pas trop car on peut relever ce défi haut la main. Si on est sur un axe purement politique concernant le local je pense que la première chose avant de penser à installer des jeunes tout ça, voyons ce qui existe avec le tissu déjà en place en les aidant. C'est une hypothèse qui a été un peu passé sous silence, je peux pas vous dire puisque je ne participais pas à la réflexion. Donc c'est ce que j'avais dit quand j'avais rencontré Monsieur Le Tarnec, d'une part «on n'est pas associé à la réflexion» et d'autre part «faites attention à ce que vous faites parce qu'il y a déjà des acteurs qui sont mis en place, qui ont une expertise et qui savent faire». Il faudrait pas qu'il y ait une distorsion de concurrence, je ne suis pas contre le renouvellement de génération et je pense qu'il y a de la place pour tout le monde mais il faut que tout le monde ait au départ les mêmes chances. Effectivement c'est important de nuancer que si on prend en compte les demandes qui ont été faites, tout le monde peut y répondre en revanche si on rajoute dans le cahier des charges «bio» aucun de nous pourrait y répondre. Au départ c'était l'idée un peu sous-jacente et maintenant ça a évolué, sur un contrat bio, à l'échelle de Tour et national on fournit pas suffisamment par rapport aux attentes des consommateurs [...].

Les attentes de la profession alimentaire par rapport à ce projet étaient un peu en décalage par rapport à nos élus car on n'avait pas participé à la réflexion.

C: Il y a plusieurs instances comme la chambre d'agriculture, InPACT 37, qui représentent les agriculteurs, et eux ils faisaient partie des réflexions dès le début, donc vous vous auriez préféré faire partie de la réflexion en plus de ces instances qui sont censées vous représenter ?

S: Alors InPACT 37 je sais pas du tout ce que ça représente ... Ah si c'est tout ce qui est bio et confédération paysanne. [...] Globalement le syndicat majoritaire c'est la FNSEA, critiquée et critiquable, mais c'est peu limité de InPACT 37 par représentatif de la profession.

C: InPACT est vraiment représentatif d'un type d'agriculture, bio et paysanne. Mais la chambre est censée représenter l'ensemble. Pour vous, ce n'est pas suffisant ?

S: C'est quelqu'un non salarié qui a participé aux questions concernant l'agriculture.

C: Oui c'est Maxime de Rosteland de Fermes d'Avenir

S: Lui il est quoi ? Exploitant ?

C: Oui exploitant et a créé le réseau associatif Fermes d'Avenir, il était là comme président de ce réseau.

S: **Moi je suis président du CVMT j'aurais aimé être là de la même façon que lui.** J'ai l'impression que la question ne s'est même pas posée. Une partie de l'explication doit être qu'au départ le modèle agricole promulgué était seulement le bio donc autour de la table on invite que des

personnes du même modèle. Je pense que Monsieur le Tarnec est le seul qui a évolué un peu, il est sur une commune à dominante maraîchère mais il découvrait un peu ce milieu, il a pris conscience qu'il n'y a pas que le bio.

C: Le PAT comme il est décrit pas l'État, il doit répondre aux 3 piliers de développement durable: social, économique et environnemental. C'est pour ça qu'on peut se poser la question et en prenant l'existant des agriculteurs conventionnels, essayer de favoriser l'installation du bio.

S: Je vais vous dire une autre solution, ce serait d'inciter les agriculteurs en conventionnels à avoir des pratiques plus proches du bio.

C: C'est pas fait déjà ?

S: Non pas à ma connaissance, ça pourrait être intéressant comme piste de travail.

C: Vous, vous seriez prêt à passer en bio ?

S: Moi j'ai fait une proposition par écrit à Monsieur Le Tarnec sur cette question. Vous avez un challenge à relever, on peut travailler ensemble, on peut monter ensemble un cahier des charges. Il y a une pression sociétale qui est là, on est tous en vente directe ou avec un intermédiaire seulement, on est en contact avec le consommateur et on sait parfaitement qu'ils attendent des produits bio et 0 résidus.

C: Et du coup comment ça se fait que vous n'êtes pas en reconversion ? C'est des problématiques que je ne connais pas bien.

S: J'ai eu l'occasion de dire à Monsieur Le Tarnec d'accompagner les agriculteurs conventionnels en agriculture bio, et aller dans ce sens-là. **Pour l'instant j'ai pas eu l'impression d'être véritablement entendu mais c'est normal on peut pas être partout et comprendre les enjeux de tous, c'est pas forcément évident de l'extérieur comme ça.** Si on doit revenir aux types d'agricultures vous pouvez éteindre votre machin 2 minutes.

[Enregistrement coupé]

C: Pour le projet, vous venez seulement de l'intégrer mais vous pouvez parler de relations entre les acteurs ? Par exemple par rapport à cette réunion ?

S: Je sais vraiment pas comment le ressentir, nous on a pris le projet, **M Le Tarnec nous a dit qu'ils allaient réinitier des groupes de travail mais on a jamais était invité à ces groupes de réflexion.** Moi qui me représente ? Alix Martin, que j'apprécie beaucoup c'est une fille performante et intelligente, et Emmanuelle Renaud de la chambre d'agriculture mais **ils ne sont pas des producteurs donc qu'est qu'ils en savent de notre réalité du quotidien ?**

C: La prochaine réunion il n'y aura que des maraîchers et des personnes de la cuisine centrale, là c'est du concret ?

S: Oui c'est du concret. Je vais rentrer dans le deuxième volet, se faire représenter par des techniciens, ils n'ont pas vraiment une réelle appréhension, ils l'ont par leur prisme à eux. On n'est jamais mieux représenté que par soi même. Après vous parliez des relations entre les acteurs, on n'a pas les mêmes intérêts et les mêmes objectifs

C: Vous ne pensez pas avoir les mêmes intérêts et objectifs dans le projet ?

S: Ah dans celui qui va se décliner là ? Je ne sais pas oui mais en tout cas par rapport aux actions qui ont été menées par la métropole, ils ont commencé par racheter des terrains à la Riche et le projet de Pépinière. Mais par rapport à la filière déjà mise en place rien n'a été fait.

C: La pépinière c'est pas la métropole c'est InPACT avec le réseau régional.

S: La métropole ils savent faire ça ils le font déjà en urbanisme. Mais après j'aimerais vraiment qu'on s'interroge et que ça se recoupe. Leur problématique du manger local et nous conforter nos exploitations et les développer, après on peut trouver un terrain pour que ça se recoupe.

C: Ça vous allez le voir lundi surtout.

S: Oui le problème des politiques, c'est qu'il y a un fossé énorme entre le discours et l'acte.

C: Oui vous n'êtes pas sur la même échelle de temps, vous vous êtes prêts à produire.

S: Oui il y a un problème d'échelle de temps mais pas que, il y a un problème général. Quand on est politique c'est très long. Et aussi on ne travaille pas à la même vitesse, c'est un constat que je fais pas une critique, c'est aussi du fait du principe de démocratie. Pour moi c'est un projet trop ambitieux.

Je préférerais de petites mesures faciles à mettre en œuvre qui pourraient se faire ou des grands plans sur la comète qui ne se feront pas.

Ne perdons pas de vue qu'on est sur échéances de mandat, d'un mandat à l'autre tout peut être remis à plat. Une des villes toujours mis en avant c'est Rennes pour l'urbanisme, Rennes c'est une stabilité politique depuis 30 ans.

C: C'est constant donc il arrive à mettre en place des projets.

S: Des projets ambitieux comme ça, ça me fait peur car dans deux ans on sait pas ce qui va se passer.

C: Donc vous n'êtes pas très motivé pour le projet.

S: La légumerie honnêtement j'ai du mal. C'est un projet intéressant, considéré comme le principal frein. Consommer local c'est l'objectif principal, mais les fruits et légumes ça va être le plus dur à mettre en place. Quand on voit les légumes dans les collèges, c'est du surgelé, des boîtes etc. J'ai visité un collège, y'avait des betteraves ce jour-là, il y avait un sachet sous vide qu'il ouvrait pour avoir des betteraves. En termes de locaux et matériels pour absorber des légumes. Mais demain ils peuvent absorber des yaourts du département, voilà y'a un certain nombre de production qui pourrait arriver directement. C'est vrai que sans légumerie il ne se passera rien.

On a observé 2 freins : la centralisation de l'offre et sa transformation, et la logistique derrière, une fois que le produit a été transformé il faut l'amener jusqu'au lieu de consommation. Et je ne pense pas que ça peut être financé par la métropole, je vois pas trop...

Après le plus compliqué qu'on a juste commencé à effleurer lors de la réunion. C'est la gestion de cet outil car on est à cheval entre le privé et le public. Dernier point, ce système là (grossiste...) ne va pas voir de bon œil qu'on fasse le travail à leur place. Honnêtement je pense que ça va être compliqué de s'engager là-dedans. Mais j'ai bien aimé l'idée de la rencontre avec la cuisine centrale de Tours. Un aspect rappelé par un exploitant retraité c'est que les fruits et légumes est un marché qui a toujours fonctionné, s'engager à l'avance pour dire je vais produire 800kg tomates pour peu qu'il y ai un mauvais climat ou autre chose, j'ai jamais récolté mes tomates à la même époque d'une année sur l'autre. **C'est aussi l'intérêt de centraliser les produits. De pouvoir aider des agriculteurs bio pour qui les accidents peuvent être plus fréquents.**

C :

C'est peut être ça qui est intéressant, d'avoir des maraîchers qui se complètent.

S : Oui une mutualisation ça peut être tout à fait intéressant. [...] Il y a un décalage entre nos attentes et celles des élus. On verra sur quoi ça va déboucher. Pour conclure j'avais écrit un courrier à M. Le Tarnec suite à notre entretien, en lui disant vous avez des objectifs de produire local et d'installer de nouveaux producteurs mais nous on est déjà là et il faut le prendre en compte pour avoir des résultats plus rapide et plus immédiat. Je n'ai à ce jour eu aucune réponse à ce courrier pourtant j'avais proposé des réponses très concrètes, mais peut être trop directes et trop concrètes. C'est pour ça je reste prudent par rapport à ça

Equipe DATE

*Dynamiques et Actions Territoriales et
Environnementales*

35 allée Ferdinand de Lesseps
BP 30553
37205 TOURS Cedex 3

Directeur de recherche :

Serrano José

Biais Charlotte
Souchon Coline
Projet de Fin d'Etudes
DA5
2017-2018

L'agriculture urbaine : un levier pour la mise en œuvre de la multifonctionnalité des espaces dans les documents de planification ?

Résumé : Ce projet de fin d'étude a été réalisé dans le cadre de la formation Génie de l'Aménagement et de l'Environnement de Polytech Tours. La population urbaine ne cesse de croître à l'échelle mondiale provoquant une consommation de ressources et d'espaces toujours plus élevée. C'est dans ce contexte actuel, que le sujet de ce projet prend forme, il s'agit de comprendre de manière plus approfondie les enjeux de la ville durable. Une ville plus respectueuse des milieux et moins consommatrice d'énergie. Notamment à travers une utilisation plus raisonnée des sols avec la mise en place de la multifonctionnalité. L'objectif est de comprendre comment ces fonctions peuvent former un ensemble durable sur le territoire. L'agriculture urbaine, elle-même multifonctionnelle pourrait être une réponse à ces enjeux. Ainsi ce projet permet de traiter comment et pourquoi l'agriculture urbaine pourrait permettre la mise en place d'une multifonctionnalité de qualité sur le territoire. Il sera question d'étudier l'influence de diverses dynamiques sur le sujet comme le rôle des documents de planification et la coordination entre les acteurs concernés.

Mots Clés : multifonctionnalité, agriculture urbaine, coordination, ville durable, espace, biodiversité